

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
COLONISATION MILITAIRE
DU MARÉCHAL BUGEAUD
1841-1847

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi 29 Mai 1909, à 2 h. 1/2

PAR

GASTON FERRAND

LAURÉAT DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. LESEUR, professeur.
Suffragants : MM. CHAVEGRIN, professeur.
PILLET, professeur.

PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
COLONISATION MILITAIRE
DU MARÉCHAL BUGEAUD
1841-1847

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi 29 Mai 1909, à 2 h. 1/2

PAR

GASTON FERRAND

LAURÉAT DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants } *MM. CHAVEGRIN, professeur.*
 } *PILLET, professeur.*

PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

1^o *Ouvrages du Maréchal Bugeaud.*

Mémoire sur notre établissement dans la province d'Oran, par suite de la paix, 1838.

De l'Etablissement de légions de colons militaires dans les possessions françaises du Nord de l'Afrique, suivi d'un projet d'ordonnance, adressé au gouvernement et aux Chambres, 1838.

L'Algérie. Des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête, 1842.

Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Afrique, 1846.

De la colonisation de l'Algérie, 1847.

Les Socialistes et le travail en commun, 1848.

Observations de M. le Maréchal, Gouverneur général, sur le projet de colonisation, présenté pour la province d'Oran par M. le lieutenant-général de Lamoricière.

2^o *Ouvrages sur la question algérienne et Divers.*

ANTIOCHE (Comte d'). — Changarnier, 1891.

ARTOIS (Lieutenant-colonel d'). — Mémoire sur l'emploi de l'armée aux travaux d'utilité publique, 1839.

BARANTE (de). — Rapport fait à la Chambre des Pairs (25 juin 1846).

BARBIER (J.). — Itinéraire historique et descriptif de l'Algérie, 1855.

Ferrand

- BARRACHIN (D^r). — Note traduite de l'arabe, adressée par les principaux habitants d'Alger, 1833.
- BARTHÉLÉMY. — Histoire de la Monarchie de Juillet, 1887.
- BANDE (Baron). — L'Algérie, 1841.
- BEAUMONT (G. de). — Commission de colonisation de l'Algérie (rapport fait au nom de la seconde sous-commission), 1843.
- Etat de la question d'Afrique, 1843.
- BENOIST (Charles). — Enquête algérienne, 1892.
- BEQUET. — L'Algérie en 1848. Tableau géographique et statistique.
- BERBRUGGER. — Les époques militaires de la grande Kabylie.
- BERNARDI. — Observation sur l'emploi des troupes aux travaux d'utilité publique. Carpentras, 1839.
- BERSANGE (Abbé J.). — Dom François Régis, 1885.
- BESANCENEZ. — Biographie complète de M. le Maréchal Bugeaud, duc d'Isly.
- BEUGNOT (Cte). — Rapport à la Chambre des Pairs (23 juin 1847).
- Biographie du maréchal Bugeaud. Bordeaux, 1849.
- BLONDEL. — Aperçus sur l'état actuel de l'Algérie, 1844.
- BODICHON. — Considérations sur l'Algérie, 1845.
- Etudes sur l'Algérie et l'Afrique, 1847.
- BONJEAN (L. B.). — De l'inconstitutionnalité de la juridiction militaire en Algérie, à l'égard des citoyens français non militaires, 1843.
- BONNAL (de). — Algérie. Examen de la colonisation au point de vue pratique, 1847.
- BORDIER (Dr). — La colonisation scientifique et les colonies françaises, 1884.
- BOUCTOT. — Histoire du communisme et du socialisme, 1889.
- BOUNIOI. — Le soldat apôtre. Profils héroïques, 1858.
- BRUNET. — La question algérienne, 1847.
- BURET. — Question d'Afrique.
- CARLOMAN. — Notice biographique sur Thomas-Robert Bugeaud de la Piconnerie, duc d'Isly, maréchal de France, 1849.
- CAT. — Précis pour l'histoire de l'Algérie française, 1890.

- CAUVAIN. — De la colonisation de l'Algérie, 1857.
- CHAILLERY. — Un mot sur l'Algérie. Angers, 1848.
- CHAILLEY-BERT. — L'Emigration des femmes aux colonies, 1897.
- CHARLETY. — Histoire du Saint-Simonisme.
- MICHEL CHEVALIER. — Cours d'Economie politique, 1842-1850.
- CHRISTIAN. — Souvenirs du Maréchal Bugeaud, de l'Algérie et du Maroc, 1845.
- CLAMAGERAN. — L'Algérie. Impressions de voyage, 1859.
- CLONARD (Général comte de). — Système mixte de colonisation algérienne, 1865.
- CONDAMY (Capitaine). — Colonisation militaire, 1905.
- CORMIER. — L'Algérie !... moins l'illusion, 1847.
- DEBIDOUR. — Histoire diplomatique de l'Europe, 1891.
- DESJOBERT. — Histoire d'un vieux soldat à M. le Maréchal Bugeaud, 1845.
- L'Algérie en 1846.
- DIDIER. — Du Gouvernement de l'Algérie, 1851.
- DIEUZAIDE. — Histoire de l'Algérie, de 1830 à 1878. Oran, 1880.
- De la Colonisation et des Institutions civiles en Algérie, Oran, 1849.
- DU BARAIL (Général). — Mes souvenirs, 1894.
- DUMAS (A.). — Le Véloce, t. IV, 1851.
- DUPIN. — Mémoires, 1855.
- Réflexions sur la situation des affaires publiques à l'époque actuelle, 1843.
- Des Comices agricoles, 1849.
- DURAND (capitaine). — Des tendances pacifiques de la Société européenne et du rôle des armées dans l'avenir, 1841.
- DUVIVIER (Général). — Quatorze observations sur le dernier mémoire du général Bugeaud, 1842.
- ENFANTIN. — Colonisation de l'Algérie, 1843.
- FÉLINE. — De l'Algérie et des moyens d'assurer son avenir, 1842.
- FERRY (Jules). — Le gouvernement de l'Algérie, 1892.
- FILLIERS. — Etudes sur l'Algérie, 1849.

- Histoire de la conquête et de la colonisation de l'Algérie, 1860.
- FOISSIN. — Essai sur l'histoire des Juridictions criminelles en Algérie. Thèse. Paris, 1899.
- FRANQUE. — Gouvernement de M. le Maréchal, Duc d'Isly, en Algérie, 1848.
- FROELICHER (cap.). — Trois colonisateurs : Bugeaud, Faidherbe, Galliani, 1903.
- GAFFAREL. — L'Algérie. Histoire, conquête et colonisation.
- GALENS. — Marche de la colonisation algérienne depuis la conquête. Alger, 1892.
- GARDOT. — De la colonisation de l'Algérie, par le concours politique de la France et l'Espagne, 1848.
- GARNIER-PAGÈS. — Histoire de la Révolution de 1848-1861-62. T. I.
- GENTY DE BUSSY. — De l'établissement des Français dans la régence d'Alger, 1835.
- GIRARDIN (Emile de). — Vues nouvelles sur l'application de l'armée aux grands travaux d'utilité publique, 1838.
- Questions de mon temps, 1858, t. II.
- Civilisation de l'Algérie, 1860.
- GSELL. — Enquête administrative sur les travaux hydrauliques anciens en Algérie, 1902.
- GUIZOT. — Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps, 1858.
- GUYOT (Y.). — Lettres sur la politique coloniale, 1885.
- HAMEL. — Histoire du règne de Louis-Philippe, 1889-90.
- HAUSSONVILLE (d'). — La colonisation officielle en Algérie, 1883.
- HUGONNET — Bugeaud, duc d'Isly, maréchal de France, 1859.
- IDEVILLE (Comte d'). — Le maréchal Bugeaud, d'après sa correspondance intime et des documents inédits, 1881.
- JAILLET. — Essai historique et critique sur la colonisation militaire. Thèse, 1903.
- JAVARY. — Etudes sur le gouvernement militaire de l'Algérie, 1855.
- JOBERT. — Les ressources domaniales de la colonisation en Algérie.

- KELLER. — Le général de Lamoricière. Sa vie militaire, politique et religieuse, 1874.
- LADRIÈRE (P. de). — Coup d'œil sur l'Armée d'Afrique. Gand.
- LAFAYE. — Question d'Afrique au mois de décembre 1843.
- LANDMANN (abbé). — Appel à la France pour la colonisation de l'Algérie, 1848.
- LANESSAN (de). — Principes de colonisation, 1897.
- LEGOYT. — De la colonisation civile et militaire de l'Algérie. Sceaux.
- LOYER de la METTRIE. — Biographie du colonel Marengo.
- MARC LY. — Essai de bilan algérien, 1897.
- MALLARMÉ. — L'organisation gouvernementale de l'Algérie. Thèse, 1900.
- MARMIER (Xavier). — Lettres sur l'Algérie, 1847.
- MARTIMPREY (de). — Souvenirs d'un officier d'Etat-Major, 1886.
- MARTIN et FOLEY. — Histoire statistique de la colonisation algérienne, 1851.
- MARTIN-GINOUVIER. — Mise en valeur de notre empire colonial par le soldat laboureur marié, faisant souche, 1898.
- MENERVILLE (de). — Dictionnaire de la législation algérienne.
- MERCIER. — Le cinquantenaire d'une colonie, 1880.
- MOLL. — Colonisation et agriculture de l'Algérie, 1845.
- MONTEZON (de). — La vérité sur l'Algérie, 1851.
- MONBROND (de). — Histoire de la conquête de l'Algérie, 1830-1847.
- MORICIÈRE et BEDEAU (de La). — Projets de colonisation pour les provinces d'Oran et de Constantine.
- ODINOT. — De l'armée et de son application aux travaux publics, 1845.
- PAYS DE BOURJOLLY (Le). — Projets sur l'Algérie, 1847.
- PELLISIER. — Quelques mots sur la colonisation militaire en Algérie, 1847.
- PÉTY DE THOZÉE (Ch. et R.). — Théories de la colonisation au XIX^e siècle, et rôle de l'Etat dans le développement des colonies. Bruxelles, 1902.
- PICOT. — Colonisation de l'Algérie, 1848.
- POISSONNIER. — Observations générales sur la colonie d'Afrique. Poitiers, 1843.

- POUJOLAT. — Etudes africaines, 1847.
POULLE. — Alger et le Conseil général du Var.
Protestation des colons contre l'établissement des camps agricoles, 1847.
QUESNOY (Dr). — L'armée d'Afrique depuis la conquête d'Alger, 1888.
RAMBAUD (A.). — La France coloniale, 1886.
RANDON (Maréchal). — Mémoires, 1875-77.
RECLUS (Onésime). — France, Algérie et Colonies, 1883.
REGNAULT (Elias). — Histoire de Huit ans, 1840-1848. 1860.
ROUSSET (Camille). — La conquête de l'Algérie, 1889.
SAINT-ARNAUD. — Lettres, 1855.
SAINT-GENIS (H. de). — Quelques mots sur l'Algérie, 1846.
SAUSSURES (de). — Psychologie de la colonisation française, 1899.
SAY (J.-B.). — Cours complet d'Economie politique pratique. T. V.
THUREAU-DANGIN. — Histoire de la Monarchie de Juillet.
TOCQUEVILLE (De). — Œuvres complètes, 1866, t. VII, VIII et IX.
VÉSIAN. — De la colonisation en Algérie, 1850.
VEUILLOT (Louis). — La guerre et l'homme de guerre.
VIGNON. — La France en Algérie, 1893.
— La France dans l'Afrique du Nord, 1887.
WAHL. — L'Algérie, 1882.
WEILL (G.). — L'école Saint-Simonienne, 1896.
ANONYMES. — La France en Algérie, 1846.
— L'Algérie et l'Opinion, 1847.
— Camps agricoles de l'Algérie, 1847.
— Colonisation de l'Algérie par un officier de l'armée d'Afrique. Librairie sociétaire, 1847.

3^o *Journaux et Périodiques* (pour la période 1841-1847).

L'Afrique.
Le Constitutionnel.
Le Correspondant.
La Démocratie pacifique.

Journal des Débats.
Journal des Economistes.
Le Moniteur Algérien
Le Moniteur de l'Armée.
Le Moniteur Universel.
Le National.
La Presse.
La Revue de Paris.
La Revue des Deux-Mondes.
La Revue Indépendante.
La Revue nouvelle.
La Revue sociale.
La Semaine.
Le Siècle
Le Spectateur militaire
L'Univers.

CHAPITRE PREMIER

BUGEAUD GOUVERNEUR DE L'ALGÉRIE

- I. La question d'Afrique en 1841. — Esquisse rapide de la conquête de 1830 à 1841. — La question d'Afrique et la politique extérieure de la Monarchie de Juillet. — Hypothèse d'une guerre européenne. — Oppositions que rencontre encore la conquête en 1841. — L'occupation restreinte.*
- II. Nomination de Bugeaud au gouvernement général de l'Algérie. — L'ordonnance du 29 décembre 1840. — En quoi la nomination de Bugeaud marque une nouvelle étape dans la question d'Afrique. — Comment elle est accueillie par la presse. — La Proclamation d'arrivée.*
- III. Essai sur la personnalité de Bugeaud. — Bugeaud en Afrique avant 1841. — Ses premières opinions sur la conquête. — Explication de son évolution. — Bugeaud publiciste. — Les attaques de presse. — Ses rapports avec le gouvernement. — Ses rapports avec l'administration civile de l'Afrique. — Le « soldat-laboureur ».*

I

La colonisation est un phénomène inhérent à la vie des sociétés modernes ; point n'est besoin d'en discu-

ter l'opportunité. Il est des forces inconnues auxquelles doivent se soumettre les êtres collectifs comme les êtres individuels.

La nation s'est transformée au xix^e siècle. Ses différents organes se sont développés ; elle a pris conscience d'elle-même. Sa vie est devenue quelque chose de positif, de concret. Chaque nation est un être.

Le prosélytisme est de l'essence de toute religion ; de même l'extension, le rayonnement est une nécessité pour un être vivant. Ce n'est pas en vain que l'on développe les organes vitaux d'une collectivité. Il arrive un jour où ces différents organes cherchent un champ plus libre. Le vieux sol d'activité est trop étroit. Cette poussée à l'extérieur s'est appelée, s'appellera probablement encore guerre ou conquête ; c'est aujourd'hui, d'une façon plus générale, la colonisation.

Et tel est, nous semble-t-il, son fondement. Or ce que nous avons dessein d'étudier ici sous le titre : *La Colonisation militaire du Maréchal Bugeaud*, c'est une dérogation à cette règle générale. La pratique coloniale française a pu en présenter quelques autres dans la suite ; mais l'Algérie en constitue la première, et on peut dire la plus intéressante, puisqu'elle porte sur la plus belle de nos possessions extérieures, celle que l'on a appelée : la France algérienne.

Deux auteurs belges, MM. Ch. et R. Pety de Thozée dans leur savante étude : *Théories de la colonisation au xix^e siècle et rôle de l'Etat dans le développement des*

colonies (1), ont souligné très heureusement le caractère spécial de notre conquête de l'Algérie :

« Cette occupation fut un événement militaire, alors que chez d'autres peuples la colonisation est une œuvre pacifique et privée, dans laquelle le gouvernement n'intervient qu'à l'effet de régulariser un état de choses déjà existant. L'Algérie n'a pas été envahie par des légions de citoyens aventureux, entraînés loin de la mère patrie par l'appas du lucre, par des nécessités sociales ou politiques. Ici la colonisation fut une œuvre gouvernementale. »

De ce que cette conquête a été entreprise par un gouvernement, et l'on peut presque dire, en dehors de la volonté nationale, il en résultera, comme nous le verrons plus loin, de graves conséquences lorsqu'il s'agira de coloniser ce morceau de terre, français depuis peu. « La colonie algérienne, dit le Dr Bordier (2), n'est pas née d'un besoin d'expansion de notre population : nous n'avons pas trouvé l'Algérie en cherchant une satisfaction à nos appétits coloniaux : au contraire, l'appétit colonial a dû nous venir, après que nous eûmes la colonie. »

Donc le problème colonial se posait pour l'Algérie, d'une façon très particulière. La solution proposée

1. Collection des *Mémoires couronnés et Mémoires des savants étrangers publiés par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique*, t. LX. Bruxelles, novembre 1902, p. 269.

2. *La colonisation scientifique et les colonies françaises*. Paris, 1884, p. 192.

par le maréchal Bugeaud sera une solution d'espèces, pour remédier à « l'appétit colonial » qui faisait singulièrement défaut à la France sous la monarchie de Juillet.

Les Chambres votent, presque malgré elles, les crédits nécessaires pour la guerre d'Afrique. L'opinion publique, par la voie de la Presse, ne cache pas sa mauvaise humeur, et le gouvernement lui-même semble peu enthousiaste. On ne sait quelle dénomination donner à la nouvelle conquête : possessions françaises, établissements d'Afrique, colonie, province, départements, sont tour à tour proposés (1). Ce n'est que plusieurs années après les premières hostilités que l'on se décide à l'occupation définitive (2). Et la plus grande indécision se manifeste lorsque l'on discute les premiers points du problème : quelle sera l'étendue d'occupation ? Faut-il établir un gouvernement militaire ou un gouvernement civil ? Quel système de guerre adopter contre les tribus rebelles ? Quel sera le mode d'administration des indigènes ? (3). Et, chose plus curieuse, le gouvernement français doit-il permettre que des nationaux délaissent le sol

1. V. Lingay. *La France en Afrique*. 1846.

2. A la suite du vote d'une commission composée de MM. le duc Decaze, président, le général Guilleminot, Baude, Duchatel, Dumon, de Sade, Passy, vice-amiral de Rosamel, Volland, général Bernard, Monnier, comte Bonnet, comte d'Haubersaut, Laurence, Reynard, de la Puisse, Piscatory, maréchal de Montfort, Duval d'Ailly. MM. de Sade et Passy avaient voté contre.

3. V. *La Revue nouvelle*, t. VIII (1846), p. 565.

français pour le sol algérien ? Une décision ministérielle de 1832 répond par la négative ; elle prend certaines mesures, afin d'arrêter « l'immigration spontanée en Algérie » (1). Et c'est là, sans doute, un exemple unique dans notre histoire coloniale.

Mais il faut chercher la cause initiale à ces tâtonnements dans la politique extérieure de la Monarchie de Juillet. Le régime issu de la révolution de 1830 a une situation fort difficile vis-à-vis des gouvernements étrangers. L'Angleterre suit attentivement nos progrès en Algérie. C'est pour elle une question de la première importance et la France devait ménager la susceptibilité de la diplomatie anglaise.

On trouve cette phrase dans une lettre de Napoléon du 18 avril 1808 : « Monsieur Decrez, méditez l'expédition à Alger tant sous le point de vue de mer que sous celui de terre. Un pied sur cette Afrique donnera à penser à l'Angleterre ». L'empereur ne s'était pas trompé ; vingt-deux ans plus tard, l'Angleterre s'inquiète lorsqu'elle voit en mai 1830 une flotte française se diriger vers Alger. L'expédition a pour but de venger une insulte. Charles X et ses ministres ont besoin d'un peu de gloire militaire, mais la perspicacité du Cabinet anglais devine là un danger pour l'avenir.

Il invoque moins les intérêts propres de l'Angleterre que ceux du sultan et du dey son vassal. En juillet les Français sont maîtres d'Alger. « La cour de

1. V. Bordier, *loc. cit.*, p. 192.

Londres demande non sans hauteur, s'ils garderaient leur conquête : et Charles X paraissant décidé à ne pas s'en dessaisir, les rapports de la France et de l'Angleterre deviennent si aigus qu'on put croire les deux puissances à la veille d'un redoutable conflit » (1).

Après les événements de Juillet, l'Angleterre reprend son action diplomatique contre le nouveau gouvernement. Suivant un historien de la Monarchie de Juillet (2), lord Aberdeen, écrivit en 1830 à l'ambassadeur anglais à Paris :

« Le nouveau gouvernement aura assez de loyauté, de bonne foi pour ne pas se donner l'odieux d'une conquête, qui troublerait le statu-quo européen et l'équilibre des forces dans le bassin de la Méditerranée. Le meilleur moyen de se faire reconnaître par l'Angleterre d'une manière amicale et sérieuse, ne serait-il pas de montrer un sentiment d'extrême modération ? Et l'abandon d'Alger en serait une preuve. » Or, Louis-Philippe tenait à cette époque à l'alliance anglaise. S'il ne peut renoncer tout de suite à Alger, c'est qu'il doit compter avec l'opinion ; mais la lutte n'est plus poursuivie avec vigueur, la conquête ne sera pas étendue. Une notable partie du

1. Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*. 1891, t. I, p. 27.

2. Ch. Barthélémy, *Histoire de la Monarchie de Juillet*. 1887. Dans le même sens V. capitaine Ferdinand Durand, *Des tendances pacifiques de la société européenne et du rôle des armées dans l'avenir*, p. 79.

corps expéditionnaire est rappelée ; tout fait prévoir l'abandon définitif dans un délai assez court. Quelques années plus tard la situation respective des deux pays s'est un peu modifiée, Le lien d'amitié semble moins solide, et la France sort de sa réserve pour la question d'Afrique (1). En 1840, l'année où Bugeaud est nommé gouverneur, le gouvernement ne se croit plus tenu à aucun ménagement envers la cour de Londres, et il appert de la nouvelle politique suivie que la France entend garder définitivement l'Algérie.

Désormais l'activité de l'Angleterre usera de moyens détournés. Elle aidera secrètement le Maroc dans son conflit avec nos armées d'Afrique. Cette intervention n'échappe pas à l'opinion française. On peut lire dans les lettres que Xavier Marmier adressait à M. Ch. Lenormant, directeur du *Correspondant*, durant son voyage en Algérie : « Gibraltar et Tanger sont les deux champs de manœuvres où s'exerce cette politique envieuse qui ne pouvant malgré son bon vouloir, nous enlever l'Algérie, s'efforce de nous en rendre la possession aussi difficile, aussi inquiète que possible (2) ». Certaine presse de l'opposition demande que les hostilités contre le Maroc soient poussées plus activement. Si le gouvernement n'est pas plus énergique, c'est qu'il veut ménager l'Angleterre : « Quand on considère l'étrange situation dans laquelle le cabinet s'est placé vis-à-vis de l'Angleterre, on se surprend

1. V. Debidour, *loc. cit.*, t. I. p. 277.

2. Réunies sous le titre *Lettres sur l'Algérie*, 1847, v. p. 304.

à penser qu'il a pu avoir l'idée de se faire un titre auprès du ministre anglais de cette interruption des hostilités contre le Maroc. Il espère peut-être que le cabinet britannique lui rendra cette justice, qu'il n'a pas poussé à la guerre, puisqu'il n'a pas voulu grossir l'armée du maréchal Bugeaud » (1).

Par contre, un ouvrage anonyme paru à Paris en 1846 : la *France en Afrique* inspiré, dit-on, par Guizot, cite les lignes suivantes (2) parues dans le journal anglais le *Globe and traveller* en mai 1830 : « Pour notre part, si les Français ayant un juste motif de guerre contre Alger, veulent user du droit ordinaire des vainqueurs en conservant le territoire qu'ils sont forcés d'envahir, nous ne voyons pas que la Grande-Bretagne ait lieu de s'en plaindre il ne saurait y avoir aucune raison plausible pour chercher à entraver la colonisation du nord de l'Afrique ». L'auteur prétend que le *Globe and traveller* recevait à cette époque les confidences du cabinet. Cependant il faut douter de la sincérité de ce soi-disant communiqué officieux. Et puis n'y a-t-il pas quelque ironie dans la fin du passage : il n'y a aucune raison « pour chercher à entraver la colonisation du nord de l'Afrique ». Le Français depuis longtemps passe, à tort ou à raison, pour n'être pas bon colonisateur. Les Anglais ne croyaient pas leurs voisins capables de mener à bien la grande œuvre qu'ils venaient d'entreprendre (3).

1. *Revue de Paris*, 5 septembre 1844, p. 13.

2. P. 13.

3. V. Debidour, *loc. cit.*, p. 407.

D'autres considérations de politique extérieure, venaient se mêler au problème, et en obscurcir la solution. Quelle serait l'influence de l'occupation militaire de l'Algérie sur une guerre européenne, très possible étant donné les relations tendues des Etats ? Lamartine avait répété à la tribune de la Chambre un mot attribué à lord Wellington : « tant que la France aura une armée occupée en Afrique, vous n'avez rien à craindre ». Pour d'autres, au contraire, notre armée d'Afrique gênerait plus les Anglais que si elle était sur le continent (1). L'opinion était aussi divisée dans la presse militaire que dans la presse politique. « La guerre éclatant, de deux choses l'une, écrit Emile de Girardin en septembre 1844 (2) ; si nous les y laissons, nous nous privons de 80.000 soldats aguerris, c'est un incontestable affaiblissement ; si nous les rappelons, notre colonie reste sans défenseurs : nous risquons de perdre sans combat, en un moment, le fruit de tant de sacrifices, c'est un danger certain. »

Un adversaire de Bugeaud ayant pris part lui aussi à la conquête, le général Duvivier, partage l'opinion d'Emile de Girardin : « Supposons qu'une grande coalition nous presse en Europe, que nous ayons en premier lieu à sauver la métropole.... toute l'Afrique se lèvera contre nous comme un seul homme (3) ». L'ave-

1. *Le Siècle*, 28 septembre 1842.

2. *Questions de mon temps*. Paris, 1858, t. II, p. 41.

3. Général Duvivier, *Quatorze observations sur le dernier mémoire du général Bugeaud*, 1842, p. 96.

nir devait donner raison à cette affirmation. La guerre franco-allemande de 1870 a eu un effet direct sur le soulèvement arabe qui a compromis un instant notre conquête, et cela quarante ans après la prise d'Alger. Et suivant cet auteur, très écouté à l'époque, l'occupation de l'Algérie sera par elle-même un danger pour la France, indépendamment des complications intérieures : « La Russie, la Hollande, l'Angleterre ont de nombreux vaisseaux. Si une forte réunion de ces navires se concentrait dans la Méditerranée, pourquoi n'y dominerait-elle pas ? Pourquoi ne jetterait-elle pas une armée de débarquement sur la côte algérienne ?

.... L'armée envahissante.... trouverait des villages crénelés, dont quatre coups de canon lui ouvriraient les portes, et qui deviendraient pour elle des dépôts de malades, de blessés et de munitions ; elle y trouverait quelques ressources en vivres.... appliquant les lois habituelles de la guerre, elle trouverait sous sa main tous les colons des champs qu'elle contraindrait à travailler aux retranchements et aux lignes. »

Personne ne nie que le retrait des troupes d'Afrique ne soit un grand danger, en cas de guerre continentale. Ce qu'il faut, dira Bugeaud, c'est opérer rapidement en Algérie, s'y établir solidement. Il faut pour cela un surplus à l'effectif ordinaire. Ce sacrifice est digne d'être fait par la France ; l'œuvre vaut bien cela. Un secrétaire particulier de Bugeaud,

1. Général Duvivier, *Quatorze observations sur le dernier mémoire du général Bugeaud*, 1842, p. 96.

P. Christian, dans un ouvrage qui reflète exactement la pensée du gouverneur (1) s'exprime ainsi : « Ce qui pouvait affaiblir la France en Europe, ce n'est pas d'avoir 80.000 hommes en Afrique, mais bien de les prendre sur l'effectif jugé indispensable pour faire face aux éventualités en Europe. En élevant le chiffre du recrutement, on effacerait ce danger d'affaiblissement ». Et ce sera, nous le verrons plus loin, un argument invoqué par Bugeaud pour la colonisation militaire : il faut que dans peu de temps nos établissements soient assez forts pour se défendre en cas de guerre, que des villages soient fortifiés, reliés entre eux, occupés par une population accoutumée à la guerre.

Que la colonisation soit établie solidement au cœur du pays, et l'Algérie n'a rien à craindre d'une guerre européenne (2). Peut-être même, et c'est là une idée soutenue naturellement par les écrivains militaires, l'Afrique sera un champ de manœuvres constant ; l'armée formée par les luttes incessantes, sera toujours entraînée et par là invincible en Europe : « Un des plus grands avantages pour l'armée française est de former une école où tous les corps viennent successivement apprécier les privations, les fatigues et le dévouement qu'exige la guerre, où la France a pu

1. *Souvenirs du maréchal Bugeaud, de l'Algérie et du Maroc*, 1845, t. II, p. 97.

2. V. dans ce sens : Moll., *Colonisation et agriculture de l'Algérie*, 1845, t. I, p. 274 et 276 et Legoyt, *De la colonisation civile et militaire en Algérie*, p. 15.

employer l'activité et l'énergie, qui, trop comprimées pendant la paix, finissent par fermenter, s'aigrir ou dégénérer en dégoût... Que le jour du danger arrive en Europe et la France verra ce que son armée a gagné en Afrique » (1). L'avenir, hélas, est venu donner de terribles démentis à ces optimistes prédictions (2).

Pendant des années, de 1830 à 1840, la France recevait à intervalles rapprochés des bulletins de victoire de son armée. L'ennemi avait été battu, mis en déroute, de nombreuses mises à l'ordre du jour indiquaient au pays ceux de ses enfants qui avaient bien mérité de lui. Et cependant les arabes revenaient plus nombreux. A quoi servaient donc nos victoires ? Aussi il vint à la pensée de beaucoup, qu'elles étaient stériles, ces expéditions dans l'intérieur de l'Algérie. On n'avait pas à faire à un ennemi organisé qu'une défaite abat ; Abd-el-Kader était un chef « insaisissable ». Ces considérations donnèrent naissance au système de l'occupation restreinte.

D'après cette méthode l'armée devait se borner à occuper certains points le long du littoral, s'y établir solidement au moyen de ce qu'on appelait un obstacle continu, sorte de fortification servant de délimitation vers le sud. Les troupes ainsi englobées seraient restées sur la défensive (3). Dans une lettre qu'il écri-

1. J. Brunet, capitaine d'artillerie, dans le *Spectateur militaire*, avril 1844, p. 147.

2. V. Yves Guyot, *Lettres sur la politique coloniale*, 1885, p. 228.

3. V. *l'Algérie et l'Opinion*, 1847, p. 43.

vait de Marseille à Guizot, le 10 décembre 1836, le général comte de Damrémont se montrait partisan de ce système : « le seul système capable de produire des fruits est celui d'une occupation restreinte. Il faut nous établir aux points les plus importants de la côte, faire de chacun une terre véritablement française.... en faire des centres de puissance » (1). Quelques années plus tard, Dupin préconisait encore cette méthode (2), et cela malgré son abandon depuis 1840. L'élément militaire, cela va sans dire, voulait une occupation complète (3). Ce fut la méthode qu'employa Bugeaud. Il juge l'occupation restreinte « mesquine » et « peu honorable » (après toutefois s'en être montré assez partisan dans les premiers temps de la conquête). De plus « non seulement la conquête est moins difficile que cette défensive honteuse, mais elle donnera d'immenses avantages pour la colonisation » (4).

Suivant le nouveau gouverneur, ce qu'il y a lieu de rechercher en premier, c'est d'assurer le commerce, et par conséquent la liberté des communications. Enfermer les troupes dans un territoire délimité,

1. Guizot. *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*. 1858, t. IV. *Pièces historiques*, X, p. 428.

2. *Réflexions sur la situation des affaires publiques à l'époque actuelle*. Mars 1843, p. 11.

3. Alfred Poissonnier. *Observations générales sur la colonie d'Afrique*. Poitiers, 1843, p. 4.

4. Bugeaud, *L'Algérie. Des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*. 1842, p. 6.

c'est rendre impossible toutes relations entre Français et Arabes, c'est-à-dire, rendre impossible toute colonisation. Et pour l'heure actuelle, comment la France se dédommagera-t-elle des sacrifices qu'elle fait, si l'on ferme à ses nationaux les débouchés commerciaux ?

Bugeaud, aurait pu invoquer un précédent historique. Au commencement du xvr^e siècle, le roi d'Espagne Ferdinand s'était décidé, sur l'instigation du cardinal Ximénès, à conquérir l'Algérie. Ses troupes s'emparèrent de plusieurs villes du littoral, Mers-el-Kébir, Bougie, Alga, Oran, Kalaa, Mostaganem ; mais ils crurent plus sage de se contenter de cette « occupation restreinte ». Leurs terrains militaires furent bloqués par les Arabes, et l'Espagne perdit complètement sa conquête.

Les quelques points que nous venons d'étudier indiquent suffisamment l'état incohérent de l'opinion publique pour ce qui touche à la question d'Algérie. Un fort mouvement anti-algérien s'est manifesté dès 1830. Dans la séance du 28 avril 1834, à la Chambre des députés, Dupin avait déclaré, soutenu par de nombreux applaudissements : « La colonisation est une chose absurde ; point de colons, point de terres à leur concéder, point de garanties surtout à leur promettre » (1). Mais on ne peut guère reprocher cette assertion à son auteur lorsqu'on peut lire dans un auteur contemporain : « Nos fautes dans

1. *Monit. Univ.* 1834, p. 1077.

le passé au lieu de nous servir de balises nous indiquant les écueils à éviter dans l'avenir, deviennent un argument pour nous pousser à en commettre de nouvelles et de semblables. Quinze ans après Waterloo, nous entreprenons la conquête de l'Algérie ». Ces lignes ont été écrites en 1885. Elles sont de M. Yves Guyot dans ses *Lettres sur la politique coloniale* (1).

Louis-Philippe déclare en vain, dans son discours du trône du 28 décembre 1841, que l'Algérie était désormais et pour toujours française ; les anti-algériens sont encore nombreux ; pour certains, nous n'avons obtenu en retour de nos sacrifices que la preuve de la nullité de nos hommes d'Etat (2) ; pour d'autres, Horace Vernet, dans son célèbre tableau la *Bataille d'Isly*, actuellement au musée de Versailles, s'est chargé de traduire le genre tout spécial des guerres d'Afrique, et de révéler au pays tout ce qu'elles promettaient de regrets, de repentirs, de sacrifices (3).

Il était nécessaire de souligner l'état de la question algérienne en 1840. Elle expliquera certaines attitudes, et certains écrits de Bugeaud, appelé au gouvernement de l'Algérie par l'ordonnance royale du 29 décembre.

1. P. 286.

2. Adrien Feline. *De l'Algérie et des moyens d'assurer son avenir*. 1842, p. 1.

3. Th. Cormier. *L'Algérie moins l'illusion*. 1847, p. 7.

II

Le 29 décembre 1840 une ordonnance royale appelait le général Bugeaud au gouvernement de l'Algérie, en remplacement du maréchal Valée.

Les gouverneurs s'étaient succédés nombreux depuis le comte Drouet d'Erlon que l'ordonnance du 22 juillet 1834 envoyait à Alger avec le titre de « gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique ». Bugeaud allait être le premier véritable gouverneur de la conquête; non pas que ses prédécesseurs se fussent montrés incapables, quelques-uns furent même colonisateurs. Mais il leur était impossible de faire une œuvre durable, mal soutenus par le gouvernement de la métropole. Avec Bugeaud la longue période de tâtonnement prend fin. L'Algérie, selon l'expression même du roi, était une terre « désormais française ».

Il faut reconnaître qu'un pouvoir énorme était concédé au gouverneur. Jules Ferry, y voyait « une façon de vice-royauté, à la fois civile et militaire » (1), vice-royauté inévitable d'ailleurs au début d'une conquête, reposant sur la Force comme jusqu'ici la plupart des conquêtes des nations européennes. Une pénétration belliqueuse exige un chef unique. Mais à cette époque déjà le pouvoir militaire semble un

1. *Le gouvernement de l'Algérie*. 1892, p. 11.

mal nécessaire ; le parlementarisme contenu implicitement dans la Constitution, veut un contrôle et un amoindrissement de ce pouvoir exorbitant, et quelques années plus tard, l'ordonnance du 15 avril 1845 érige en face du gouverneur général un pouvoir nouveau et indépendant, la Direction générale des affaires civiles (1). Cependant lorsque d'un coup d'œil d'ensemble on envisage l'histoire du gouvernement des gouverneurs algériens depuis 1830 jusqu'à nos jours, on reconnaît que jamais gouverneur ne fut plus indépendant que Bugeaud. Nul mieux que lui ne pouvait faire œuvre essentiellement personnelle. Vice-royauté, dit Jules Ferry, mais « dont ce glorieux type de soldat laboureur, le maréchal Bugeaud, fut la personification la plus originale, la plus populaire, et la plus féconde » (2).

L'ordonnance de 1840 marque une nouvelle étape dans la question d'Afrique. La nomination de Bugeaud, dit un historien (3), « avait cette haute et éclatante signification que jamais la France n'abandonnerait sa colonie algérienne ». La politique algérienne devient plus nette en effet, non pas que le gouvernement n'ait plus d'hésitation sur le régime convenable, mais il apparaît clairement que Louis-Philippe et son ministère veulent aboutir. Le fait de

1. V. A. Mallarmé, *L'organisation gouvernementale de l'Algérie*. 1900, p. 29.

2. *Loc. cit.*, p. 11.

3. Ernest Hamel. *Histoire du règne de Louis-Philippe*, 1889-90, t. II, p. 289.

choisir le général Bugeaud est d'ailleurs significatif. Guizot porte sur lui ce jugement : « C'était un homme d'un esprit original et indépendant, d'une imagination fervente et féconde, d'une volonté ardente, qui pensait par lui-même et faisait une grande place à sa propre pensée en servant le pouvoir de qui il tenait sa mission (1). » Bugeaud était célèbre en France par la brusquerie et l'opiniâtreté qu'il apportait dans ses entreprises. Phénomène fréquent aux officiers entrant dans la vie publique : Son langage parlementaire masquait mal son habitude et son besoin de commander.

Le Cabinet du 1^{er} mars 1840, formé par M. Thiers, arrivait au pouvoir prévenu contre le maréchal Valée (2). D'autre part, Bugeaud s'imposait de lui-même comme son successeur. Selon un de ses historiographes, le comte H. d'Ideville, ancien préfet d'Alger, « il était virtuellement gouverneur de l'Algérie depuis son discours du 15 janvier 1840 » (3). Il nous semble que Guizot se trompe lorsqu'il écrit : « Le mérite du Cabinet fut de mettre résolument le général Bugeaud à la tête de cette œuvre » (4). Bugeaud a été

1. Guizot. *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, 1858, t. VII, p. 118.

2. Thureau-Dangin. *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. V, p. 264.

3. D'Ideville. *Le maréchal Bugeaud d'après sa correspondance intime et des documents inédits*, 1881-1882, t. II, p. 141.

4. Guizot. *Mémoires*, t. VII, p. 126.

nommé gouverneur parce qu'il est des moments dans l'histoire où telle œuvre appelle tel homme, exclusivement. Mais Guizot a raison lorsqu'il écrit plus loin : « Le mérite du Cabinet fut .. de l'y soutenir fermement et de lui fournir, malgré bien des difficultés et des résistances, les moyens de l'accomplir ». C'est là peut-être un éloge excessif adressé au gouvernement de Louis-Philippe ; mais c'est déjà une rareté pour un gouverneur algérien d'avoir pendant près de sept années consécutives la faveur gouvernementale. Les ministères sont moins sourds d'ordinaire aux exigences de l'opposition.

Bugeaud était donc, en 1840, l'homme nécessaire ; on ne peut le juger tel que grâce au recul de l'histoire. Sa nomination n'avait pas pour les contemporains une signification aussi nette. « Ce choix, dit Elias Regnault, dans son *Histoire de Huit ans* (1)... fut accueilli par beaucoup de monde comme un premier pas vers l'abandon du pays... Les faits, il est vrai, démentirent leurs pressentiments : mais nous devons constater les impressions du moment ». Bugeaud, en effet, avait été antérieurement un farouche anti-algérien (nous verrons plus loin l'évolution de ses idées). On se rappelait ses attaques d'autrefois contre ces campagnes ruineuses. Il n'était pas très populaire parmi les officiers de l'Armée d'Afrique : « On ne le voyait pas sans défiance prendre possession de son commandement (2). Les intrigues parlementaires, le

1. 1860, t. II, p. 204.

2. Comte d'Antioche. *Changarnier*, 1891, p. 84.

soin qu'il avait mis à faire vanter son habileté et ses grandes aptitudes, son zèle ministériel avaient singulièrement contribué à son choix. Plus d'un officer général s'était plaint au maréchal Soult de la préférence accordée à un cadet pour l'ancienneté et les services. En Afrique on craignait que le maréchal Bugeaud n'apportât un parti pris absolu en toutes choses : on lui reconnaissait sans conteste ses qualités d'ordre supérieur : celle notamment de bien conduire les troupes et de s'occuper de leur bien être avec une sollicitude constante, mais on redoutait sa tendance à la neutralité et son penchant à rechercher la popularité. »

Il est à peine besoin de dire que la Presse émit les jugements les plus divers sur cette nomination. Pour plusieurs journaux (1), le nouveau ministère d'octobre n'avait fait que réaliser un projet formé par Thiers dès son arrivée aux affaires et que ce dernier avait dû abandonner sur l'opposition des journaux de gauche. Un des organes les plus lus de l'époque, le *Constitutionnel*, fait l'éloge du maréchal Valée, et déclare que Bugeaud « professe un souverain mépris pour la production coloniale. Le ministère a voulu récompenser le dévouement de M. Bugeaud : il est triste de penser que c'est au détriment des intérêts les plus précieux de la France (2). »

1. Entre autres le *Journal des Débats* 10 janvier 1841 et la *Presse* 31 déc. 1840.

2. *Le Constitutionnel*, 1^{er} janvier 1841.

Le général Bugeaud arrive à Alger le 22 février 1841, reçu par le vicomte Schramm, gouverneur par intérim. Dès le début de sa proclamation il ne craint pas de rappeler qu'il a été adversaire de la conquête : « Habitants de l'Algérie, à la tribune comme dans l'exercice du commandement militaire en Afrique, j'ai fait des efforts pour détourner mon pays de s'engager dans la conquête absolue de l'Algérie.... Ma voix n'était pas assez puissante pour arrêter un élan qui est peut-être l'ouvrage du destin. Le pays est engagé. Je dois le suivre... (1) ». Puis Bugeaud pose les principes généraux qui dirigeront sa politique. Avant tout il veut coloniser l'Algérie : «... la guerre indispensable aujourd'hui, n'est pas le but. La conquête serait stérile sans la colonisation.... Je serai donc colonisateur ardent... » Brièvement il expose ses idées sur la façon de coloniser, exposé assez bref et un peu vague, mais on peut y voir déjà le germe de ce que sera la colonisation militaire : «... L'expérience faite dans la Mitidja n'a que trop prouvé l'impossibilité de pratiquer la colonisation par fermes isolées... Commençons la colonisation par agglomération dans des villages défensifs, en même temps commodes pour l'agriculture et assez militairement constitués et harmonisés entre eux pour donner le temps à une force centrale d'arriver à leur secours : je me dévoue à cette œuvre. » Et enfin il termine par ces mots : « Empressons-nous de fonder quelque chose de vital, de fécond ; appelez, provo-

1. *Moniteur Algérien*, 23 février 1841.

quez les capitaux du dehors à se joindre aux vôtres. Nous édifierons des villages, et quand nous pourrons dire à nos compatriotes, à nos voisins : nous vous offrons dans des lieux salubres, des établissements tout bâtis, entourés de champs fertiles, et protégés d'une manière efficace contre les attaques imprévues de l'ennemi, soyez sûr qu'il se présentera des colons pour les peupler ». Et c'est déjà là le principe de la colonisation officielle (1).

III

Avant d'entrer dans le problème même de la colonisation militaire, il est nécessaire de définir la personnalité de son auteur. On ne peut séparer en l'espace l'œuvre de l'homme, les qualités de Bugeaud, ses défauts aussi, se reflètent dans ses projets. Ce n'est pas là une pure spéculation intellectuelle. Et étudier le colonisateur, c'est étudier par cela même son plan colonial, car Bugeaud fut le type du colon militaire : il a eu la rare fortune de pouvoir dans une petite mesure, vivre ses projets. Ce qu'il voulait et ce qu'il n'a pu obtenir, c'est répandre des principes dont il avait commencé à assurer la pratique en Algérie. Les six années de son gouvernement ont été une expérimentation de son système. Sans doute les conditions

1. Le comte d'Antioche, dans son ouvrage sur *Changarnier*, remarque que la proclamation de Bugeaud « ne contient même pas la mention du nom de son prédécesseur », p. 84.

étaient fort mauvaises par suite de difficultés politiques et budgétaires ; mais ce n'est pas un système seulement théorique que nous étudions. Ce sont des tentatives faites de 1841 à 1847, des résultats positifs, en un mot une amorce à un ensemble complet souhaité par Bugeaud.

Son œuvre fut avant tout une œuvre personnelle. Certes, des auteurs ont étudié l'évolution de la colonisation militaire à travers les âges, certains auteurs, sous la monarchie de Juillet, cherchaient des leçons dans l'histoire grecque et romaine, mais nous croyons que c'est faire là œuvre purement littéraire. Les hommes et les sociétés avaient changé depuis Rome et Athènes. Et le rapprochement que l'on peut faire est beaucoup plus dans les mots que dans les faits. Bugeaud n'a tiré aucune leçon du passé. Il a puisé ses opinions dans sa vie militaire, et dans sa vie agricole. Et la première question qui se pose logiquement est la suivante : comment, en 1840, Bugeaud était-il arrivé à conclure à la nécessité de colonies militaires ?

L'Algérie n'était pas inconnue pour Bugeaud lorsqu'il y débarqua gouverneur, au commencement de 1841. Il y avait fait déjà deux courtes apparitions. En 1836 il est chargé d'une mission militaire ; le général Clauzel était alors gouverneur. En 1837 il est de nouveau envoyé en Afrique en mission secrète, pour traiter avec Abd-el-Kader. Ce fut l'origine du traité de la Tafna, que l'on reproche encore aujourd'hui à notre envoyé. Quelle que soit l'attitude de Bugeaud pendant ses négociations, il semble que le fait même

d'avoir accepté cette charge de Louis-Philippe, partisan alors de la paix, était une preuve qu'en 1837 Bugeaud n'était pas encore partisan de l'occupation. Cependant ses idées commencent à évoluer. L'année suivante, en 1838, il fait paraître des « renseignements écrits sous la tente » sous le titre de : *Mémoire sur notre établissement dans la province d'Oran par suite de la paix*. Il s'occupa pendant ce court séjour de la culture de la terre par l'armée. A chaque régiment de la division d'Oran il affecte des lots de terrains à cultiver (1). Il y a plus : le mémoire contient l'idée de ce qu'il cherchera à établir quelques années plus tard : « Il n'est pas impossible d'organiser quelques colonies militaires qui après deux ou trois ans pourront se suffire à elles-mêmes avec une légère rétribution qui donnera le droit de les discipliner. » Et Bugeaud commence à donner dans ses grandes lignes l'économie du projet.

Ce ne sont là que des idées très générales ; elles n'en forment pas moins un contraste très curieux, avec ce que Bugeaud avait dit ou écrit depuis 1830 sur l'occupation de l'Algérie.

Autant Bugeaud se montra colonisateur ardent à partir de 1841, autant il s'était déclaré, avant cette date, hostile à toute tentative d'occupation algérienne. En 1831 déjà, il veut que l'on fasse la paix, alors que l'opinion presque unanime avait conclu à la guerre.

1. V. *Moniteur de l'Armée*; 16 mai 1841 et *Mémoire sur notre établissement*, p. 14.

Pourquoi ne pas faire en France les sacrifices d'hommes et d'argent au lieu d'aller les perdre au delà des mers? A la Chambre des députés, le 10 janvier 1837, il prend la parole après plusieurs partisans de la colonisation, et dit : « Il vaudrait peut-être mieux consacrer vos trésors et les bras de vos soldats à mettre vos landes en culture, à faire des canaux, des routes. » L'année suivante, il s'élève à la tribune avec plus de force encore contre la campagne d'Algérie, et il prononce ces paroles stupéfiantes, car elles sont le contrepied absolu de ce qu'il fera plus tard, la négation même de l'œuvre qui devait marquer sa trace dans l'histoire. Il dit, dans la séance du 8 juin 1838 : « Pour fonder quelque chose en colonisation, il faut être en paix avec ses voisins, ou avoir soumis ses voisins. Je ne crois pas qu'il soit possible de coloniser en présence des Arabes, de faire de l'agriculture à l'ombre des camps retranchés ou blockhaus. On peut faire ainsi des jardins, mais on ne fait pas de l'agriculture, on ne fonde pas de villages, on ne cultive pas, quand il faut avoir le fusil d'une main et la bêche de l'autre » (1). Et l'histoire a pu décerner avec raison à Bugeaud le titre de soldat-laboureur ! Ses adversaires ne manqueront pas de le combattre dans la suite avec les armes qu'il a lui-même formées.

Nous voudrions essayer d'expliquer ce revirement d'opinion chez Bugeaud. Il s'est produit dans son esprit une très curieuse évolution, qu'il n'est peut-être

1. *Moniteur universel*, 1838, p. 1594.

pas impossible de déterminer, — évolution rapide, mais elle montrera aussi la franchise de cet homme qui avouera son erreur, et dira : « Je me suis trompé. C'est le contraire qui est la vérité. »

Très instructif à cet égard est son *Mémoire*, sur notre établissement dans la province d'Oran, écrit en juillet 1837 et paru à Paris en 1838. Dès les premières pages, il apparaît que sa vieille rancune contre l'Algérie n'a pas succombé : « Quand je compare les efforts et les sacrifices d'hommes et d'argent aux avantages qui peuvent résulter de la possession de tout le pays entre le désert, Tunis, le Maroc, et la guerre, quoique guerrier par goût et par profession, je ne me sens pas le courage de conseiller à mon pays cette conquête. Je ne sais point flatter l'amour-propre de la nation aux dépens de ses plus chers intérêts, et je suis convaincu que la conquête absolue de l'Afrique pourrait compromettre son indépendance en Europe (1). » Bugeaud connaît l'Algérie depuis peu, il a vu les timides essais de ses prédécesseurs pour attacher au sol quelques Français. Le paysan de la Dordogne se réveille devant les terres incultes qui pouvaient être fertilisées. Comme tout Français ayant passé quelque temps en Algérie, il a son système. De retour en France, il dira ce qu'il a vu et ce qu'il faut faire. Et au hasard de ses étapes un plan s'élabore dans son esprit, il en rédige les grandes lignes qu'il publie dans son *Mémoire*, mais il a soin de se défendre d'être devenu partisan de l'occu-

1. P. 8.

pation : « Je ne prêche point la colonisation, dit-il (1), j'indique seulement ce qui me paraît le plus propice à y parvenir. » Ce mémoire est, pour ainsi dire, une solution tout académique. Il offre simplement à la France le fruit de son expérience agricole et militaire, et cela sans discuter la donnée du problème. « Je n'examinerai pas s'il est avantageux ou non pour la France d'avoir l'Afrique... Je prends les faits tels qu'ils sont aujourd'hui (2). »

Même gouverneur de l'Algérie, il repétera : « Vous avez voulu la conquête, sachez en supporter les conséquences. La France avait immensément à faire chez elle avant de songer à conquérir l'Afrique (3) ». Et il termine sa brochure de 1842 par ces mots : « On comprendra, je l'espère, que ces considérations et toutes celles que j'ai exposées n'auront pas suffi pour me faire conseiller à la France de se lancer dans cette vaste et difficile entreprise; mais puisqu'elle y est engagée irrévocablement, il était de mon devoir de lui présenter, telle que je les comprends, les moyens de réussir et les dédommagements que peut lui donner le succès (4) ».

1. *Loc. cit.*, p. 41.

2. *De l'établissement de légions de colons militaires dans les possessions françaises du Nord de l'Afrique*, suivi d'un projet d'ordonnance adressé au gouvernement et aux Chambres, 1838, p. 1.

3. V. *l'Algérie, Des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*, 1842, p. 26 et 101.

4. Page 125.

Bugeaud est donc arrivé à la colonisation militaire, poussé par les faits et les circonstances. Un discours, celui du 15 janvier 1840, est très significatif sur ce point : « Il y avait quatre partis à prendre, aujourd'hui il n'y en a plus que trois : l'abandon, l'occupation maritime et la conquête absolue. L'abandon, la France officielle.... n'en veut pas, c'est-à-dire les écrivains, l'aristocratie de l'écritoire n'en veut pas. Les pères de famille, qui voient périr leurs enfants en Afrique pourraient penser autrement ; mais ils ne parlent pas, ils n'écrivent pas, ils travaillent et ne sont pas consultés. » L'occupation maritime, Bugeaud la repousse pour des considérations stratégiques. « Il ne reste donc selon moi que la domination absolue, la soumission du pays, je crois que vous y serez chaque jour davantage poussés par les événements.... Tout le monde sait bien que j'ai toujours considéré l'Algérie comme le plus funeste présent que la Restauration a fait à la Monarchie de Juillet. Mais puisque mon pays y est engagé, je désire qu'on ne se batte pas dans une impuissance douteuse.... Je pense que les grandes nations comme les grands hommes doivent faire les fautes avec grandeur. Oui, à mon avis, la possession d'Alger est une faute, mais puisque vous voulez la faire, puisqu'il est impossible que vous ne la fassiez pas, il faut que vous la fassiez grandement, car c'est le seul moyen d'en obtenir quelque fruit. Il faut donc que le pays soit détruit et la puissance d'Abd-el-Kader détruite... » Et à cette même tribune où il déclarait trois ans auparavant l'impossibilité de manier à la fois le fusil et la char-

rue, Bugeaud affirme qu' « il faut coloniser alors même que les Arabes resteraient sur notre territoire. Il faut coloniser parce que vous ne pouvez pas conserver en Afrique l'armée qui aurait fait la conquête et qui serait nécessaire pour la conserver, si nous n'y aviez pas une colonisation puissante. Vous ne pouvez retirer la plus grande partie de cette armée qu'en établissant une population fortement et militairement constituée ; c'est ce que j'ai eu l'honneur de proposer dans une brochure qui a été distribuée à la Chambre il y a deux ans. Oui, Messieurs, il vous faut des colons militaires (*Murmures*) ou civils, si vous voulez, peu importe le nom, mais organisez-les militairement, car il faut que les colons soient très guerriers dans un pareil pays (1). »

La colonisation militaire est, dans l'esprit de Bugeaud, une solution de circonstances, elle ne vaut que suivant le stade où se trouvait notre occupation quand il prit le pouvoir. Quelques années plus tard, peut-être, les éléments auront changé et le soldat laboureur sera inutile, et même dangereux. Bugeaud était un opportuniste en matière coloniale. Il faut aboutir vite, et pour cela ne pas compter seulement sur le succès que remporte une bonne cause après un temps de fécondation, ne pas compter sur la faveur des hommes, qui voient dans l'œuvre accomplie un

1. *Moniteur universel* du 16 janvier 1840. Selon d'Ideville, c'est la première fois que Bugeaud emploie ces termes de colons militaires.

don que leur font leurs hommes d'élite. Il faut forcer l'opinion ; et le stratège qu'est Bugeaud veut l'enlever de force comme il enlevait les redoutes. Il usera de l'arme nécessaire à ce combat : la plume. Oui, Bugeaud, malgré son mépris pour les écrivailleurs de feuilles publiques et son dédain pour les faiseurs de brochures, Bugeaud se fera journaliste. Le *Moniteur algérien* devient le journal d'une cause, d'officiel qu'il était (1). Si on lit attentivement un numéro, il semble que malgré les signatures différentes, c'est le maréchal qui a tout rédigé, de la première ligne à la dernière. Il signe les arrêtés, signe quelquefois les conseils aux colons, mais ne signe pas une quantité d'entrefilets, de notes et nouvelles tendancieuses destinées à agir sur l'esprit des gouvernants. Le *Moniteur* est peu lu dans la métropole : Bugeaud fera paraître en France des brochures, non de gros ouvrages didactiques, mais plutôt des brochures de propagande. Il envoie de la copie aux journaux militaires, et surtout il forcera la porte des grands journaux de Paris, sous prétexte de rectifications, de réfutations à un article. Il engage ainsi une grande controverse dans le *Siècle* avec un de ses principaux adversaires, Gustave de Beaumont (2). Il se fait tenir au courant de tout ce qui se dit et s'écrit en France sur

1. Il faut donc manier le *Moniteur Algérien* avec grande réserve, faire presque une œuvre critique avant que d'en user comme source de documents.

2. *Siècle*, 8 janvier 1843 et suivants.

l'Algérie et ses propres méthodes. Et il apparaît comme le plus batailleur des publicistes.

Cette attitude ne lui fut pas toujours très favorable, un pays n'aime pas que ses généraux se mêlent ainsi aux discussions de presse. L'officier qui écrit, surtout à cette époque, semble sortir de son rôle. Et puis, question de principe, on lui jette à la tête une circulaire du ministre de la Guerre du 28 février 1841 contre les brochures publiées par des officiers de l'armée d'Afrique, circulaire que son *Moniteur* a dû reproduire (1). On lui rappelle qu'au moment même où une de ses brochures sortait des presses de l'imprimerie à Paris, il punissait sévèrement des sous-officiers pour quelques phrases envoyées à un journal et signées (2). Ses défenseurs le justifient en montrant avec subtilité que ce sont là des gestes différents. Quoiqu'il en soit, il faut reconnaître que Bugeaud mettait une âpreté ardente à bien présenter ses projets, à faire en somme de la polémique, et le polémiste ne pêche guère par modération et équité. Faut-il le lui reprocher ? Pas trop : il était si convaincu ! et puis Bugeaud est un soldat : il l'est en dehors des champs de bataille et des camps. Encore une fois faut-il le lui reprocher ?

Répondant à sa brochure de 1843, un de ses adversaires écrit : « On a dit souvent que l'un des malheurs de l'Afrique était que pour la gouverner il n'y eut

1. 8 mars 1841.

2. V. Gén. Duvivier, *loc. cit.* p. 119.

point de système. Certes il faut reconnaître que voici un système » (1). Oui, les contemporains se trouvaient, grâce à ses écrits, en présence enfin d'un système complet, loin des projets fantaisistes qui foisonnaient dans le pays. Et, abstraction faite du sort réservé au plan de Bugeaud, il faut reconnaître que son œuvre littéraire constituait par suite de la personnalité de l'auteur, un terrain solide de discussion. Et pour nous qui venons près de soixante ans plus tard, notre tâche va plus sûrement lorsque l'homme que nous étudions a fixé par écrit sa pensée exacte ; nous pouvons remonter à la source même, et de cela il faut rendre gré au publiciste qu'a été le maréchal Bugeaud.

Il est un point un peu obscur pour ses contemporains. Dans un écrit du maréchal, quelle est la part des idées du gouvernement ? Ce dernier fait-il siens les projets exposés ? Si l'attitude du ministère vis-à-vis de Bugeaud paraît assez claire aujourd'hui, il en était autrement à l'époque. Et l'on pouvait croire tout au moins que le gouvernement voyait d'un œil favorable le plan de colonisation militaire. A chaque nouvel écrit de Bugeaud, il est des hommes pour demander : Le Gouvernement en est-il l'inspirateur ? « Soit que M. le Maréchal Bugeaud, écrit Gustave de Beaumont, exprime la pensée du ministre dont il dépend, soit que les idées qu'il expose lui soient propres, la publication de son livre est un événement considérable ».

1. Gustave de Beaumont. *Etat de la question d'Afrique*. Paris. 1843, p. 7.

Aujourd'hui il apparaît nettement que Bugeaud écrivait de sa propre autorité, souvent même contre le gré de ses chefs. Le passage d'une lettre qu'il écrivait au *Siècle* du bivouac du Khemis des Beni Ouragh (car il polémiquait sous sa tente même) semble l'expression exacte de son attitude vraie : « La brochure que j'ai publiée est entièrement sous ma responsabilité personnelle et si en la produisant sans y être autorisé par le ministère j'ai fait un acte peu régulier, je suis peut-être excusable par le sentiment patriotique qui m'a inspiré. Plusieurs discours de tribune, plusieurs articles de journaux me faisaient craindre que le pays n'eût commis l'imprudence d'affaiblir trop tôt son armée d'Afrique et je me suis hâté d'essayer de l'éclairer (1). »

L'avant-propos de sa dernière brochure, *De la colonisation de l'Algérie*, qu'il écrivit en janvier 1847, pose dès la première ligne :

« Avec l'autorisation du gouvernement, j'ai l'honneur d'adresser à MM. les membres des deux Chambres l'ensemble de mes idées sur la colonisation de l'Algérie. »

A se placer ainsi en écrivain, il s'attira les attaques des professionnels de la plume, jaloux peut-être. Pascal Duprat écrit dans la *Revue Indépendante* : « M. Bugeaud, qui aime tous les genres d'approvisionnements, a toujours dans ses bagages ou dans sa smalah, une collection de tentes pour recevoir certains

1. S. 28 décembre 1841.

Ferrand

voyageurs d'Europe, des députés par exemple, des pairs au besoin, mais surtout des écrivains et des journalistes (1). » Le gouverneur, en effet, s'efforçait de s'attirer à lui le journalisme ; on le voit recevoir avec la plus grande affabilité jusqu'au moindre client des journaux, quoiqu'il dise mépriser fort ces « illustrations littéraires » (2), sans le moindre esprit pratique. Il fallait désarmer tant de parti pris. « Nous ne pouvons penser au maréchal Bugeaud, écrit un de ses biographes (3), sans nous souvenir que pendant vingt ans la plupart des journaux français (français !) se sont évertués à lui déverser le blâme. » Et Bugeaud a beau dire «... il y a longtemps que j'ai pris mon parti des attaques de la presse » (4), la vérité est qu'il est extrêmement sensible aux moindres pointes que l'on dirige contre lui. Saint-Amand, qui l'a beaucoup fréquenté, écrit dans une de ses lettres : « Cet excellent maréchal, qu'on abreuve d'ennuis, toutes ces injures ne lui vont pas à la semelle, mais il a le tort d'y être sensible (5). » Et cette sorte de sensibilité à l'endroit de la renommée explique ses brochures, ses articles, et tout le temps qu'il paraît gâcher à discuter, alors qu'un travail colossal était à faire sur la terre d'Afrique.

1. 25 janvier 1844, p. 222.

2. *Siècle*, 9 janvier 1843.

3. Besancenez. *Biographie complète de M. le maréchal Bugeaud d'Isly*.

4. Lettre du 14 octobre 1844, préface de *Le Soldat Apôtre* de Bathild Bonniol. Paris, 1898.

5. Saint-Amand. *Lettres*, 1855, t. II, p. 35.

Si Bugeaud fut violemment combattu par la presse, il ne trouva pas moins d'obstacle, vis-à-vis des pouvoirs législatif et exécutif. Le maréchal était en Afrique comme tous les chefs de campagne militaire que l'on envoie par delà des mers conquérir des terres immenses : il est forcé de se poser presque en souverain, d'agir suivant sa seule opinion. Que valent pour lui des instructions venant de Paris, instructions élaborées dans des bureaux de ministères, signées par un ministre soucieux avant tout de sa situation politique ? Alors, par la force des choses, Bugeaud devait se trouver en conflit avec le gouvernement qui l'avait envoyé. C'est l'histoire de bien d'autres expéditions coloniales. Et Bugeaud plus qu'aucun autre devait par son caractère peu souple, se faire craindre de Paris : « Il était tellement plein de ses idées qu'il ne se rendait pas compte du tort que leur faisait une exposition trop franche et trop crue.... Le rôle du gouvernement était ainsi singulièrement effacé.... Le maréchal Soult, rentré au ministère de la Guerre le 29 octobre 1840, voulut profiter du remplacement du maréchal Valée pour établir son autorité ; mais le caractère du nouveau gouverneur ne se prêtait guère à un rôle de subordonné : de là des heurts continuels. Par l'effet de cette rivalité, le ministre se trouvait intéressé au développement de l'administration civile (1). »

Donc dans la première période de colonisation,

1. Thureau-Dangin. *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. VI, p. 351.

celle où il faut conquérir et jeter les premiers jalons, l'accord est bien difficile, entre le colonisateur et le pouvoir exécutif. Celui-ci de son côté, mal obéi, ne peut plus avoir de ligne de direction bien précise, il n'ose demander trop, il n'ose donner des ordres puisqu'ils seront peu écoutés, et c'est ce qui explique les causes qui ont entravé longtemps les progrès de la colonisation algérienne, causes signalées par M. Clamageran en 1883 après son voyage en Algérie. « Les vues indécises et les desseins mobiles du gouvernement central, qui flotte entre les systèmes les plus opposés, partisan tour à tour de l'occupation restreinte et de l'occupation étendue, des colonies militaires et des colonies civiles (1). » La leçon qu'il faut tirer de l'histoire de Bugeaud et du gouvernement de Juillet c'est que la formule était encore à trouver, de communauté de direction, d'unité de vues, problème politique bien difficile d'ailleurs, et il ne semble pas que l'histoire contemporaine en ait jamais donné la solution.

Il est regrettable d'ajouter que cet antagonisme était plus marqué encore, grâce aux bons offices de certains, qui semblent vouloir exciter l'humeur de chacune des deux parties, par des pointes acerbes, des rapports officieux, des exagérations, et souvent par de la mauvaise foi. « Le plus grand obstacle qu'il rencontrera sera dans le ministre ou dans ses commis..., écrit

1. L'Algérie. *Impressions de voyage*, p. 260.

l'un d'eux (1). Avec un tel ministère le gouverneur de l'Algérie doit être armé d'une inébranlable fermeté et avoir toujours sa démission prête. » Et par opposition d'autres cherchent à souligner et à rendre plus répréhensible l'attitude de Bugeaud : « Il adresse ses firmans au ministre de la Guerre », écrit le *Siècle* (2). « Il fait attaquer le Gouvernement du Roi par les journaux qu'il dirige ou qu'il influence en Algérie », dit à la tribune le grave M. de Tocqueville (3), qui lui aussi se fait l'écho de l'histoire de Bugeaud coureur de portefeuille ; il dit dans cette même séance du 9 juin : « Lorsque j'entends qu'une démission a été offerte par « le maréchal Bugeaud, et n'a point été acceptée, je « ne puis m'empêcher de supposer que ce qui fait « maintenir le maréchal Bugeaud en Afrique est bien « moins le bien qu'on attend là de lui pour la France, « que le mal qu'on pourrait craindre de lui ici à « Paris... (*Réclamation au centre*).

« M. Vatout. — Quel mal voulez-vous qu'il fasse à « Paris ?

« M. de Tocqueville. — Au point de vue ministériel « bien entendu ; c'est évident ».

Enfin dans un ouvrage, postérieur il est vrai, l'*Histoire de la Révolution de 1848*, de Garnier-Pagès (4), on lit ces lignes significatives : « Parmi tous les signes qui

1. Adrien Féline. *De l'Algérie et des moyens d'assurer son avenir*, p. 73.

2. 11 avril et 4 juin 1847.

3. *Moniteur universel*, séance du 9 juin 1843, p. 1723.

4. Paris, 1861-62, t. I, p. 55.

annoncent la chute prochaine d'un gouvernement, l'un des plus certains est l'esprit de désobéissance tolérée des chefs militaires. Le jour où, vainqueur de l'Italie, Bonaparte cessa d'ouvrir les dépêches de son gouvernement, le Directoire était mort, le 18 Brumaire était fait.

Or, contre la volonté exprimée par les Chambres et au mépris des ordres envoyés par le Cabinet, le maréchal Bugeaud entreprenait la guerre de Kabylie. Et le gouvernement auquel il avait désobéi, lui obéissait à lui-même, en élevant son armée d'Afrique de 94.000 à 102.000 hommes, à l'insu des Chambres, malgré leurs décisions antérieures ». Le spectre de Napoléon était bien fait pour effrayer les ministres de la Monarchie de Juillet.

Guizot, alors ministre des Affaires étrangères, interpellé dans la séance du 9 juin, citée plus haut, sur la question d'Afrique, répondit : « Voici la vérité sur les rapports du gouvernement avec M. le maréchal Bugeaud : Accord réel et complet, quant à l'idée fondamentale et à la direction générale des affaires ; grande latitude pour le maréchal dans l'action ; pour le cabinet, responsabilité complète de tout, des fautes comme des mérites, des bons et des mauvais succès indifféremment. C'est là le devoir du gouvernement (1). » A dire vrai, l'accord, même sur les points fondamentaux, ne fut pas si réel et si complet. Mais la formule de Guizot est heureuse. Hors des circonstan-

1. *Moniteur universel*, 1847, p. 1500.

ces et des faits, elle est presque une règle doctrinale en matière de direction coloniale.

Sur un champ différent, un autre antagonisme se manifestait : entre le gouvernement militaire et l'administration civile de l'Algérie ; vieille rivalité d'ailleurs. Le général Berthezène qui remplace le général Clauzel, trouve une cabale organisée contre lui parmi les employés civils (1). Sous son successeur le duc de Rovigo, un chef civil est nommé, avec des pouvoirs égaux ; résultat : un désaccord complet entre eux deux. Mais peu de temps après, Rovigo reste maître absolu, agit sans contrôle et l'intendant civil n'allait plus devenir qu'un chef de Service (2) ; les inspecteurs mêmes de colonisation seront quelques années plus tard dans les mains du gouverneur général (3). Dans une lettre écrite d'Algérie le 11 mai 1841, Alexis de Tocqueville signale « la jalousie insensée du militaire contre le civil » (4). Celle-ci se manifeste de mille façons ; et est des plus préjudiciables à l'intérêt général. Un exemple entre beaucoup : Des terres avaient étéensemencées en 1844, par les soins de

1. V. Dr Barrachin. *Note traduite de l'Arabe adressée par les principaux habitants d'Alger*. Paris, 1853, p. 24.

2. V. Barrachin, p. 25 et André Mallarmé. *L'organisation gouvernementale de l'Algérie*. Thèse 1900, p. 19.

3. Arrêté du 9 mai 1846, art. 1. De Ménerville. *Dictionnaire de législation algérienne*, t. I, p. 193. Voir pour un exemple particulier, à Boufarik. *Revue des Deux-Mondes*. Novembre 1853, p. 455.

4. *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 478.

l'autorité militaire. Or le matériel de labour appartenait à l'administration civile, qui refusa de le prêter, comme elle avait fait jusqu'alors, et le travail de l'année précédente fut complètement inutilisé (1).

Cette sotte hostilité n'est spéciale ni au lieu, ni à l'époque. M. de Lanessan en signale d'autres exemples plus près de nous dans ses *Principes de colonisation*.

Et la conséquence inévitable était que le pouvoir central était porté à se montrer favorable au développement de l'administration civile, à chercher presque à s'en faire un allié contre l'excès d'indépendance du gouvernement militaire. De là, suivant M. Thureau-Dangin (2), un projet du gouvernement qui devait aboutir, atténué il est vrai, à l'ordonnance du 15 avril 1845 sur l'administration civile de l'Algérie.

Au retour des Bourbons, Bugeaud est licencié de l'armée. Il se retire dans le Périgord, et jusqu'en 1830, année où il reprend du service actif, il se livre à l'agriculture. Ses terres étaient situées dans un pays pauvre; les procédés de culture dans cette région étaient encore assez rudimentaires, les landes étaient nombreuses, on ne songeait à les défricher. Et ce fut l'œuvre que Bugeaud se proposa : coloniser en quelque sorte son propre pays. Pendant ces quinze années, il travaille comme le plus simple des paysans, et il enseigne à ses compatriotes, par son exemple, à rendre

(1) Le Pays de Bourjolly, lieutenant-général. *Projets sur l'Algérie*, 1847, p. 105.

2. *Loc. cit.*, p. 351.

la terre plus productive. Il pressent qu'il y a plus à faire, que l'avenir est à l'organisation et l'instruction agricoles. Il ouvre une école dans sa propre maison ; il groupe les agriculteurs de la région en association professionnelle et ce fut, sans doute, le premier comice agricole de la France. Ceci se passait en 1819. Le premier aussi, il eut l'idée de la croix du mérite agricole.

Aussi lorsque ses compatriotes l'envoyèrent à la Chambre, il acquit rapidement une bonne réputation pour les questions rurales et économiques, et ses discours étaient fort écoutés.

Lorsque plus tard Bugeaud dut quitter l'Algérie le 5 juin 1847, il reprit le chemin de sa Dordogne, et se remit à ses travaux. Pour une courte durée, à vrai dire, car les événements politiques allaient l'arracher à sa vie paisible : la révolution de 1848 était proche (1).

Ses biographies rappellent souvent une phrase qu'il aimait à dire lorsqu'on lui parlait de la nouvelle conquête : « Que l'on colonise Alger, c'est très bien, mais il serait plus intéressant encore de coloniser les grandes landes de la Bretagne et de Bordeaux » (2).

1. Pour ses différents points voir les biographies de Bugeaud, entre autres : Besancenez. *Biographie complète de M. le Maréchal Bugeaud d'Isly* (éd. de la France Algérienne). Anonyme. *Biographie du maréchal Bugeaud*. Bordeaux, 1849. F. Hugonnet. *Bugeaud, duc d'Isly, maréchal de France*, 1859 et capitaine Frélicher. *Trois colonisateurs Bugeaud-Faidherbe-Galliéni*. Paris, 1903.

2. Comte H. d'Ideville, *loc. cit.*, t. I, p. 183.

Par ce rappel du Bugeaud d'avant 1840, on peut comprendre comment l'œuvre du gouverneur de l'Algérie est la suite de l'œuvre de l'agriculteur de la Dordogne. Insistons sur ce point : son système de colonisation militaire n'est pas un système théorique, comme on l'a cru trop souvent. C'est l'application par l'armée en Algérie de principes appliqués en France. Illusion peut-être, mais « les plus beaux caractères sont faits du développement logique de leurs illusions (1) ».

Pour tout français, Bugeaud fut le soldat laboureur, avec la devise « ense et aratro », devise un peu paradoxale ; certains de ses contemporains s'étonnaient de voir réunis ainsi « l'art de détruire et celui de créer » (2). A tout prendre, ils n'avaient pas tort, et peut-être la fière devise était-elle incompréhensible pour l'époque. Une preuve en est, que la figure de Bugeaud devint un peu légendaire. On aimait à raconter des anecdotes, très déformées sans doute, sur le Soldat-Laboureur. En voici deux à titre d'exemples. La première, rapportée par Louis Veuillot, dans son livre : *La Guerre et l'homme de guerre* (3). Bugeaud se trouvait un jour devant un champ de luzerne défriché par ses soldats :

« Il regarda les agriculteurs avec une émotion silencieuse qui les paya bien de leurs peines ; puis

1. Maurice Barrès. *Sous l'œil des Barbares*.

2. P. Christian, *loc. cit.*, t. I, p. 113.

3. Ch. XXI, p. 3.

enfin détachant son ceinturon et donnant son épée à tenir, il se coucha de tout son long sur cette luzerne, l'embrassant de ses deux bras, comme pour remercier d'un saint et reconnaissant baiser la terre nourricière qui ne refuse pas ses trésors à la sueur des hommes. » La seconde est tirée d'un manuscrit du général comte de Clonard, écrit en 1865 (1) : « Le gouverneur général de l'Algérie voulut inaugurer en personne la grande Ferme modèle de la Maison carrée ; il s'y rendit à cheval, avec une nombreuse et brillante escorte d'Etat-Major et de chefs indigènes, il mit pied à terre et là, nouveau Cincinnatus, conduisant de ses mains la charrue d'Ombasle, un maréchal de France, le vainqueur d'Isly, l'épée au côté, traça le premier sillon, comme pour imprimer sur le sol africain sa pensée. C'était renouveler à sa manière le fameux mot de Scipion : Je te tiens, terre d'Afrique : *te teneo, terra Africa.* »

Quoiqu'il en soit, il est certain que Bugeaud en Afrique s'occupa énormément d'agriculture. Les colonnes du *Moniteur Algérien*, journal officiel de la colonie, sont pleines de lettres ou circulaires à « MM. les commandants supérieurs des places et des camps ainsi qu'à MM. les sous-intendants militaires et administrateurs chargés du service dans les places et camps », lettres où Bugeaud donne de sa plume des prescriptions détaillées sur les cultures fourragères, luzerne, sainfoin, trèfle (2), ou encore sur la taille du

1. P. 17.

2. *Mon. alg.*, 16 avril 1841.

mûrier (1). Peu de temps avant de quitter l'Afrique, et au milieu de grandes difficultés politiques, il rédige une ordonnance, celle du 7 février 1847, pour l'institution de pépinières (2).

Le type du soldat laboureur que voulait Bugeaud, nous verrons plus loin à le définir et à le détailler, quand nous nous occuperons des colons militaires.

Dégagée des contingences, la conception de Bugeaud apparaît telle : L'armée qui conquiert n'est pas une force destructive mais constructive, mais créatrice. Et c'était là une idée originale et féconde au sortir presque du premier Empire. Nous ne l'avons pas abandonnée depuis, reconnaissons-le : « D'une manière générale, Bugeaud a fait école, dit un écrivain militaire, le capitaine Frœlicher (3). Faïdherbe est élève de Bugeaud, le général Galliéni est peut-être un élève de l'un et de l'autre. »

Et même l'idée spéciale du colon militaire n'est pas morte. Il y a quelques années, en 1898, M. F. Martin-Ginouvier, a fait paraître une étude intitulée : *Mise en valeur de notre empire colonial par le soldat laboureur marié faisant souche*.

L'étude que nous entreprenons est purement historique, mais elle n'est pas isolée, dans l'amas des idées défuntes.

1. Id. *Circulaire* du 7 mars 1843. N° du 25 mars.

2. Bequet. *L'Algérie en 1848. Tableau géographique et statistique*, p. 194.

3. *Loc. cit.*, p. 11.

CHAPITRE II

LES TRAVAUX PUBLICS

- I. De l'armée productive. — Faveur de Bugeaud pour les travaux publics. — Il touche à une question doctrinale très discutée sous la Monarchie de Juillet : le rôle de l'armée. — Partisans et adversaires de l'armée productive. — Est-ce conforme à la loi ? — La question se pose différemment en France et en Algérie.*
- II. Les travaux exécutés par l'armée d'Afrique. — Précédents historiques : à l'étranger et en France. — Le chemin de fer de Saint-Germain ; les routes stratégiques de l'Ouest ; les fortifications de Paris. — Avantages à l'emploi de l'armée. — Nature des travaux exécutés en Afrique. — Le régime des travailleurs. — Résultats obtenus.*
- III. Les condamnés militaires. — Le colonel Marengo. — Les travaux des condamnés militaires. — Construction des villages de Saint Ferdinand et Sainte-Amélie. — Inconvénients à faire travailler côte à côte soldats et condamnés.*

I

« La colonisation militaire est l'ensemble des moyens que, à l'aide et par le fait de son armée, une

nation d'Europe ou une nation arrivée à un état de civilisation analogue, met en œuvre pour faire l'éducation d'un peuple plus jeune qu'elle a pris en tutelle, pour l'amener à un état de développement politique, économique et social supérieur (1). »

Qui dit colonisation, dit « choc de deux civilisations inégales ». La théorie darwinienne est irréfutable, appliquée à l'histoire des peuples : l'éliminant s'impose de force. Son premier soin sera de rendre le terrain cultivable ; l'esprit de la civilisation moderne ne peut pénétrer là où le sol n'a pas été sillonné par ses char-rués. L'éducation physique du pays doit précéder l'éducation morale des individus. Et l'armée a un travail énorme à effectuer : celui d'opérer dans le pays un vaste défrichement : routes, puits, marais à dessécher, etc., en un mot tout ce que les Anglais entendent par l'expression « preparatory expenses ».

Et là encore, sous le gouverneur de l'Algérie, on retrouve l'agriculteur de la Dordogne. Dans son pays natal en effet, il a consacré une partie de ses revenus à l'exécution de travaux d'utilité publique, des voies de communication surtout, par où circule la richesse du pays. « Les 20.000 francs qui lui furent accordés pour son commandement de Blaye, il les consacre à faire construire des fontaines à Excideuil et à La Nouaille (2). »

1. Paul Jaillet. *Essai historique et critique sur la colonisation militaire*, 1903. Introd., p. 19.

2. Ideville, *loc. cit.*, t. II, p. 179.

Il y a plus : au temps où Bugeaud parlait de coloniser les grandes landes de la Bretagne et de Bordeaux, au lieu de l'Algérie, il disait : « Une partie de l'armée pourrait être employée à cela, des villages y seraient bâtis, mais en forme de camps... les troupes les occuperaient dans le double but de se former à la guerre et de mettre en culture les terrains environnants (1). »

C'est déjà là, avant qu'il s'agisse de l'Algérie, l'idée de l'armée premier pionnier.

Mais l'application de ce principe en Algérie va toucher à une question doctrinale très discutée sous la Monarchie de Juillet, à savoir : du rôle de l'armée.

Et d'abord voyons comment la question s'est posée. Depuis la secousse de 1815, l'Europe était restée dans une ère de paix. En 1840 un réel courant de pacifisme se dessine dans l'opinion publique française. Les armées, disait-on, s'imprègnent des idées qui agitent le monde ; et l'on voit, indice caractéristique, un officier en activité de service, le capitaine Fernand Durand, publier un ouvrage : *Des tendances pacifiques de la société européenne et du rôle des armées dans l'avenir*. Il était dit dans cette étude : « Depuis vingt-cinq ans les chances de guerre ont disparu presque entièrement du sol européen. Les peuples ne veulent plus la guerre : les rois la craignent, et cependant ils conservent sur pied de nombreuses armées. N'est-ce pas un coûteux non-sens (2) ? »

1. Ideville, *loc. cit.*, t. I, p. 183.

2. P. 257.

Le pacifisme de cette époque prêchait l'utilisation de l'armée ; ce n'est donc pas le pacifisme contemporain. Une exception cependant : J.-B. Say ne veut employer les troupes aux travaux publics que comme transition à leur suppression totale (1).

L'armée doit-elle servir à la défense seule du territoire ? ou peut-elle être employée en temps de paix à des travaux publics ?

Ce fut pendant trente ans une longue controverse à laquelle prirent part des économistes, des publicistes, des militaires mêmes : Michel Chevalier, dans son *Cours d'Economie politique*. Emile de Girardin, *Vues nouvelles sur l'application de l'Armée aux Grands travaux publics*. Lamarque, *De l'esprit militaire en France*. Blanqui, *Du régime économique de l'armée en temps de paix*. Lieutenant-général Morand, général Janin, général Chambray, Bernardi, colonel-comte d'Artois, Pagezy, colonel Jardot, capitaine Durand, Huerne de Pommereuse, etc.

Nous n'entrerons pas dans le détail de la controverse. Nous exposerons seulement les deux opinions.

Pour les uns : l'armée est la plus grande force dont une nation puisse disposer, c'est la force physique d'un pays organisée, entraînée, disciplinée. Dans les temps modernes la guerre ne sera plus qu'une exception. Donc l'armée est destinée à de longues années d'oisiveté que remplira insuffisamment la préparation pour une échéance ignorée. Or, elle souffre de cette

1. V. son *Cours complet d'Economie pratique* de 1840.

inaction, et chaque année détériore un peu de sa force. Il faut que l'armée en temps de paix soit productive, qu'elle puisse dépenser utilement la vigueur de ses soldats. Le moyen, c'est l'exécution de grands travaux publics. L'armée évitera ainsi l'oisiveté redoutable ; elle permettra l'élaboration plus économique de travaux d'intérêt général. De force destructive elle devient force constructive. De cause de ruine elle devient cause de richesse. « Un bataillon qui aplanit un escarpement, dit J.-B. Say (1), est plus utile à son pays que celui qui défait un corps ennemi dans une guerre étrangère. » Et la presse en général, les industriels, les financiers, les Conseils généraux se montrent partisans de l'innovation. Certains vont plus loin : ils y voient un premier pas vers l'évolution future des sociétés : « à la féodalité militaire, substituons une féodalité industrielle, disent les Saint-Simoniens (2). » Et l'on trouve la même idée sous la plume d'un officier : « le temps approche où l'on demandera à ces dernières (les armées) autre chose qu'une inertie formidable pendant les longues années de paix.... les armées permanentes doivent travailler pendant la paix. C'est une nécessité proclamée.... par ces grands socialistes, magnifiques théoriciens qui plongent dans l'avenir (3). »

1. *Cours complet d'économie politique pratique*, t. V, p. 236.

2. V. Sébastien Charlety. *Histoire du Saint-Simonisme*, p. 339.

3. J. Brunet, capitaine d'artillerie. *Spectat. Milit.* Avril 1844, p. 153.

Pour leurs adversaires : L'armée ne doit avoir qu'un but, la défense du territoire, ou l'exécution de la volonté nationale ; ne la détournons pas de son idéal de gloire : « Ce glorieux uniforme a un attrait et une puissance morale qui fait qu'on l'aime, qu'on s'y attache, qu'on en est fier... vous allez le traîner dans la boue des canaux (1). » L'économie est illusoire ; vous ne versez pas à ces travailleurs de salaires en espèces, mais ces soldats ne produiront pas comme le manœuvre civil ; peut-on attendre le moindre résultat d'un travail purement gratuit ? Et cela entraînera un grand relâchement dans la discipline ; il ne faut pas songer à faire manœuvrer une escouade sur un chantier comme sur un champ d'exercice. Il faudra laisser une grande liberté d'allure au travailleur manuel, et l'officier n'aura plus dans la main le soldat qui vient de quitter la pioche pour prendre le fusil. Il faut partout et toujours donner aux soldats des ordres positifs, vous ne pourrez le faire à des ouvriers.

Il ne restera plus de temps pour l'instruction et l'entraînement militaires : « Des hommes qui ne restent que quatre ou cinq ans sous les drapeaux, les occuper à des travaux publics, c'est folie (2). » Obliger le soldat à prendre l'outil, c'est méconnaître le principe que l'armée est formée de citoyens libres désignés par la voie du sort. « Si le remplacement mili-

1. Bernardi. *Observations sur l'emploi des troupes aux travaux d'utilité publique*. Carpentras, 1839, p. 38.

2. Bernardi, *loc. cit.*, p. 42.

taire n'eut jamais été toléré, personne n'eut osé proposer d'appliquer l'armée aux travaux publics (1). » Malgré le remplacement l'armée française n'est pas composée de mercenaires. L'Afrique du Nord, car c'est là où l'on veut surtout appliquer la théorie, est peuplée, comme élément européen, surtout d'étrangers, et le résultat sera que les militaires français seront les corvéables des colons espagnols, italiens ou allemands. D'ailleurs le rapport de la commission du 20 mai 1845 sur le budget de 1846 disait : « M. le maréchal a formellement déclaré que les condamnés seuls pourraient y être contraints (aux travaux de défrichement faits dans l'intérêt des colons), nous devons consigner cette déclaration (2). »

Un des points principaux de la controverse était celui-ci : cette utilisation de l'armée est-elle légale ? La royauté française, sous l'ancien régime, avait employé partiellement des corps de troupes à certains travaux publics ; la question de légalité n'avait pas été soulevée, et ne pouvait pas l'être : car tout soldat appartenait au roi, et il suffisait d'une ordonnance, d'un règlement ou même d'une circulaire ministérielle pour déterminer les conditions du travail. Tels furent : les ordonnances du 17 décembre 1680, du 1^{er} juillet 1740 et du 1^{er} juin 1757 pour le canal de jonction de la Lys à l'Aa ; le règlement du 7 août 1764 pour la construction du fort Lamalgue à Toulon ; le règle-

1. Général Duvivier. *Spect. milit.*, Janvier 1843, p. 420.

2. P. 318.

ment du 3 avril 1774 pour les fortifications de Brest et de Landau, etc., etc.

Mais depuis 1789 le soldat n'est plus la propriété du souverain. Bien plus : n'a jamais été abrogée la loi du 19 vendémiaire de l'an XII, qui à deux reprises différentes réserve les travaux publics pour les condamnés militaires :

1° Au Titre V, article 72 : « La désertion à l'intérieur sera punie de la *peine des travaux publics*. »

2° Au Titre VII, article 52 : « Les déserteurs condamnés aux travaux publics seront employés à des travaux militaires ou civils. »

Donc, pour employer normalement l'armée à des travaux publics, il aurait fallu abroger cette loi de vendémiaire an XII et enlever à ces travaux le caractère pénal qui y était attaché. C'était l'opinion générale des jurisconsultes d'alors et de beaucoup d'hommes politiques, entre autres d'Emile de Girardin dans ses *Vues nouvelles sur l'application de l'armée aux grands travaux d'utilité publique* (1).

Il était donc reconnu que dans l'état de la législation l'on ne pouvait, sans commettre un abus de pouvoir, mettre la pioche dans la main des soldats. Mais jamais un texte de loi en ce sens ne fut présenté aux Chambres et sans que le pouvoir législatif ait eu à se prononcer, Bugeaud fit travailler ses hommes.

En Afrique : « la nécessité de l'emploi de la troupe est si évidente que chaque soldat la sent et la recon-

1. P. 66.

naît... la présence de l'ennemi l'électrise et éloigne de lui toute idée de controverse sur ses devoirs et obligations (1). »

Le gouvernement avait fait établir dès 1832 un plan général de routes régulières ; il ne fut jamais question de transporter des ouvriers civils et le roi, à l'ouverture des Chambres, le 27 décembre 1841, parle en ces termes de la question d'Afrique :

« Nos braves soldats poursuivent sur cette terre désormais et pour toujours française le cours de ces nobles travaux auxquels je suis heureux que mes fils aient eu l'honneur de s'associer. »

En résumé, si la question doctrinale avait fait l'objet d'un débat, la question de fait n'en soulevait pas. Emile de Girardin lui-même, après avoir combattu quant aux principes l'emploi de l'armée aux travaux publics, s'en déclare partisan en ce qui concerne l'Afrique.

A cette époque la légalité n'était, pas aux colonies, un excellent article d'exportation. En Algérie, par la force des événements, « on a été amené à pourvoir l'armée d'occupation des moyens d'exécution et de transport dans des proportions beaucoup plus fortes qu'on ne le fait ordinairement. Les troupes du génie, les ouvriers d'administration, le train des équipages, y sont envoyés en grand nombre » (2).

Les fouilles faites sur le sol de l'Algérie ont mis à

1. D'Artois, *loc. cit.*, p. 11.

2. *Idem*, p. 28.

jour des fragments de travaux exécutés par les armées romaines. A des siècles de distance, les méthodes s'avèrent identiques. Ce qui démontre que les conquérants de 1840 obéissaient à une loi de nécessité.

II

Pour justifier les travaux exécutés par nos troupes d'Algérie, les économistes demandèrent des enseignements à l'histoire, ancienne et moderne. Michel Chevalier, pour citer le plus célèbre, consacrant à cette question une leçon de son *Cours d'Economie politique*, étudie les régiments-frontières des Confins militaires de l'empire d'Autriche, les colonies militaires de la Russie, la Suède, où « nulle part l'application des troupes à la production n'a été pratiquée avec plus de succès » ; enfin il traite de l'armée prussienne dans ses rapports avec la production.

Malgré l'intérêt que présenterait cette étude, nous nous bornerons à une simple mention.

En France on en trouve sous la Monarchie de Juillet plusieurs exemples, tant il est vrai que la question n'était pas confinée à l'Algérie. En 1837 et 1838, le pont suspendu de la Roche-Bernard est construit par l'armée ; là il ne s'agissait pas de travail obligatoire, on avait fait appel dans un régiment aux hommes de bonne volonté ; ceux-ci se présentèrent d'ailleurs en assez grand nombre ; on obtint sous le rapport du

travail d'excellents résultats ; mais au point de vue financier l'expérience fut moins brillante. De même furent exécutés d'importants travaux aux camps de Saint-Omer et de Compiègne.

La tentative, la plus digne d'attention, fut la suivante :

Une Compagnie s'était formée pour la construction d'une ligne de chemin de fer de Paris à Saint-Germain. C'était les débuts, ou presque, des réseaux ferrés. Les directeurs estimèrent qu'ils trouveraient économie à employer des troupes pour le premier travail, le tracé de la voie. Après pourparlers ils obtinrent du gouvernement d'entrer en relations pour cet objet avec des chefs de corps ; un accord fut conclu, et sanctionné par le ministère de la Guerre. Voici quelle en était l'économie : les militaires travailleront sous les ordres de chefs civils ; la journée sera de huit heures, de sept heures du matin à cinq heures du soir, avec deux heures de repos pour deux repas. L'été les soldats travailleront deux heures de plus, soit dix heures. Le salaire de chaque ouvrier militaire sera de 1 fr. 25 par jour (1 fr. 50 pour les journées d'été). Les caporaux reçoivent 1 fr. 50, les sergents 2 francs. La Compagnie se charge du transport des aliments de la caserne au lieu de travail. Un verre d'eau-de-vie par homme est distribué gratuitement à 10 heures. Le salaire de 1 fr. 25 subit une retenue de 0 fr. 05 pour l'ordinaire, 0 fr. 20 pour les vêtements, 0 fr. 20 encore pour frais divers, soit une retenue totale de 0 fr. 85. Sur les 0 fr. 80 restant, une moitié est remise à chaque

soldat, l'autre moitié est placée pour son compte à la Caisse d'Épargne.

Ce beau régime ne fut pas longtemps en vigueur ; le traité fut rompu à l'amiable.

Autre essai dans une autre région : Une loi sur les travaux publics du 27 juin 1833 portait :

« Art. 6. — Il sera établi dans les départements de l'Ouest un système de routes stratégiques distinctes des routes royales, départementales et communales.

Art. 8. — Les travaux des routes stratégiques... seront assimilés aux travaux militaires et régis par les mêmes lois. »

Une ordonnance de la même année du 12 novembre fixait le nombre et la direction générale des routes stratégiques. Thiers était alors ministre du Commerce et des Travaux publics.

Qu'entendait la loi de 1833 par routes stratégiques ? Ce n'était pas très clair. La vérité était que l'on voulait doter de nouvelles routes des provinces peu avancées économiquement et, ce mot « stratégique » ne fut employé que pour ne pas blesser la susceptibilité des officiers (1). Il fallait prendre garde de ne pas faire de l'armée une armée des Ponts et Chaussées. Et, somme toute, c'étaient bel et bien des travaux publics ordinaires que l'on voulut faire exécuter.

Les Chambres législatives avaient voté une somme de douze millions pour l'établissement de 302 lieues

1. V. Durand, *loc. cit.*, p. 271.

2. *Loc. cit.* Ch. VII.

de routes. Et l'armée fut réquisitionnée de 1833 à 1836. D'après un rapport présenté aux Chambres par le service des Ponts et Chaussées il résulte qu'en 1835, sur quatre portions de route, trois donnèrent lieu à des dépenses supérieures de 13, 15 et 30 0/0 à ce qu'elles eussent été avec des ouvriers civils ; une seule a produit une économie de 5 0/0 ; en 1836, sur les cinq tentatives, trois ont présenté une augmentation de dépense de 10 à 15 0/0, une autre fut faite à prix équivalent, la cinquième seule à une économie d'un peu plus de 1 0/0. Selon Michel Chevalier, ce fut en 1835 un coût de 155.474 francs (au lieu de 145.352 francs) et en 1836 un coût de 258.873 francs (au lieu de 222.592 francs). Cet économiste l'attribue au mauvais règlement en vigueur ; quoiqu'il en soit, ce ne fut pas là encore une tentative très encourageante et le lieutenant-colonel d'Artois avait raison d'écrire en 1839 : « En France, l'emploi de l'armée aux grands travaux publics a toujours été onéreux pour l'Etat. »

Mais en est-il de même pour l'Algérie ? l'expérience avait échoué en France, elle devait réussir en Algérie.

La cause essentielle en est dans la différence de qualités des troupes. Un régiment qui a passé quelques mois sous ce pénible climat, est plus solide que celui qui a végété dans nos garnisons françaises. Il en existe une preuve historique ; voici les faits :

Il fut décidé par les Chambres que l'on aurait recours à l'armée pour la construction des fortifications de

Paris. Il s'agissait d'un ouvrage essentiellement militaire, l'emploi de l'armée ne souleva pas beaucoup d'objections. Le 39^e régiment d'infanterie de ligne fut mis à la forteresse en construction en haut du Mont-Valérien. Les hommes firent preuve de la plus grande mollesse et de la plus notoire inexpérience dans le maniement des outils, et peu de temps après on ne persista pas. A ces mêmes travaux, inachevés, du Mont-Valérien, on mit le 11^e de ligne qui arrivait d'Afrique. Malgré la différence de température (c'était dans les mois de novembre et de décembre) les hommes montrèrent la meilleure volonté et la meilleure énergie. Les travaux de terrassements avancèrent rapidement. Chaque soldat produisait un résultat moyen de 15 mètres cubes $\frac{2}{3}$, c'est-à-dire à peu de choses près le travail d'un bon terrassier civil. Or, les troupes recevaient les $\frac{2}{5}$ du salaire des ouvriers civils. L'économie était notable.

De cette expérience des fortifications de Paris, on fut donc forcé de conclure que la qualité ou l'entraînement des troupes était un facteur essentiel pour une bonne réussite. Des tentatives faites sur le sol français, on s'était trop pressé d'affirmer qu'il en serait de même sur le sol africain.

D'ailleurs vers 1840 on n'avait guère en Algérie le choix des solutions. En France il était facile de réunir sur un point donné des équipes d'ouvriers suffisantes pour mener à bien le travail ; en Algérie il n'y a pas la moindre main-d'œuvre et les salaires y sont d'ailleurs

fort élevés (1). Qu'y trouvons-nous comme population européenne en dehors de l'armée? Quelques rares colons déjà très occupés à défricher pour leur compte quelques arpents de terre, quelques fonctionnaires civils; le reste est formé d'étrangers sans ressources, sans grand désir de travail, épaves des pays européens, venus dans ce pays nouveau pour chercher la fortune, une fortune acquise sans grand peine: donc pour exécuter les premiers travaux urgents de colonisation, il il n'y avait que l'armée. Et cela était d'autant plus facile que les guerres d'Afrique qui durèrent un grand laps d'années laissent à l'armée de longs intervalles de paix. Mettre la troupe aux travaux publics c'était la tenir en haleine. Était-ce lui demander trop? Quoi qu'il en soit, Bugeaud sut l'obtenir d'elle: « L'armée est à peine rentrée, dit le *Moniteur algérien* (2), à peine a-t-elle déposé le fusil et le sac que déjà sur un grand nombre de points elle a repris la pelle et la pioche pour ouvrir des routes ou perfectionner ses établissements dans les places de l'intérieur... Ainsi nos braves troupiers ne se bornent pas à soumettre militairement les Arabes, ils veulent conquérir le pays une seconde fois en le rendant pénétrable sur tous les points au commerce et à nos colonies. La France leur en tiendra compte.

On a accusé Bugeaud, nos généraux d'Afrique, et tous ceux qui ont eu à conduire une armée coloniale,

1. Voir un tableau sur le prix de la main-d'œuvre en 1844 dans la *Revue Nouvelle*, t. VIII, p. 582.

2. N° du 30 juillet 1842.

de n'avoir qu'un objectif : l'anéantissement de l'ennemi indigène. Nous voyons ici une preuve du contraire. La conquête, dont parle le Bulletin Officiel de l'Algérie, n'est pas seulement la conquête guerrière, mais bien la conquête économique et méthodique, celle qui donne au pays une empreinte ineffaçable ; les routes ouvertes ne peuvent guère être détruites par la suite, quelle que soit l'issue des opérations militaires : et la civilisation européenne ne peut pas ne pas s'infiltrer, pénétrer dans tout le pays. Ainsi Bugeaud est déjà une figure de la colonisation moderne.

Il y avait une grande diversité dans les travaux à entreprendre. Un arrêté ministériel du 27 janvier-25 février 1846 (1) répartit les travaux publics entre quatre services : Ponts et Chaussées, Mines et forages, Génie, Bâtiments civils : Le Génie était destiné exclusivement aux territoires mixtes et arabes. Les années précédentes, le Génie militaire avait la haute direction des travaux, qui étaient confiés ensuite au service des Ponts et Chaussées ; celui-ci employait alors les contingents nécessaires de soldats.

En première ligne les travaux de défrichement, dessèchement, assainissement. Bône, par exemple était le point le plus insalubre de la colonie. A partir de 1835 l'armée commença le curage de la Seybouse, et la ville devint salubre (2). Dans le même ordre d'idée de nombreux travaux hydrauliques (3).

1. Rapporté dans Ménerville, t. I, p. 649.

2. V. *La France en Afrique*, 1846, p. 183.

3. Pour le détail de tous les travaux d'Afrique voir l'étude

En second lieu, ce qui importait dans ce pays neuf, c'était un réseau de route facilitant les communications. En 1832 le gouvernement avait fait établir des plans de routes régulières, et en 1842 Bugeaud fait adopter un système général, pour toutes les possessions d'Afrique, de routes carrossables en été et praticables par mulets pendant la saison des pluies. P. Christian, le secrétaire particulier de Bugeaud, évalué à 300 lieues dont 200 faites en l'espace de quinze mois, le parcours de ces routes, qui relièrent nos principaux établissements des provinces d'Alger, de Milianah et d'Oran (1).

Puis des ponts sont bâtis, par l'artillerie principalement. Des bâtiments militaires, des casernements, des fortifications. Des fermes pour la culture, fermes du gouvernement et fermes de corps, des parcs à bœufs, etc.

L'armée restaure les édifices et immeubles de l'Etat, les hôpitaux. On bâtit des asiles « pour les enfants que l'indigence des colons a laissés orphelins » ; des lieux de refuge pour les sans-travail. Sur la côte des travaux de digues, de chaussées, dans les ports de mer, quelques phares. On essaie même de poser quelques fils télégraphiques dans les environs d'Alger.

Pour que la nomenclature soit complète, il faut mentionner le fameux obstacle continu, abandonné

de P. de Ladrière, officier de l'armée Belge, parue à Gand : *Coup d'œil sur l'armée d'Afrique* (notes prises sur les lieux).

1. T. I, p. 80.

d'ailleurs lorsqu'on renonça au système de l'occupation restreinte. Cette longue fortification « partant de la mer au-dessous de Koléah et se dirigeant à peu près en ligne droite sur Blidah, intercepte toute communication entre l'Est et l'Ouest de la Metidja (1). »

Les plus grands soins de Bugeaud se portèrent évidemment sur Alger ; il essaya de faire « de ce vieux nid de corsaires une miniature de cité française dans un cadre oriental (2). » En outre « les villes de Médéah, Miliana, Mascara et Tlemcen où l'armée n'avait trouvé que des ruines furent relevées dans l'espace de trois ans. »

C'étaient là d'énormes travaux ; quand on songe surtout qu'à chaque instant il fallait reprendre le fusil et repartir en campagne. Le zèle des troupes paraît n'avoir jamais défailli. On trouve ce passage dans une lettre écrite par le comte Charles Oudinot au général marquis Oudinot : « Notre premier bataillon et le troisième bataillon des chasseurs d'Orléans, exécutent en ce moment des travaux prodigieux dans une gorge très resserrée, au fond de laquelle coule le Chiffe. Le roc dans lequel on taille la route est tellement escarpé, qu'on est obligé de hisser avec des cordes les travailleurs sur le point où ils doivent faire jouer la mine ; ce travail important... offre un intérêt tout spécial par ses difficultés et ses dangers. Nous avons

1. *Mon. alg.* 30 nov. 1841.

2. *Mon. alg.* 4 novembre 1842.

à déplorer de nombreux accidents et la vie de nos braves mineurs est constamment exposée (1). »

« Le travail doit rester volontaire », avait proclamé Emile de Girardin (2). En fait on ne voit pas que Bugeaud ait jamais mis ses hommes à même de choisir entre l'outil et... le repos. Une circulaire du 23 mars 1844 dispose que l'on ne pourra employer les jeunes soldats ni aux expéditions ni aux travaux publics. D'une façon générale le régime des travailleurs était le suivant :

1° La journée de travail est de huit heures.

2° Autant que possible le travail est donné à la tâche.

3° La solde, fixée d'après le tarif du 5 mai 1838, est de 0 fr. 35 la journée.

4° Il est donné à chaque homme par jour 300 grammes de viande et 643 grammes de biscuit.

Pour estimer les progrès que fit l'Algérie grâce à ces travaux, on ne peut trop s'en rapporter au *Bulletin officiel*. Il est rédigé ou inspiré par Bugeaud. Il faut faire bonne impression sur l'opinion publique de la Métropole. Le *Moniteur* plaide ainsi *pro domo* lorsqu'il dit : « au milieu du tumulte de la guerre et par la guerre nous avons plus fait en colonisation pendant l'année 1842 que pendant les onze années précédentes (3). » Toutefois il est hors de doute qu'en l'espace

1. Dans le *Spect. mil.* 1845, p. 391.

2. *Vues nouvelles*, etc., p. 59.

3. 25 septembre 1842.

de très peu de temps et grâce aux travaux publics nouveaux, le sol et les propriétés bâties ont augmenté beaucoup de valeur ; les prix des denrées alimentaires ont diminué. Et une grande partie de l'opinion en France rend justice au travail accompli. « L'avenir de notre colonie africaine, dit la *Revue de Paris* (1), tient surtout aux communications qu'elle s'ouvrira dans l'intérieur des terres... les populations ou ont accepté notre domination, ou ont commencé d'entretenir avec nous des relations de commerce. Elles apportent sur nos marchés les produits du sol et emportent en échange ceux de notre industrie. De caravane en caravane, d'oasis en oasis, les marchandises doivent pénétrer avant dans l'intérieur des terres. » Avec les marchandises c'est un peu l'influence française qui suivait les routes tracées par l'armée.

III

Les bataillons disciplinaires étaient tout désignés pour fournir de la main-d'œuvre. Le texte de loi en vigueur était toujours la loi du 19 vendémiaire an XII : t. IX, art. 72 : La désertion à l'intérieur sera punie des travaux publics, t. VII, art. 52 : Les déserteurs condamnés aux travaux publics seront employés soit à des travaux militaires, soit à des travaux civils.

1. 22 février 1845, p. 288.

Peu de temps après le début de la conquête, en 1834, une ordonnance royale constitua un service spécial pour utiliser le travail des condamnés : les ateliers du boulet militaire de l'armée. La direction de ce service fut confiée au commandant Marengo (1).

On ne peut passer son œuvre sous silence lorsqu'on étudie la colonisation militaire de l'Algérie. Le colonel Marengo comprit que de ces déchets de la société on pouvait tirer quelque chose d'utile pour cette même société qui les exilait. Il chercha donc à faire produire cet élément plus que l'on n'avait fait jusqu'ici. Et ce fut la base d'un système général de colonisation. Ce système consistait, quant à son idée fondamentale, à établir les constructions indispensables par des mains peu coûteuses, et à livrer ensuite ces habitations aux colons les plus aisés, moyennant remboursement. Un point d'analogie avec ce que fera Bugeaud plus tard : le colonel Marengo avait recours aux Hospices des Enfants trouvés pour recruter des bergers, des femmes pour ses colons, des ouvriers laboureurs (2).

Le principe fut agréé par le maréchal Soult. Marengo, pas plus que le gouverneur d'Algérie, n'était un faiseur de système. C'est par étapes, et à la suite d'une longue pratique qu'il arriva à soumettre au gouvernement un plan de colonisation. « Tout le monde, écrit

1. Voir Loyer de la Mettrie. *Biographie du colonel Marengo*.

2. V. *La France en Afrique*, 1846, p. 209.

Ferrand

son biographe Loyer de la Mettrie, connaît la parcimonie obligée que l'administration apporte dans l'alimentation des condamnés militaires... les légumes étaient rares... Il conçut l'idée de transformer les affreux cimetières musulmans en un jardin potager alimentaire destiné aux condamnés qu'il dirigeait (1). » Puis les disciplinaires furent mis à des travaux publics comme l'armée régulière. Et l'économie fut évidente : « Les travaux de terrassement exécutés sous la direction du colonel Marengo, auraient coûté 200.000 francs aux conditions ordinaires ; une allocation de 5.000 francs accordée par l'administration a suffi pour achever cet immense travail (2). » Des travaux de terrassement, de défrichement, d'assainissement, le colonel Marengo fit passer ses hommes aux travaux de construction : maisons pour colons, granges, fermes pour la culture. Près d'Alger, avec l'aide de quelques ouvriers civils, faisant les travaux d'une technique spéciale, on construisit un hôpital qui put recevoir trois cents personnes (3). Encouragé par le succès de ses tentatives, le colonel conçut le projet d'une œuvre plus considérable : La construction de villages entiers, qui pourraient être un aide puissant aux colons civils. Et ce fut l'œuvre la plus célèbre, et la plus digne de l'être : les villages de Sainte-Amélie

1. *Loc. cit.*, p. 11.

2. Eugène Binet. *Question d'Afrique*, p. 236, p. 1.

3. V. Xavier Marmier. *Lettres sur l'Algérie*, p. 70.

et de Saint-Ferdinand. L'importance de ces travaux mérite de retenir un instant l'attention.

Le gouvernement général publiait le 16 janvier 1843, en exécution d'une décision ministérielle d'octobre 1842 un arrêté ainsi conçu : « Art. 1. Il sera formé au lieu dit Boukandoura (plaine de Staouëli), un centre composé de 60 familles. Ce village sera réparti en plusieurs groupes. Le principal groupe, composé de 40 familles, prendra le nom de Saint-Ferdinand. La superficie en sera de 870 hectares (1). » Pour le village de Sainte-Amélie c'est un arrêté identique du 23 mars de la même année (2).

Le principe directeur est le suivant : construction par les bataillons du colonel Marengo, et prise en charge de ces villages par l'administration civile pour en effectuer le peuplement.

Un arrêté du 5 septembre entre dans les détails, il tend d'ailleurs à établir un régime qui ne sera pas seulement applicable aux villages en question, mais à tous ceux qui seront construits dans la suite suivant le même principe. Les emplacements sont choisis sur des points salubres, les maisons d'habitation exposées à la brise de la mer.

Chaque concession se composera (art. 2) :

1^o D'une maison de 60 à 64 mètres de superficie bâtie en bons moëllons. Elle comprendra deux pièces

1. Ménéville, t. I, p. 660.

2. *Id.*

au rez-de-chaussée, et deux au premier étage. Le tout représentant une valeur de 4.500 francs au minimum.

2° De 12 hectares de terre cultivable, dont 4 hectares défrichés.

3° D'un certain nombre d'arbres plantés.

En somme on évitait ainsi aux colons les premiers travaux d'installation, les plus pénibles, ceux dont les résultats ne venaient qu'à longue échéance. Ces concessions constituaient dans leur ensemble, une sorte de colonisation amorcée, au bénéfice de l'élément civil. En plus des maisons particulières, le village renferme quelques ouvrages d'intérêt public : écoles, lavoirs, fontaines, etc. Une église affectée au service du culte catholique (art. 3).

Le prix net de la concession est de 1.500 à 3.000 fr. suivant que le colon prend une maison par moitié ou en entier. Les maisons en effet sont doublées, c'est-à-dire bâties de telle sorte qu'elles peuvent abriter deux familles.

On ne se préoccupe pas de l'origine du colon ; exiger la qualité de français aurait été rejeter un grand nombre de postulants, tant sont disparates, quant à la nationalité, les premiers émigrants d'une colonie nouvelle.

Le concessionnaire peut ou se libérer en un seul paiement dès son entrée en jouissance, de ce jour il devient alors propriétaire incommutable ; ou se libérer en trois termes de 500 francs échelonnés sur un espace de 18 mois (le premier terme exigible le jour de l'installation de sa famille), il ne recevra alors le titre

de propriété qu'à la libération complète (art. 4 et 5).

En échange des avantages gratuits qui lui sont fournis, les concessionnaires sont astreints à certaines obligations, dictées par l'intérêt supérieur de la colonisation :

1^o Quel que soit le mode de paiement choisi, le colon ne pourra aliéner tout ou partie de sa concession, qu'après trois ans de jouissance, à moins qu'il n'en reçoive auparavant l'autorisation du Gouvernement général (art. 6).

2^o Indépendamment du prix de la concession, chaque famille devra justifier d'un avoir personnel de 1.500 francs, comme garantie d'une bonne exploitation. Si un colon jouit de ressources supérieures aux taux ci-dessus, il pourra lui être accordé une concession plus étendue (art. 7, 8).

3^o Obligation de clore dans l'année la cour et le jardin (art. 9).

4^o Obligation dans un délai de trois ans après l'entrée en jouissance de planter 300 arbres sur sa propriété.

5^o Enfin les maisons devront être blanchies à la chaux une fois chaque année.

Ce régime peut se résumer en cette idée simple : l'armée prépare la colonisation civile.

Quels furent les résultats de Saint-Ferdinand et Sainte-Amélie ? Il ne faut s'attacher évidemment qu'à quelques années postérieures à 1843, là seulement nous verrons les effets directs du plan Marengo. Les résultats furent peu brillants. Les villages n'étaient

pas très attrayants : « l'uniformité mathématique enlevait un peu l'expression de vie et de spontanéité (1). »

Une étude très documentée publiée sur l'Algérie dans la *Revue des Deux-Mondes* en 1853, donne les renseignements suivants : 51 concessionnaires se présentèrent en 1843 pour habiter Saint-Ferdinand ; en 1847 il en restait 29, dont 27 chefs de famille. La population, malgré les avances officielles, n'apparaît pas comme très travailleuse. Les terrains mis en culture sont de très bonne qualité. Le produit brut d'un hectare de terre est de 202 francs ; les frais d'exploitation se montant à 158 francs, il ne ressort qu'un bénéfice de 44 francs par hectare.

A Sainte-Amélie les résultats furent à peu près identiques. Pour beaucoup de concessions aucun colon ne s'était présenté.

Mais une objection fut élevée. S'il n'y eut pas la moindre opposition à ce que l'on mit les condamnés aux travaux publics, il y eut en revanche de nombreuses protestations lorsque l'on fit travailler à côté d'eux, dans une tâche commune, les hommes de l'armée régulière. Il est, disait-on, souverainement injuste « d'assimiler en Afrique les défenseurs du pays aux hommes qui, se refusant à l'honneur de le servir, se sont mis en état de rébellion ! Une telle confusion... viole les droits du soldat et les droits du

1. Cap. Froelicher. *Loc. cit.*, p. 109.

citoyen (1). » Et cette assimilation avait lieu en vertu d'une décision gouvernementale du 16 février 1844. Cette décision a porté, ajoutait-on, une profonde atteinte aux institutions militaires.

Il était choquant pour beaucoup de lire des informations dans le genre de celle-ci, publiée par le *Moniteur Universel*, du 13 novembre 1844 : « sur les fonds communs de la colonie militaire de Béni-Méred, on a bâti cinq maisons qui représentent chacune une valeur de 4.000 francs. Outre les soldats, ouvriers d'art et manœuvres de la colonie, on a employé à leur construction trois maçons appartenant à l'atelier des condamnés et cinq ouvriers civils. »

Il n'est plus utile d'essayer de prendre position dans la controverse. En somme, les généraux d'Afrique, n'ayant en vue que l'énormité du travail à accomplir, s'embarrassaient peu de motifs constitutionnels ou juridiques ; il fallait faire vite et faire beaucoup, et l'on puisait les éléments de succès là où on les trouvait.

1. Le *Spectateur militaire*, 1844, p. 392.

CHAPITRE III

DE LA NÉCESSITÉ D'EMPLOYER L'ARMÉE A LA COLONISATION

- I. Psychologie du peuple arabe. — Caractère de la lutte contre les Arabes. — Pourra-t-on les assimiler? — Moyens employés par Bugeaud pour essayer cette assimilation. — Quelques résultats obtenus.*
- II. Insuffisance de la colonisation civile. — Les premiers essais de colonisation civile en Afrique. — Faiblesse de ce mode de colonisation.*
- III. La sécurité nécessaire. — La sécurité est le premier but à atteindre. — Avantage d'un gouvernement militaire. — — L'Afrique française n'existerait pas sans l'armée. — Les effectifs nécessaires. — Les milices employées comme forces auxiliaires.*
- IV. L'armée premier germe de colonisation. — L'exécution de travaux publics attire un noyau de population. — L'armée prépare le terrain à la colonisation civile.*

Toute colonisation suppose deux peuples dont l'un de civilisation inférieure. D'une façon générale la colonisation sera d'autant plus facile que cette inéga-

lité sera plus grande. La conquête du pays est rapide, là où l'on ne rencontre comme adversaires que d'inorganiques peuplades. Ce ne fut pas le cas de notre expédition algérienne.

La splendeur du peuple arabe conquérant s'était depuis longtemps éteinte, en 1830. Mais les descendants des héros conservaient la même foi, la même ardeur guerrière, le même dédain devant la mort. C'était contre une civilisation, vivace encore, que la France se heurtait. Aussi l'on peut dire que la tâche d'alors était particulièrement ardue, lorsqu'on songe surtout aux autres entreprises coloniales qui ont suivi dans notre histoire, alors qu'une petite troupe conquérait des terres immenses, alors que la prise de la capitale et du souverain marquait définitivement le terme de l'expédition. En Algérie on ne savait où frapper, et qui frapper. S'emparer des grandes villes ? mais le peuple arabe, essentiellement mobile, allait s'établir avec les *simalahs*, vers le sud, hors de la portée des vainqueurs, dans l'attente d'un moment propice. Atteindre le chef ? mais ce n'était pas un général d'armées régulières. Il apparaissait et disparaissait à tous les points semblait-il, de l'Algérie. C'était bien « l'insaisissable ».

Les Arabes, pendant de longues années, avaient été en hostilité presque constante avec les Turcs ; *à fortiori* ils le seront avec les Français. Il ne faut point songer à une véritable soumission ; ou alors un contingent énorme était nécessaire, contingent qui dépassait les forces de la métropole.

Le problème n'était pas facile, et Paris réclamait à grands cris la colonisation. Bugeaud ne se découragea pas. Il fut aidé d'ailleurs par un des caractères du peuple arabe : son fatalisme religieux. Alexandre Dumas rapporte dans ses notes de voyage en Algérie cette prédiction d'un saint musulman du xvi^e siècle : « Les Francs, ô Alger ! fouleront le pavé de tes rues, et les filles de tes fils leur ouvriront leurs portes. » Devant la fortune militaire de Bugeaud, qu'aucune défaite n'avait obscurcie en Algérie, maints Arabes vaincus vénérèrent leur vainqueur, comme si ses victoires étaient dans l'ordre de la destinée, et l'on voyait souvent les populations faire à travers les montagnes plusieurs lieues pour demander au maréchal ou justice ou faveur. Il devint peu à peu l'idole des Arabes comme il en avait été la terreur. Mais pour conserver cette admiration il fallait continuer à être fort, puisque pour les fils de Mahomet la force seule est respectable. Il fallait que la France, même colonisatrice et non plus guerrière, soit forte. Un système de colonisation militaire résolvait seul ce problème. La colonisation militaire n'était pas un projet académique. Elle était la résultante forcée de cette occupation dange-reuse.

Et cependant pour Bugeaud la force n'était pas l'élément qui nous maintiendrait en Algérie : Plus colonisateur encore que militaire, il s'occupa d'un problème qui devait par la suite tenir tant de place dans notre politique algérienne et la question aujourd'hui

est loin d'être épuisée (1) : l'assimilation des Arabes. Enfantin avait posé ce principe : « la conquête doit avoir pour but une association avec le vaincu, qui lui soit en définitive aussi avantageuse qu'au vainqueur » (2), d'où deux questions à résoudre :

1^o Modifier les institutions des européens colons.

2^o Modifier les institutions des indigènes.

Et ces deux modifications seront telles que européens et indigènes devront se chercher l'un l'autre, que les institutions européennes et les institutions indigènes s'emboîteront en quelque sorte l'une dans l'autre, pour former une population mixte capable de mener à bien les destinées du sol algérien.

Certes, on trouvait bien, même à l'époque où Enfantin publiait sa *Colonisation de l'Algérie* en 1843, certains exemples de coopération entre européens et arabes, mais c'était des cas isolés, et le principe apparaissait utopique, si généralisé.

Bugeaud entend la question différemment : « Nous devons, dit-il, former à côté d'eux un peuple nouveau : nous ne devons pas nous mêler à eux, mais en même temps que nous les tiendrons séparés des Européens, nous devons travailler avec activité à les modifier. »

En d'autres termes Bugeaud cherchera l'assimilation non pas, comme Enfantin, par un mélange des adversaires, mais par un travail séparé ; les Français

1. V. la *Revue Scientifique* du 17 avril 1897 : intéressant article de M. Zaborowski.

2. *Colonisation de l'Algérie*, p. 33.

coloniseront militairement, les Arabes recevront peu à peu les bienfaits de notre civilisation. Si la pénétration se fait, ce sera l'œuvre du temps, entre les petits-fils des générations présentes.

Bugeaud connaît son peuple arabe ; le premier système lui semble impossible : « Avec un peu d'étude, écrit son secrétaire Christian, du caractère et de la constitution sociale de ce peuple, il est aisé de reconnaître qu'il se montrera bien moins hostile à des corps organisés militairement qui voudront prendre possession du territoire qu'à une invasion de prolétaires, en général mal choisis, peu recommandables, et nullement énergiques. Il respectera une puissance armée, car il verra, dans son occupation, l'exercice d'un droit de guerre ; il mépriserait les aventuriers civils, et regarderait leur établissement comme un pillage (1). »

Diminuer l'hostilité, c'est poser un premier jalon pour l'assimilation future, et c'est un jalon nécessaire.

Nous parlerons plus loin de l'établissement des colons européens ; voyons les moyens employés par Bugeaud pour s'attirer la faveur des populations indigènes.

Car, malgré les accusations accumulées contre lui, Bugeaud ne fait pas la guerre pour la guerre. « Croyez-vous, dit-il, que mon cœur ne saigne pas quand je me vois forcé de ne parler à l'intelligence abruti de

1. *Loc. cit.*, t. I, p. 113.

toutes ces peuplades que par les bruits de la guerre et les voix de l'incendie, quand il me faut tuer pour conquérir (1). » Dans une circulaire du 17 septembre 1844 il s'élève contre tous les moyens violents : « Nous avons fait sentir notre force et notre puissance aux tribus de l'Algérie, il faut leur faire connaître notre bonté et notre justice. » Ce qu'il faut faire, c'est modifier insensiblement la mentalité arabe (2). Et par cette assimilation lente, Bugeaud se montre colonisateur plus averti que les partisans de la tache d'huile. Car il est bon sans doute qu'un élément européen s'implante sur le sol, mais les dépossédés où iront-ils ? chez les tribus voisines ? mais ils porteront là leurs ressentiments et les expéditions devront reprendre : l'extermination complète pourrait seule y mettre un terme.

Donc premier point : aux moyens violents qui ont présidé à la conquête, substituons des moyens pacifiques. Quels sont ces moyens ? Malgré la divergence de caractères de l'Arabe et du Français, Bugeaud croit à la puissance de l'exemple, à l'influence morale : « L'Arabe, dit-il, est moins effrayé de voir mes soldats remuer un champ, que de voir un civil tracer un sillon : que les travailleurs militaires se mettent à l'œuvre, le tableau de leur aisance attirera les indigènes à les imiter. Nous enseignerons aux Arabes à mieux

1. *Loc. cit.* p. 92.

2. V. Bugeaud, *Quelques réflexions sur trois questions fondamentales*, p. 9.

cultiver en leur offrant les exemples multipliés d'une agriculture plus intelligente (1). » Et Bugeaud se flatte avec beaucoup d'illusion apparemment, que ces peuples nomades seront frappés des avantages de l'état sédentaire, et peu à peu seront moins disposés à guerroyer.

En plus de l'exemple donné, il cherchera à attirer les Arabes par des faveurs spéciales, à distinguer entre les tribus qui vivent avec nous sur le pied de guerre, et celles qui vivent sur le pied de paix. Tel est, à titre d'exemple, l'esprit de son arrêté du 6 mars 1841 :

Art. 1^{er}. — Le commerce d'importation et d'exportation est interdit... avec toutes les tribus arabes ou kabyles qui sont en guerre avec la France.

Art. 2. — Les tribus qui, se détachant du parti ennemi, auront fait alliance avec le Gouvernement français et obtenu sa protection, seront immédiatement admises à jouir de tous les avantages du commerce, conformément aux lois et arrêtés.

Les Arabes attacheront ainsi un prix à la protection du gouverneur.

En dehors de cette action sur les tribus, Bugeaud essaie d'agir sur les individus. Il réussit à en enrôler un certain nombre à titre de journalier, et les emploie à des travaux divers. Les colons suivent d'ailleurs la même ligne de conduite : l'Arabe, salarié par un Européen, se trouve ça et là dans les grandes villes.

1. Lettre au *Siècle*, 9 janvier 1843.

2. *Mon. alg.*, 8 mars 1841.

Mais le salariat n'est pas le vrai but à atteindre. Il faut donner à ce peuple le goût de la propriété. Dès 1837, Bugeaud avait à la Chambre affirmé cette nécessité : « Je voudrais encore, dit-il dans son discours du 19 janvier, obliger les Arabes à bâtir, dans les lieux bien choisis, quelques villages, et quelques villes même s'il était besoin ; car ce n'est qu'en fixant une partie de la population arabe qu'il sera possible de la gouverner (1). » Peu de temps après, Bugeaud part en Afrique ; il écrit dans son *Mémoire* sur notre occupation dans la province d'Oran : « Si vous parvenez à faire que les Arabes aient des villes, des villages, des fermes, de l'industrie, ils seront saisissables par l'intérêt de la propriété, ils ne fuiront plus aussi aisément, ils ne seront pas aussi belliqueux (2). »

Devenu gouverneur, Bugeaud s'adresse à eux et leur dit : « Etablissez des villages, bâtissez de bonnes maisons en pierre et couvertes en tuiles pour n'avoir pas tant à souffrir des pluies et du froid en hiver, de la chaleur en été : faites de beaux jardins et plantez des arbres fruitiers de toutes espèces » (3) (circulaire du 5 juillet 1845). Pour cette tâche si nouvelle, les Arabes seront aidés par le Gouvernement lui-même, quant à la distribution de terres, le don gratuit de graines fourragères, de semences, etc. (4). On leur prêtera assistance de toutes manières.

1. *Mon. univ.* du 20 janvier.

2. P. 23.

3. Franque. *Gouvernement de M. le Maréchal duc d'Isly en Algérie*, 1848, p. 8.

4. V. *Mon. alg.*, 30 novembre 1841.

La pensée du gouverneur est formulée dans une circulaire qu'il écrit le 10 avril 1847, quelques semaines avant son départ définitif d'Algérie : « Je crois vous avoir dit plusieurs fois que ma doctrine politique vis-à-vis des Arabes était non pas de les refouler, mais de les mêler à notre colonisation... Tout projet de colonisation européenne doit donc se concilier, se combiner avec les intérêts arabes, c'est la meilleure des garanties à donner à la colonisation européenne. »

En un mot Bugeaud entend coloniser par un élément européen, et par un élément arabe.

L'ensemble des tentatives individuelles qui forme la colonisation n'est pas forcément l'apanage du peuple vainqueur. Coloniser, c'est défricher, cultiver, bâtir, ensemençer, labourer, récolter suivant nos méthodes européennes dans un sol que nul européen n'avait jamais travaillé jusqu'alors. Pourquoi ces actes matériels de défrichement ou de culture ne seraient-ils pas accomplis par la main-d'œuvre indigène ? Le principal est que le colonisant conserve la direction, et en partie le profit.

Telle est donc l'assimilation suivant Bugeaud : Pas de refoulement, pas de mélange, mais une éducation inévitablement lente, du peuple soumis, vers nos procédés modernes d'exploitation.

Autrement dit une colonisation double : l'Arabe et le Français travaillant face à face à la mise en richesse du sol.

La réussite de cette entreprise d'assimilation ne pouvait se faire en quelques années. D'ailleurs aujour-

d'hui même, après 70 ans bientôt d'occupation, l'assimilation est-elle complètement réalisée ?

Mais l'on peut signaler des traits épars qui montrent que, à cette époque même, l'assimilation n'était pas un leurre. En 1846, dans la plaine de la Metidja, des tribus qui nous avaient ardemment combattus quelques années auparavant vivent en bonne harmonie avec les colons européens ; les contestations sont très rares entre Arabes et Français.

Xavier Marmier, relève dans ses notes de voyages, un exemple analogue, dans « l'ancienne colonie romaine désignée sous le nom de *Cartenna colonia Augusti*... Depuis notre occupation, la peuplade indigène qui l'habite s'est humblement soumise à notre autorité. On lui a laissé ses lois, ses mosquées, ses imans et ses cadis, on y a organisé une sorte de garde nationale indigène qui porte le sabre et le fusil, s'aligne à la française et paraît assez zélée dans son service (1). »

A El-Bordj, dans la province d'Oran, les habitants demandent à grands cris qu'on relève l'enceinte de leur village et leur mosquée ; ils veulent rebâtir leurs maisons. Ils adressent une demande au gouverneur qui leur promet des ouvriers dès que la guerre laissera un peu de repos à nos troupes (2).

Enfin, cas plus frappant de l'influence évidente de notre système économique : un publiciste ayant voyagé en Afrique écrit en 1848 : « Récemment dans

1. *Loc. cit.*, p. 94.

2. *Mon. alg.*, 25 novembre 1843.

la province d'Oran, les Arabes se sont associés pour l'exécution d'un travail d'utilité publique. Ils touchent à la société en commandite (1). »

Ce ne sont là, répétons-le, que des faits isolés, mais il faut songer à ce redoutable problème qu'est l'assimilation : on touche aux mœurs intimes d'un pays. Bugeaud avait fortement amorcé l'assimilation. Le temps devait compléter son œuvre.

II

Quoi qu'en dise Bugeaud (2) la colonisation avait commencé depuis longtemps en Algérie : essais non coordonnés, infructueux dans la majeure partie des cas, mais c'était là une œuvre qu'une nation ne peut accomplir qu'à force d'années.

Au xv^e siècle, on mentionne l'établissement d'un groupe assez important de Français : ils avaient obtenu des Arabes, moyennant certaines redevances, une bande de terrains qu'ils cultivèrent et dont les lots se repassèrent de père en fils. C'est ce qu'en 1830 on désignait sous le nom de concessions d'Afrique (3).

Un afflux de population se produisit dès notre débarquement. Ce qu'elle était, Onésime Reclus le dépeint de la façon suivante (4) : « Après la prise d'Al-

1. Franque, *loc. cit.*, p. 6.

2. *De la colonisation en Algérie*, p. 96, n. 1.

3. *Moniteur Universel*, 1830, p. 434, n. 1.

4. *France, Algérie et Colonies*, 1883, p. 684.

ger, derrière l'armée qui d'abord avec hésitation puis résolument, s'avancait vers l'intérieur, s'abattit sur le pays de la nouvelle conquête la troupe de ceux qu'on nomma longtemps, qu'on nomme encore les mercanti par opposition aux militaires : filles de joie, débitants, cantiniers, gargotiers, rouliers et charretiers, fournisseurs, usuriers, aventuriers, chevaliers d'industrie divisés par l'ironie populaire en deux honorables corporations les banqueroutiers et les vandales, foule bigarrée qui fit dire pendant trente ans : les honnêtes gens sont venus en Afrique à pied ; le proverbe exagérerait, car parmi ces pionniers de la France en Atlas, il y avait des artistes, des savants, des patriotes, des enthousiastes, toute une ardente jeunesse qui mérita bien de la patrie. L'Algérie doit beaucoup à ces colons de la première heure, aujourd'hui presque tous glacés par la mort. »

Le terme de colons employé par Onésime Reclus n'est pas exact : des voyageurs, peut-être, mais des hommes attachés au sol, des colons en un mot ? Sans doute l'intendant civil de la régence d'Alger, Genty de Bussy, jette les premiers fondements de quelques villages, Dely-Ibrahim ou Kouba (1) ; sans doute le *Journal officiel* écrit pompeusement : « à Alger, depuis la dernière déconfiture des Hadjoutes, les brigandages ont cessé, les travaux de routes continuent, les colons affluent, les environs de Bouffarick se défrichent....

1. Bequet. *L'Algérie en 1848. Tableau géographique et statistique*, p. 180.

en un mot nous vivons, nous allons, nous grandissons... on va refaire l'immense bassin bâti par les Espagnols... Tout marche à la fois (1). » Mais la vérité était qu'aucune tentative n'avait réussi, et que tout était à faire. Il y eut certes des émigrants dès 1830, mais c'était pour la plupart des insurgés que la police française avait éloignés ; beaucoup s'installèrent dans la Metidja, alors en friche et à demi couverte de marais pestilentiels ; ils essayèrent de défricher et de cultiver, mais ils furent bientôt massacrés ou dispersés par les cavaliers d'Abd-el-Kader. On peut signaler encore en 1832 (et c'est peut-être là l'origine première de la colonisation officielle algérienne) des dons gratuits de terres par l'Administration à quelques familles alsaciennes. Mais là encore ce ne fut pas œuvre durable.

Voici en somme en quoi consistait cette fameuse colonisation : chaque unité militaire était accompagnée de petits commerçants ambulants, marchands de vins pour la plupart ; autour des camps et postes militaires quelques-uns s'étaient fixés à demeure, et vivaient de la vente aux soldats. A Alger et autour de cette ville surtout, l'on voyait de ces petites agglomérations. Les individus qui avaient reçu des concessions de terres ou des matériaux, abandonnèrent bientôt le rôle de producteur, aléatoire, pour celui d'intermédiaire, plus rémunérateur. Puis un certain nombre de trafiquants avaient acheté des portions de terres,

1. *Mon. univ.*, 17 janvier 1836. Lettre d'Oran du 28 déc.

près des postes et villes, escomptant une plus-value, lorsque la conquête française serait raffermie, et les Maures avaient vendu assez facilement leur sol prévoyant à bref délai la reculade des Français devant les attaques d'Abd-el-Kader et les difficultés de l'occupation : le départ des ennemis aurait réduit à rien les pactes signés. Les propriétaires de ces terres les laissaient en friche ; il n'y avait là qu'une illusion de colonisation. Enfin tout autour de l'armée un amas d'étrangers, rebuts des sociétés civilisées, attirés en Algérie par cet attrait spécial qu'exerce tout pays nouveau. Tout cela formait malheureusement le plus clair de la population européenne. Sans doute (nous le verrons ultérieurement) ces éléments disparates ne sont pas complètement inutiles, mais ce n'était pas là une population forte, capable de s'enraciner au sol ingrat.

Et d'ailleurs, disait Bugeaud, admettons la bonne qualité de ces pseudo-colons : seraient-ils capables de coloniser véritablement ? Non, car l'heure de la colonisation civile n'a pas sonné et il le démontre.

De l'examen des tentatives de colonisation, de l'expérience acquise sur la terre et les hommes Bugeaud déduit les obstacles qui s'élèvent contre la colonisation civile. Voici les principaux :

1^o La colonisation civile, la colonisation officielle s'entend, coûterait des sommes énormes à l'Etat. Dans ce pays neuf il ne suffit pas de concéder des arpents de terre : il faut mettre à même le colon de tirer profit de sa concession dans un laps de temps relativement court. Il faudrait donc soutenir les

colons dans cette période de début, par des subsides pécuniaires ou des dons de bestiaux, matériel, outillage, etc.

2° Un village civil, c'est une société sans règle, sans discipline, sans unité d'impulsion. Les intérêts particuliers non gouvernés se combattent ; car il n'y a pas dans ces sociétés nouvelles cette sorte d'armature qui maintient à peu près en équilibre dans les vieux pays les différents facteurs d'une agglomération. Bugeaud disait à la Chambre : « Je pourrais comparer les habitants qui vivent sous le régime civil de la côte à des enfants mal élevés, et ceux qui sont dans l'intérieur sous le régime militaire à des enfants bien élevés. Les premiers crient, pleurent, se fâchent pour la moindre contrariété, les autres obéissent sans mot dire (1). » Et si cette colonisation ne peut assurer la tranquillité intérieure, elle ne peut davantage assurer la sécurité extérieure, car elle a horreur des armes. La presse lui conseille souvent de refuser de les porter. Et elle se montre le plus souvent réfractaire à organiser sa propre police.

3° Ces colons civils sont incapables de lutter contre la concurrence des produits étrangers importés ; d'autres que Bugeaud l'ont constaté, tel M. de Traey à la Chambre, le 9 juin 1843 : « la colonisation civile est une chimère... il faudrait être insensé pour cultiver des céréales propres à la consommation des hommes dans un pays où le prix de revient de l'hectolitre de

1. Séance du 24 janvier 1845.

froment est de 25 francs, et quand le blé d'Odessa peut être livré à 12 francs. Voilà l'explication toute simple et toute naturelle du fait qui pourra étonner beaucoup de personnes de ce fait que sur 90.000 colons en Afrique, il n'y en ait pas 2.000 qui cultivent la terre (1). »

4° Des travaux d'utilité générale sont nécessaires à notre nouvelle possession. Or quelle main-d'œuvre utiliser ? Il ne faut songer ni à trouver des manœuvres en Algérie, ni à en importer. Quant aux colons civils, il est de toute évidence qu'ils ne peuvent être d'aucune utilité. Voyez la loi sur les chemins vicinaux, la prestation de deux journées de travail gratuit ne s'exécute pas en nature. C'est une indication.

En fait les particuliers qui vont en Algérie doivent être pris en tutelle par le gouvernement, tels ces neuf cents Prussiens échoués à Dunkerque et transplantés en Afrique où un bataillon d'infanterie dut exécuter pour eux les premiers travaux de construction et d'installation (2).

L'impossibilité de la colonisation civile conduira Bugeaud à la colonisation militaire, dont l'idée-mère sera : « Placer la force morale, c'est-à-dire la justice et la satisfaction des intérêts légitimes, sous l'égide de la force physique, en employant cette force à maintenir, protéger et créer. »

1. *Mon. univ.*, p. 1726.

2. V. Bugeaud. *Col. de l'Alg.*, p. 32, n. 1.

III

Le premier résultat qu'il faut s'efforcer d'acquérir, c'est la sécurité du travail et des transactions. Cette œuvre préliminaire mène à la colonisation. Comment arriver à cette sécurité nécessaire ?

Un publiciste, P. Christian, qui devait devenir secrétaire particulier du maréchal, rapporte ainsi sa première conversation avec le gouverneur (1) :

— « ... On ne pioche pas, on ne laboure pas, on
« ne sème pas, on ne récolte pas avec des instruments
« de papier. Il faut pour tout cela du fer et des bras.
« M'amenez-vous des travailleurs ou voulez-vous
« m'en aller chercher ? Je les recevrai avec plaisir et
« je ne manquerai pas de place pour les installer.
« Mais une fois installés tout ne sera pas fait. Il
« s'agira de les armer et de les mettre en état de se
« défendre eux-mêmes contre les attaques de l'en-
« nemi.

— « Mais Monsieur, l'attrait de notre civilisation, les
« bienfaits que leur apporteront nos lumières, attire-
« ront à nous les Arabes. Un journal dans les deux
« langues leur prouvera que nous ne voulons établir
« avec eux que des échanges d'intérêts, que nous
« sommes venus remplacer par une démocratie paci-
« fique, le despotisme qui les abrutissait.

— « Et vous opposerez aux coups de fusils, vos

1. *Loc. cit.* t. I, p. 69.

« pancartes quotidiennes ? Vous feriez mieux d'employer le papier à préparer de bonnes cartouches.

— « Mais, Monsieur le Gouverneur...

— « Mais, Monsieur de la plume, croyez-vous
« qu'on gouverne avec des phrases un peuple belliqueux, admirablement préparé pour la guerre, et
« toujours prêt à la révolte, comme sont les Arabes ?
« Et croyez-vous qu'en face d'une terre immense dont
« il faut garder la conquête, qu'il faut défricher,
« assainir, cultiver avec persévérance, on ait le temps
« de faire des théories et de consulter les gazettes ? »

« Je voulus parler de libertés, de garanties civiles,
« de représentation des intérêts coloniaux.... Le
« maréchal me répondit que la liberté dont les Français d'Algérie avaient besoin pour le moment,
« c'était celle de circuler sur les routes et dans les
« campagnes en toute sécurité ; que les garanties
« qu'ils réclament avant tout étaient celles qui pou-
« vaient protéger leurs personnes et leurs propriétés,
« que la représentation de leurs intérêts se résume
« pour le moment, dans une forte organisation, militairement constituée pour assurer le salut de tous. »

Ce passage est un peu long, mais il montre exactement l'opinion du Gouverneur sur ce qu'il faut faire avant tout en Algérie, et il sert à présenter la psychologie de la colonisation militaire.

En 1841 et 1842, les faits sont là pour justifier cette opinion ; où la force militaire sait maintenir l'ordre, là seulement est possible l'habitat des Européens.

Il faut le reconnaître, la première pénétration que

se proposait Bugeaud était une pénétration par la force. Pas de sécurité, pas de colonisation, tel est l'adage de l'œuvre de Bugeaud (1). Et il s'élevait ainsi contre la conquête humanitaire, préconisée par beaucoup.

Par voie de conséquence, un gouvernement militaire est supérieur à un gouvernement civil. Cela semble de la part de Bugeaud un plaidoyer *pro domo* ; il faut reconnaître qu'à cette époque troublée, il avait pour lui un certain nombre de bons arguments quoique, pour certains de ces adversaires (2), le défaut de sécurité provenait précisément de ce que le gouvernement établi en Algérie était militaire.

Vers 1841, il est certain que sans l'armée, notre établissement en Afrique ne serait même pas ébauché. L'armée a conquis, en partie du moins, l'Algérie, et c'est elle qui fait vivre les Européens immigrants (3).

Ses adversaires eux-mêmes le reconnaissent : « il faudrait être insensé, écrit Gustave de Beaumont dans le *Siècle*, pour ne pas reconnaître qu'en Afrique la première garantie pour la population européenne vient de l'armée (4). » Et de Tocqueville, qui devait quatre années plus tard faire échouer le projet de Bugeaud,

1. Voir ses lettres à Guizot dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*.

2. V. Gustave de Beaumont. *Etat de la question d'Afrique*, p. 17.

3. V. Pellissier. *Quelques mots sur la colonisation militaire en Algérie*, p. 18.

4. 17 janvier 1843.

écrit à ce même Gustave de Beaumont dans une lettre du 27 décembre 1843 : « Ce que vous me dites de la manière efficace dont l'armée prépare et aide la colonisation dépasse de beaucoup mes espérances. »

L'armée est donc un adjuvant à la colonisation, et les colons lui en rendent hommage ainsi qu'à son chef : « Il a rendu, écrit l'un d'eux (1), mille fois plus de services à la charrue en faisant bien la guerre, qu'en s'occupant directement de nous donner quelques exemples et quelques préceptes de culture. Avant lui nous pouvions à peine cultiver nos jardins à une demi-lieue d'Alger. » Non, l'Afrique française n'existerait pas sans l'armée.

Pour obtenir cette sécurité, il faut, selon Bugeaud, un minimum de 90.000 hommes judicieusement employés (2). Et c'est justement, dit-il (3), pour ne pas faire la guerre que je veux un effectif élevé : l'Autriche ne fait pas la guerre à l'Italie et c'est parce qu'elle ne veut pas s'exposer à la faire qu'elle y maintient 70.000 hommes (C'est déjà là un petit exemple de la théorie de la paix armée).

Ce chiffre réclamé par Bugeaud semble exorbitant. Ainsi, dit son éternel contradicteur de Beaumont, il nous faut 90.000 hommes pour dominer le pays, alors qu'aux Turcs 12.000 hommes suffisaient ! Faites comme les Turcs : A cela on pouvait répondre d'abord que les

1. *Démocratie pacifique*, 2 septembre 1843.

2. *Mémoire sur notre établissement*, p. 11.

3. *Siècle*, 8 janvier 1843.

Turcs ne songeaient pas à coloniser, mais seulement à dominer, et d'autre part que la domination turque n'était que nominale sur la moitié du territoire et tyrannique sur l'autre.

Un autre adversaire de Bugeaud, le député de la Seine-Inférieure Desjobert, fait ressortir la charge que Bugeaud demande à la France. Pour entretenir 100.000 hommes en Afrique (Bugeaud, à dire vrai, ne demandait pas tant) il faut chaque année (1) :

1° Remplacer les jeunes gens qui rentrent dans leurs foyers, c'est-à-dire le 1/7 de l'effectif, soit 14.285 hommes.

2° Remplacer ceux qui périssent, soit un chiffre minimum de 6.000 hommes. C'est donc en chiffre rond une charge annuelle de 20.000 hommes, charge lourde quand on pense au contingent total de la France et à la législation militaire de l'époque.

Il faut reconnaître que le ministère n'a pas lésiné sur les effectifs réclamés par Bugeaud. Voici, selon Guizot, bien placé pour donner des évaluations exactes, les chiffres des forces militaires en Algérie, pendant le gouvernement de Bugeaud.

Au 1 ^{er} juillet 1840	. .	64.057 hommes	
— 1841	. .	78.989	—
— 1842	. .	83.281	—
— 1843	. .	85.664	—
— 1844	. .	90.562	—

1. *L'Algérie en 1846*, p. 9.

Au 1 ^{er} juillet 1845	. .	89.099 hommes	
—	1846 . .	107.688	—
—	1847 . .	101.520	— (1)

Et cela n'était pas encore suffisant pour assurer le maintien de l'ordre dans nos immenses territoires. Bugeaud organise des milices à l'aide de la population civile, constituées par tous les hommes valides d'une agglomération. Ces milices sont une force auxiliaire qui pourra au besoin repousser l'ennemi en attendant l'armée régulière. En feuilletant le *Moniteur de l'Algérie*, on trouve de temps à autre un arrêté du gouverneur instituant un de ces corps. Par exemple le 20 avril 1845 : « Considérant que le chiffre de la population européenne de Tlemcen permet aujourd'hui de créer une milice dans cette localité :

Art. 1^{er}. — Il est institué à Tlemcen une milice. » Naturellement Bugeaud estime qu'il est « contraire aux intérêts de la défense de laisser la milice, même en temps de paix, sous la direction de l'autorité civile (2). » Ces corps auxiliaires sont donc dans la main du gouverneur. Bugeaud attache une importance capitale à ces milices. A un M. Achard, maire d'une commune près de Strasbourg, qui demandait des concessions pour une centaine de familles de cultivateurs alsaciens, il fait répondre affirmativement par le général de Berthois ; mais parmi les charges

1. *Mémoires*, t. VIII, p. 126, n. 1.

2. *Mémoire sur notre établissement*, p. 54.

imposées aux concessionnaires figure celle-ci : « les hommes valides feront partie de la milice (1). »

D'ailleurs ces milices ont montré une certaine valeur militaire, quant à la défensive, et c'est là, à proprement parler, leur objet. En 1846, Abd-el-Kader avec un détachement apparut sur le Bas-Isseur alors que les troupes opéraient loin de la capitale : Deux bataillons furent rassemblés rapidement parmi la population civile et se défendirent victorieusement (2).

Bugeaud loue hautement ce fait d'armes ; d'autres l'apprécient diversement. Le comte de Raousset-Boulbon en conclut que l'armée n'est pas nécessaire pour assurer la sécurité et que les braves colons civils peuvent la remplacer avantageusement. Un autre (3) estime que c'est là un fait en tous points regrettable. « Quelle que soit l'organisation de la milice, il est sage et raisonnable de ne point en abuser. M. Bugeaud, jusqu'à ce jour, ne l'a point compris ainsi : il veut militariser la population civile. Cette monomanie fait du tort au pays, car elle enlève les citoyens à leurs occupations productives pour les faire jouer au soldat. Une boutade de ce gouverneur a mobilisé les bataillons d'Alger en 1846. Or quoique cette mobilisation ait été faite sur le papier seulement (?) et en temps de carnaval, temps où on suppose qu'il n'y a rien de

1. *Mon. alg.*, 27 septembre 1841.

2. Voir l'Ordre du jour du 18 mars 1846 dans le n° du 29 mars.

3. Dr Bodichon. *Etude sur l'Algérie et l'Afrique*, 1847, p. 249.

sérieux, elle a cependant porté un rude coup à la colonie. Elle a fait tuir les capitaux, parce qu'en Europe elle a laissé croire que cinq cents cavaliers d'Abd-el-Kader, malgré une armée de cent mille hommes, pouvaient venir incendier les villages d'Alger. »

Quoiqu'il en soit, ces tentatives de Bugeaud sont intéressantes, elles font partie de son plan d'ensemble : Bugeaud fait de colons des militaires, tout comme il veut faire de militaires des colons — opérations corrélatives et... inverses.

IV

Sur la proposition et les devis du gouverneur, et sur l'approbation du ministère, le tracé d'une route est décidé. Une unité militaire se met à l'œuvre ; au bout de peu de temps, elle doit camper au soir près du lieu de travail ; un campement volant est établi. Autour des tentes des mercantis viennent dresser leurs échoppes ; des artisans qui travaillent pour l'outillage, s'installent non loin, des cabaretiers ouvrent leur comptoir ; pour les ouvrages plus difficiles, on enrôle quelques manœuvres non militaires ; eux aussi viennent grossir le nombre. Ce monde disparate se déplace avec le progrès des travaux, c'est comme une tache d'huile qui se répand.

La route est achevée, elle est parcourue par des voyageurs, par des convois militaires ; aux points

d'étapes, près des citernes ou des aqueducs, des commerçants se fixent, escomptant les relais.

La colonisation est amorcée. L'exécution de travaux publics attire un noyau de population. Et cela semble la seule méthode pour ces débuts de peuplement.

Deux auteurs d'un excellent ouvrage sur l'Algérie : *Histoire statistique de la colonisation européenne*, attribuent à la suspension des travaux publics la décroissance qui s'est manifestée dans le peuplement de 1847 à 1848, dans le Sahel notamment (1).

Sans doute Emile de Girardin (2) peut écrire dédaigneusement : « 80.000 artisans, marchands, spéculateurs de toutes conditions, de tous pays, de tous âges, se traînant à la suite d'une armée de 100.000 hommes et vivant à ses dépens, est-ce là ce qu'on peut appeler colonisation après quinze années d'occupation? » ; mais le temps se chargera d'épurer ces éléments douteux. Suivant l'ingénieuse et très juste expression de Thureau-Dangin (3) : c'est une « première alluvion souvent un peu boueuse, qui forme comme le sous-sol de toutes les colonies à leur début ».

Pour Bugeaud, l'occupation militaire en Algérie doit faire apparaître trois périodes.

Dans la première, il faut vaincre et soumettre.

1. Martin et Foley, p. 192 et p. 234. Voir aussi l'*Univers*, 4 octobre 1842.

2. *Questions de mon temps*, t. II, p. 51.

3. *Loc. cit.*, t. VI, p. 354.

Dans la seconde, la conquête est faite, mais n'est pas raffermie : la guerre est portée dans des régions plus éloignées ; en même temps l'armée pose les premiers jalons de la colonisation en se faisant colonisatrice elle-même.

Dans la troisième, l'armée reste forte mais porte ailleurs que sur les champs de bataille sa force et son activité ; le travail civil remplacera peu à peu le travail militaire.

A l'époque où Bugeaud dresse ce tableau (1), l'armée se trouve dans la seconde période, elle cherche à atteindre la troisième, qui elle-même annonce l'occupation civile proprement dite, et plus tard c'est l'assimilation complète.

Le régime militaire est donc le point de départ (2) ou la charpente (3) de toute colonisation. Et tellement que d'aucuns disent avec raison : « nous sommes partisans d'une grande armée parce que nous sommes partisans d'une grande colonisation (4). »

Il n'y a pas de temps à perdre ; aussitôt le fusil déposé, le soldat se saisira de l'outil ou de la charrue : « Après plusieurs combats et razias, écrit le gouverneur à son ministre, la grande tribu des Flitas a été ruinée et soumise .. L'armée aura une grande tâche à remplir ; elle n'est pas moins indispensable que

1. *Mon. alg.*, 15 mars 1842.

2. Pellissier. *Quelques réflexions sur la colonisation militaire en Algérie*, p. 12.

3. *Spect. milit.*, août 1844, p. 152.

4. *Le Siècle*, 28 septembre 1842.

lorsque la guerre était dans toute son activité. Elle combattrait peu et rarement, mais elle aura beaucoup à travailler et à surveiller. Elle seule peut faire avec économie et promptitude les villages, les routes, les ponts, les grands travaux de toute nature ; elle seule peut faire exploiter le pays de manière à ce qu'il se suffise bientôt lui-même, sauf toutefois, la dépense des ports (1). »

Des arrêtés se succèdent sous la plume du gouverneur pour la construction de centres de population à 50 ou 60 feux, aussitôt que l'on prévoit l'arrivée d'un groupe de familles suffisant pour le peupler. Il y a là un effort puissant en faveur des colons civils. Le *Journal officiel* publie des pièces de vers s'adaptant à des airs patriotiques connus, que les troupes entonnent pendant les travaux (2).

En somme c'était l'exécution d'une partie de la proclamation d'arrivée : quand nous pourrions dire à nos compatriotes, à nos voisins : nous vous offrons, dans des lieux salubres des établissements tout bâtis, entourés de champs fertiles, et protégés d'une manière efficace contre les attaques imprévues de l'ennemi, soyez sûrs qu'il se présentera des colons pour les peupler.

Citons un chiffre pour terminer : en 1841 on comptait en Algérie 27.000 Européens ; au départ de Bugaoud on en comptait 120.000 (3).

1. Lettre du 25 juillet 1843 dans le *Siècle* du 7 août.

2. Voir un échantillon de ces hymnes, dans le *Moniteur* du 10 avril 1842.

3. Froelicher, *loc. cit.*, p. 119.

CHAPITRE IV

LA COLONISATION MILITAIRE PROPREMENT DITE

- I. Du principe de colonisation militaire. — L'armée, par elle-même, peut être un facteur de colonisation. Précédents historiques. — Le régime militaire ne sera que transitoire. — Rapports avec la colonisation civile. — Toute colonisation civile devra au début, par la force des choses, se militariser. — Quelques essais de colonisation militaire en Algérie avant Bugeaud.*
- II. Etablissement. — Dans quelle zone devront être établies les colonies militaires. — Les terres disponibles. — Construction des villages. — L'effectif d'une colonie.*
- III. Organisation intérieure et fonctionnement. — De l'administration d'un village. — L'état des soldats colons. — Avantages que leur concédera l'Etat. — Situation des officiers. — Avantages qui leur seront offerts.*
- IV. Du coût de colonisation. — Les évaluations de Bugeaud. — Comment l'Etat se remboursera.*
- V. Avantages que la France tirera de la colonisation militaire. — L'effectif de l'armée pourra être réduit. — Les camps agricoles seront le meilleur instrument de défense contre les Arabes. — L'Etat aura établi en Algérie un solide contingent de colons.*

I

En gouverneur soucieux de la prospérité de son fief, Bugeaud a secondé par tous les moyens les essais de colonisation : son armée a été presque domestiquée pour servir la colonisation civile. Cette dernière pourra-t-elle seule résoudre le problème ? Bugeaud ne le pense pas, et si l'on se place en 1841, si l'on examine le pays, les habitants, les mœurs, les difficultés qu'il faut vaincre, les travaux à accomplir, on ne peut en somme qu'adhérer à son opinion. Restait donc une seule solution : faire par l'armée et pour l'armée, de la colonisation proprement dite. L'idée première est celle-ci : il faut, pour la sécurité, des établissements forts, en des points immuables : ce seront des villages défensifs aux points stratégiques importants. La fixité, en un point donné, d'une unité militaire amène, par la nécessité de faire vivre ses hommes dans un pays presque neuf, à concevoir cette unité vivant par et pour elle-même, consommant et produisant par ses propres forces, ce qui se réalisera sous le triple rapport de l'agriculture, de l'industrie et du commerce : en somme réduction à de proportions minimales de ce qui constitue tout agrégat civilisé.

Cette sorte de colonisation régimentaire est une application exacte de ce que l'on entendra plus tard par « colonisation officielle ». Et si l'on recherche le

terme qui caractérise éminemment le projet de Bugeaud, c'est ce terme d'*officiel* — officiel par l'armée — que l'on est contraint d'adopter. Bugeaud en exprime sinon le mot, du moins le sens, lorsqu'il dit : « Il n'y a que le gouvernement qui puisse faire cette colonisation solide, large et rapide, parce que lui seul peut obtenir des Chambres des capitaux dont il n'a à demander le remboursement, ni l'intérêt et qu'il a dans les bras nombreux et puissants de son armée, dans son administration civile, des ressources que ne peuvent avoir les sociétés de capitalistes les plus puissantes ». Ainsi s'adressait Bugeaud au Ministre de l'Instruction publique de Salvandy, pendant son voyage en Algérie (1). Notons en passant : ce banquet était offert au ministre par la population *civile*.

Que vaut ce principe de l'armée colonisatrice ? nous verrons ultérieurement ce qu'on a dit contre lui. Mais cette cause est encore actuelle, dans notre politique coloniale moderne ; tout au moins, il est instructif d'en rapprocher les lignes suivantes écrites, pour une autre contrée, le Soudan, par M. H. Lorin dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 1^{er} avril 1900 : « Dans ces pays neufs le rôle de l'armée n'est pas achevé lorsque finit la conquête, car les progrès que nous apportons ne sont pas ceux dont l'évidente utilité s'impose du premier coup à des races inférieures. »

Examiner dans son essence la question de la colonisation militaire, n'est pas une question de telle ou

1. *Mon. alg.*, 21 juillet 1846.

telle époque ; l'essai de Bugeaud que nous tentons de présenter historiquement, vaut, pour ainsi dire, doctrinalement. Après tout, c'est peut-être le propre de l'histoire.

Il est possible de trouver dans le passé des projets — et des réalisations de colonisation militaire. Comme il n'y a là, selon nous, avec la méthode de Bugeaud que des analogies, et non des sources d'inspiration, nous les mentionnerons succinctement.

Sans doute on pourrait glaner dans l'histoire grecque et romaine ; mais trop différent du caractère des armées modernes était celui de ces armées.

En France, Vauban conçut le projet d'envoyer au Canada un certain nombre de bataillons pour faire de la colonisation. Ces hommes devaient commencer par cultiver la terre en commun, puis peu à peu en arriver à la propriété individuelle et à la perte du caractère militaire. Ce plan ne reçut pas la moindre application.

Napoléon organisa dans le duché de Juliers et près d'Alexandrie, en Piémont, des colonies de vétérans français. Une loi du 21 avril 1903 (1^{er} Floréal an XI) affecte à l'institution dix millions de biens nationaux.

Les vétérans furent mis en possession des terres, se soumirent aux charges imposées. Les concessions étaient surtout une sorte de supplément à la retraite, la colonie semble avoir été prospère jusqu'à la chute de l'empire, qui entraîna avec lui cette modeste tentative de colonisation par l'armée.

Deux exemples pris à l'étranger apparaissent de temps à autre sous la plume des publicistes (1) du règne de Louis-Philippe : colonies autrichiennes et russes. Les provinces orientales de la monarchie autrichienne, la Croatie principalement, étaient au xviii^e siècle constamment envahies et ravagées par les Turcs. Le prince Eugène ne vit qu'un moyen d'arrêter le flot : opposer une population fixe, militairement organisée ; l'idée était du roi hongrois Sigismond. Cette institution donna quelques résultats, une certaine superficie fut cultivée par ces défenseurs pendant les temps de paix. Mais on ne peut en somme en tirer aucun enseignement (2).

Des résultats plus positifs se manifestent dans la tentative faite par la Russie au début du ix^e siècle. L'objet était d'entretenir une vaste pépinière de soldats sur les lieux où la sûreté et l'intérêt de l'empire appelaient les armées, et dans ces régions il fallait peupler, cultiver, travailler, civiliser, en un mot coloniser. L'entreprise fut assez heureuse (3). Mais selon de Tocqueville elle présente avec la question algérienne les différences suivantes :

1. De Tocqueville, Eugène Buret, Moll, Ferdinand Durand, etc.

2. Voir sur cette question le premier volume des voyages du maréchal duc de Raguse, de même Hietzingen. *Satistik der militärgrenzen des Osterreichsen Kaisersthums*. Vienne, 1827.

3. Voir le volume du duc de Raguse précité et J. G. Kohl. *Reisen in Süd Russland*. Dresden, Leipzig, 1841.

1° En Russie on voulait une société pour toujours militaire.

2° Une certaine population était déjà installée sur le sol, on y a seulement cantonné au milieu d'elle un élément militaire.

3° Les habitants vivaient antérieurement sous l'état de servage (1).

Malgré les points de ressemblance que présentent avec le projet Bugeaud ces diverses entreprises, on n'avait guère le droit de s'en prévaloir pour prôner la colonisation militaire algérienne. Et dans le rapport fait à la Chambre des Pairs sur le budget de 1847, le comte Beugnot le remarque avec beaucoup de bon sens : « Le calme semble rétabli en ce moment au sein de nos possessions d'Afrique, et nous allons probablement voir naître de tous côtés des systèmes nouveaux de pacification et de colonisation. La prudence commande de ne se diriger qu'à l'aide de lumières acquises par l'expérience des quinze dernières années, et de ne pas soumettre l'avenir de notre conquête à des théories qui n'ont reçu nulle part d'application ou qui n'ont été mises en pratique que dans des circonstances totalement différentes (2). »

Il est un point important sur lequel le projet Bugeaud se différencie des exemples ci-dessus. La colonisation en Algérie ne sera militaire que transitoirement. D'abord lorsque la colonisation aura reçu une poussée

1. Tocqueville, t. VIII, p. 496.

2. p. 17.

suffisante, et que le pays sera productif, il est bien évident que les villages militaires n'auront guère plus de raisons d'être. Mais il y a plus, les colonies militaires elles-mêmes deviendront assez tôt civiles ; les échanges et transactions de toutes sortes, les mariages, les enfants, les successions sont autant de facteurs qui mèneront à des institutions civiles, car ils formeront une masse d'intérêts suffisamment forts pour rejeter l'armature militaire qui les soutenait, et la colonisation devenue civile s'échappera ainsi de sa tutelle (1).

Il n'est pas juste de dire que Bugeaud a eu en perspective une œuvre purement militaire (2). Le *Siècle*, qui l'a cependant ardemment combattu reconnaît le caractère transitoire, il va même jusqu'à dire : « Il nous a semblé que le général Bugeaud mettait son ambition à préparer les voies à l'établissement d'un gouvernement civil. Si telle est sa pensée nous l'en louons aussi volontiers que s'il n'avait jamais été et ne devait pas être encore notre adversaire politique (3). »

En principe la colonisation militaire devait vivre dans les meilleurs termes avec la colonisation civile. « Elles s'appuient l'une contre l'autre et se fortifient (4), » dit Bugeaud. Leurs œuvres se complètent ; les centres civils se développeront sous la protection

1. V. Christian, p. 57.

2. Wahl. *L'Algérie*, 1882, p. 267.

3. 28 septembre 1842.

4. *Monit. algér.* 24 octobre 1843.

de la ligne de défense constituée par les centres militaires. Il arrivera même, et cela se fit en fait dans les centres civils de Drariah, Graecia, Achour, Baba-Has-san qu'un bataillon d'infanterie viendra « donner un coup de main » aux frères civils ; ou bien le gouverneur prêtera des soldats au directeur de l'Intérieur qui les salarie, et c'est une grande économie pour lui, ils lui coûtent 0 fr. 50 par jour, au lieu de 2 francs, 2 fr. 50 ou 3 francs pour les ouvriers civils (1). Si l'armée est un auxiliaire puissant pour la colonisation civile, cette dernière ne restera pas son obligée : « Il ne faut pas perdre de vue, dit Gustave de Beaumont (2), le véritable objet de la colonisation, qui est de créer en Afrique et d'abord à l'entour d'Alger, une population agricole qui soit pour l'armée un point d'appui en temps de paix comme en temps de guerre. » Mais si ces deux modes de colonisation doivent se rapprocher, cela tient à leur nature propre et à leur développement intrinsèque, plus qu'aux desiderata des colonisateurs.

La colonisation militaire ne sera que transitoire, elle tend vers une société civile. En sens inverse tout centre de colonisation civile tend à cette époque par la force des choses à se militariser (3). De même que les colons militaires, par suite de leurs cultures, leur commerce, leurs unions auront besoin d'administrateurs et de magistrats, de même tout village civil aura besoin d'un

1. V. *Siècle*, 8 janvier 1843.

2. *Commission de colonisation de l'Algérie*, rapport 1843, p. 7.

3. V. Bugeaud. *L'Algérie*, p. 31.

groupe d'hommes organisés en défenseurs. La cause en est dans la sécurité, toujours problématique, qui règne dans nos possessions d'Afrique. « Le colon d'Afrique, écrit un voyageur, devrait être comme le paysan corse ; il faudrait que son fusil devint son compagnon inséparable, qu'il s'habituaît à labourer, cultiver, moissonner avec le fusil en bandoulière (1). » Le Maréchal Randon rapporte dans ses Mémoires cette phrase de Bugeaud : « Envoyez un civil pour administrer la colonie et je ne lui donne pas quinze jours pour qu'il pendre un sabre à son côté, mette un chapeau à trois cornes sur sa tête, et se promène à chevauchée dans la plaine. » Ce qu'il y a de curieux, c'est que l'on convient de part et d'autre, que les colons destinés à se trouver en face d'une population guerrière plus ou moins hostile, devront être armés jusqu'aux dents, et que dans les villages dits civils existant déjà dans le Sahel, on a eu bien soin et avec raison, d'organiser la population en milices, de sorte que cette discussion se rapproche assez d'une dispute de mots.

Nous pouvons conclure que ce que l'on craignait surtout dans la colonisation militaire, c'était le mot : la chose étant reconnue presque inévitable à l'époque.

Lorsqu'on parle de la colonisation militaire en

1. Moll. *Colonisation et agriculture de l'Algérie*, t. I, p. 272.

2. Pellissier. *Quelques mots sur la colonisation militaire en Algérie*, p. 9.

Algérie, le nom de Bugeaud vient immédiatement à l'esprit. Mais il n'en fut pas le promoteur.

Le maréchal Clauzel, le premier, avait donné des espérances à la colonisation, mais ce resta tout à fait confus et l'on ne sait guère le caractère de ses projets. Ce fut le maréchal Valée qui posa d'une façon très ferme le problème de la colonisation militaire. Un arrêté, pris par lui le 1^{er} octobre 1840 est très clair sur ce point. Nous en reproduisons les dispositions essentielles :

Art. 2. — Il sera formé à Coléah une colonie militaire de trois cents soldats. Chaque soldat, recevra dans la ville de Coléah, une maison ou un emplacement destiné à recevoir des constructions. Il lui sera en outre accordé, sur le territoire environnant, une concession en terres qui pourra avoir jusqu'à dix hectares...

Les soldats qui ont atteint ou qui auront atteint avant le 1^{er} janvier 1842, le terme de leur service, seront susceptibles d'être admis dans la colonie de Coléah.

Les soldats qui demanderont à être placés comme colons à Coléah devront s'engager à rester dans la colonie pendant une année, à dater de l'expiration de la durée de service. Ils deviendront propriétaires des terres et des maisons qui leur auront été concédées, à la fin de la troisième année de séjour à Coléah.

... Ils seront soumis à la discipline militaire et placés sous l'autorité du commandant de la place.

Art. 4. — La colonie de Coléah sera placée dans

le ressort de la juridiction des conseils de guerre.

Art. 6. — Les Européens non militaires qui demanderont à s'établir à Coléah en déclarant se soumettre aux règles prescrites par le présent arrêt, pourront obtenir des concessions, aux charges et conditions indiquées par les articles précédents.

Il y a dans cet arrêté de nombreux points que Bugeaud reprendra. Mais voici la différence essentielle entre les deux gouverneurs. Pour Valée la guerre d'Algérie devait être exclusivement défensive et par ses colonies militaires il visait surtout un but stratégique. Pour Bugeaud au contraire, ce n'est qu'un côté de la question.

Suivant le comte d'Haussonville (1), Bugeaud aurait été fort frappé des avantages du projet Valée, et bien disposé déjà à donner à l'armée un rôle essentiel dans l'œuvre de colonisation, il aurait développé le principe de l'arrêté du 1^{er} octobre 1840.

Un publiciste oppose en ces termes ces deux projets (et c'est une opinion assez généralement admise) :

« Deux systèmes de colonisation ont été tentés en Algérie, deux surtout ont été mis en pratique : celui de la paix et celui de la guerre. Le maréchal Valée a donné son nom et son appui au premier ; le général Bugeaud se dévoue au triomphe du second. »

Il est curieux de noter que le vicomte Schramm, qui exerçait l'intérim du gouvernement avant l'arrivée

1. *La colonisation officielle en Algérie*, 1883, p. 22.

de Bugeaud, prend lui aussi quelques mesures se rapprochant de la colonisation militaire.

Tel est l'arrêté du 3 février 1841 (Bugeaud n'avait pas encore débarqué en Afrique).

Art. 1^{er}. — Des terrains situés à proximité des camps permanents seront remis aux corps de troupes qui y sont casernés et devront être cultivés au profit de la masse et de l'ordinaire.

Art. 2. — La superficie sera de 2 hectares 500 ares par bataillons.

Somme toute, si les gouverneurs avaient pris avant Bugeaud quelques arrêtés en faveur de la colonisation militaire, on peut dire que pratiquement celle-ci n'existait pas.

Louis Veuillot écrit dans son livre *La guerre et l'homme de guerre* (1) : « J'ai vu l'Algérie à une époque où le grand résultat, aujourd'hui visible, était encore douteux, en 1841. Le maréchal Bugeaud venait d'être nommé gouverneur. J'ai été son hôte, presque son secrétaire, durant les six premiers mois de son administration. Point de colonisation. Nous possédions çà et là sur le littoral, ou à peu de distance dans l'intérieur, quelques villes ou plutôt quelques murailles ; mais nous y étions prisonniers. »

La question de la colonisation militaire ne sera posée qu'avec Bugeaud.

1. Ch. XXI, p. 291.

II

Et d'abord dans quelle partie de l'Algérie établir des colonies militaires ?

Des centres civils existent, plus ou moins prospères ; il s'agira de délimiter la zone qui leur sera réservée. La solution en est simple. La colonisation civile dès le début, et plus vite que la colonisation militaire, vit de commerce et d'industrie. Les échanges seront plus faciles dans les régions plus sûres, les importations et exportations exigent le voisinage des ports. Bugeaud abandonne donc à la colonisation civile « une bande de douze lieues de largeur et de deux cent quarante lieues de longueur, le long de la côte (1). » Au delà de cette zone l'établissement de centres civils ne sera qu'exceptionnel.

La colonie militaire commence où la colonie civile finit : les centres militaires, en règle générale, seront situés au sud de la zone civile, là où la sécurité n'est pas encore assurée.

Sur quels terrains peut-on établir des centres de colonisation ? Suivant un écrivain militaire, très écouté (2), la partie du sol dont la France doit se regarder comme légitime propriétaire se compose :

1° Des terres appartenant à l'ancien gouvernement ;

1. Bugeaud. *De la colonis. en Alg.*, p. 14.

2. Oudinot, dans le *Spectateur militaire*, 1844, p. 383.

2° Des terres tombées en friche par suite de l'état de guerre et d'anarchie ;

3° Des domaines que la population indigène ne suffit pas à cultiver (ce serait la 1/10 de la superficie).

Si l'on considère la pratique algérienne, on voit de plus que des distributions de terres sont faites, provenant des territoires occupés par des tribus passées à l'ennemi. Tel, par exemple, l'arrêté du 10 janvier 1842 pour les tribus de Béni-Arbsa et de Dranjah (1).

Bugeaud s'est naturellement préoccupé de la question. En principe on prendra les terres du Domaine ; si pour une cause ou pour une autre il y a impossibilité, on aura recours à l'expropriation. On paiera les terres aux tribus propriétaires ; elles ne sont pas chères... « une terre, écrit-il (2), qui pouvait rapporter 100 francs, était payée 300 francs. Quant aux tribus qui ne possèdent pas avec titres, mais qui ont la longue jouissance, on peut se dispenser de payer le terrain qu'on leur supprimera, à condition toutefois :

1° De ne leur prendre que le quart ou même le cinquième de leurs terres ;

2° De leur diviser le reste conformément à l'importance et à la fortune de chaque famille et de la rendre propriétaire incommutable.

3° D'exécuter sur leur territoire des travaux d'utilité générale qui compenseront, en partie du moins, l'espace qu'on leur aura pris. »

1. *Mon. alg.*, 18 janvier.

2. *Quelques réflexions*, p. 48.

Cette solution n'a rien de très juridique. C'est un peu une solution de conquérant. Toutefois elle contient, en partie, le souci du respect de la propriété indigène.

Cette question des terres disponibles était urgente : « Quand le gouvernement, dit-il, saura ce dont il peut disposer, il pourra donner des terres en récompense aux officiers, sous-officiers et soldats qui ont longtemps et bien servi en Afrique. Le reste serait vendu et concédé à des colons utiles, au lieu de devenir la proie de quelques brocanteurs qui ne versaient jamais une goutte de sang pour fertiliser ce qu'ils ont envahi (1) ».

C'est bien là l'épouvantail de Bugeaud, l'accaparement des terres par les indignes ; c'est le paysan de la Dordogne qui a écrit ces lignes.

Les emplacements des villages furent-ils toujours judicieusement choisis ? On peut en douter. Bugeaud fut accusé d'avoir suivi plutôt dans ce choix « les lois de la stratégie que celles de l'économie agricole (2) ».

Un arrêté du 2 avril 1846 fixe la procédure à suivre.

Art. 1^{er}. — A l'avenir tout projet d'établissement d'un nouveau centre de population devra être précédé de l'avis d'une commission spéciale, déterminant dans le territoire qui lui aura été désigné le lieu le plus

1. *Mémoire sur notre établissement*, p. 20.

2. Henry Didier, représentant du peuple. *Du gouvernement de l'Algérie*, 1851, p. 13.

favorable à l'assiette du village aux divers points de vue :

- 1^o De la sécurité et de l'influence politique ;
- 2^o De la salubrité ;
- 3^o De la propriété ;
- 4^o Des communications ;
- 5^o Des eaux ;
- 6^o Du commerce ;
- 7^o De la dépense.

L'assiette du village étant choisie, la commission procède au tracé : elle fait le plan du village : enceinte, rues, édifices publics, fontaines, abreuvoir, lavoir, etc.

Si le centre est un chef-lieu de commune, il y aura lieu de déterminer l'emplacement de l'église, du presbytère, de la maison d'école.

Si le centre est un chef-lieu de canton, il aura en plus une caserne de gendarmerie.

Les terres seront cadastrées, puis distribuées en lots de famille. Chaque lot comprend trois zones : 1^o les jardins ; 2^o les terres arables ; 3^o les pâtis ou broussailles.

Inutile de dire que le plan de tels villages présente une véritable figure géométrique régulière. Les rues perpendiculaires les unes aux autres ; les maisons distribuées symétriquement. On peut s'en rendre compte en consultant un projet d'un village définitif mis en annexe de l'ouvrage de Bugeaud : *Mémoire sur notre établissement dans la province d'Oran*.

Le plan terminé, quel système employer pour la

construction ? Suivant Bugeaud on se trouve en présence de trois procédés possibles (1) :

1^o L'entreprise avec devis et cahiers des charges bien rédigés à la suite d'une adjudication.

2^o Construction par les agents de l'administration, c'est-à-dire la régie.

3^o Enfin la construction par l'armée.

Suivant Bugeaud, c'est ce dernier système qui est le plus économique et le plus rapide, quoique l'armée soit obligée de temps à autre d'interrompre ses travaux.

Il faudra s'adjoindre seulement quelques ouvriers civils pour les ouvrages spéciaux, puisque tout contingent renferme à peu près tous les corps de métier.

On devra compter un an ou deux pour terminer la construction d'un village. Pendant ce temps, le maréchal s'occupera du recrutement des colons, de la question des familles, etc.

Quant à l'effectif d'une colonie, Bugeaud ne semble pas avoir une idée très arrêtée. Dans son *Mémoire* de 1838, il parle d'un bataillon de 600 à 1.000 hommes (2), et ce bataillon sera (comme en temps d'activité) réparti en quatre compagnies. Les cadres ne changent donc pas. Un peu plus tard Bugeaud réduit l'effectif à 50 à 60 feux par village (3).

En somme pas d'effectif fixe ; cela dépendra de la

1. *De la colonisation de l'Algérie*, p. 31.

2. Page 38.

3. *Moniteur algérien*, 25 septembre 1842.

réussite du recrutement, et des circonstances locales.

Ces différents bataillons, établis en colonies militaires, font partie d'une *légion* ; sur l'effectif de ces légions Bugeaud est plus précis. D'après son projet d'ordonnance adressé au gouvernement et aux Chambres en 1838, chaque légion comprend :

- 1° Huit bataillons de 900 hommes ;
- 2° Un bataillon d'ouvriers de 600 hommes ;
- 3° Huit escadrons de chasseurs, de 150 hommes ;
- 4° Une batterie d'artillerie ;
- 5° Une compagnie de 200 sapeurs du génie ;
- 6° Une compagnie de 120 ouvriers d'administration (1).

La composition d'une légion est telle qu'elle peut servir à la fois à la guerre et à la colonisation.

III

Les villages étant occupés par des bataillons, et plusieurs bataillons formant une légion, les cadres militaires serviront de cadres de colonisation ; cependant auprès de chaque commandant de légion, colonel ou général, se trouve un conseil d'administration.

Dans la période de début, les officiers rempliront le rôle d'administrateurs et de juges (2). Mais pour le développement de la population et de la prospérité

1. *De l'établissement de légions*, p. 41.

2. Bugeaud. *De la colon. en Alg.*, p. 56.

commerciale et agricole, la complexité de l'administration et de la justice exigera des spécialistes, et les officiers laisseront ces charges à des civils ; il y aura alors connexes deux pouvoirs ; à côté du juge de paix et du tribunal on verra les officiers et les comités militaires diriger tout ce qui touche à l'armée.

Tout cela, à dire vrai, est bien imprécis. On conçoit malaisément ces deux pouvoirs, civils et militaires, rivaux forcément ; nous n'en voyons pas la séparation.

D'ailleurs pour tout ce qui concerne l'organisation intérieure et le fonctionnement des colonies militaires, il y a des lacunes considérables. La *Revue Nouvelle*, inspirée de Guizot, disait avec un peu de raison : « Rien n'est indiqué sur les attributions des chefs, leurs relations avec l'autorité centrale d'Alger, l'emploi des fonds et la comptabilité, l'ordre des travaux, les mesures à prendre lors de la transition du régime militaire au régime civil pour la délivrance des lots, sur les droits que l'on peut avoir à ces lots selon le mérite des travaux exécutés, etc. (1). »

Si les questions de gestion manquent de précision dans les brochures de Bugeaud, la situation des colons en revanche y est très claire. L'homme est immatriculé colon, comme il l'était soldat. Même marié ou père de famille il ne quitte pas son unité ; on lui permet toutefois de loger dans une habitation particulière avec sa femme et ses enfants. Les

1. *Revue Nouvelle*, t. VIII, 1846, p. 591.

instruments de labourage remplacent le plus souvent le fusil ; comme lui ils sont fournis par l'administration militaire. Chaque homme est requis de prêter la main aux travaux publics, de même que dans les villes de garnison il était envoyé à l'exercice ; il pioche, ou bêche sous la surveillance de ses gradés naturels. Ses parents qui vivent avec lui ne sont pas requis comme lui, mais ils lui sont solidaires dans la discipline et l'obéissance. Il y a plus : les colons devront exécuter des travaux de construction pour le compte des camarades qui auront reçu un congé pour aller chercher femme en France. Ceux-ci reviennent-ils sans avoir trouvé compagne à leur choix ? ils sont alors associés pour la culture par arrêté du gouverneur avec un camarade à leur choix réciproque et sympathique.

Dans le cas de décès, que deviendront la veuve et les orphelins ? Encore un point laissé dans l'ombre. En un mot c'est la discipline militaire appliquée intégralement dans le domaine de la colonisation.

Par contrepartie, si les colons sont maintenus dans la discipline militaire, ils reçoivent de l'Etat de nombreux avantages.

L'action de l'Etat se fera sentir d'une façon plus active dans les premières années, la période d'installation, de mise en train. L'Etat est alors un véritable tuteur : les colonies placées au loin dans l'intérieur seraient en effet incapables de se suffire à elles-mêmes. Dans ces régions chaudes d'Algérie, il ne faudrait pas songer à trouver sur place la pierre et les

bois de construction nécessaires aux premières édifications. On les fera venir de la côte. Il faudra donc des détachements spéciaux pour escorter ces convois jusque sur les lieux de colonisation. Le génie fournira ces moyens de transport.

Les deux premières années, l'Etat, représenté ici par l'administration militaire de l'Algérie, fournira tout ce qui sera nécessaire à la vie de la colonie, jusqu'aux vivres. Bugeaud estime que la deuxième année révolue, la colonie pourra se suffire à elle-même.

L'Etat traitera sur le pied d'égalité ses colons algériens et ses soldats en activité de service : autrement dit les colons profiteront des soldes, allocations, prestations comme les corps ordinaires d'Afrique. De même pour l'armement, l'équipement, le harnachement.

A la colonie prise en bloc l'Etat concède (1) :

1^o Les terrains suffisants pour les cultures et la nourriture de 2 à 3.000 bêtes bovines, et 6 à 800 juments.

2^o Une valeur de 100.000 francs en bois de construction, fers, tuiles, ardoises. Cette livraison est faite par un officier du génie.

Nous verrons plus loin que ces concessions de terres devaient être faites parfois à la colonie en état d'indivision, comme cela eut lieu à Béni-Méred, où l'on

1. *Mém. sur notre établ.*, p. 39.

se trouve en présence d'un communisme de terres imposé (1).

Mais le plus souvent on devait avoir recours aux concessions individuelles. Chaque colon recevait :

1 ^o	Une maison de 4 pièces évaluée.	4.000 francs.
2 ^o	4 hectares défrichés (sur 12).	. . 1.600 »
3 ^o	300 pieds d'arbres plantés	. . 450 »
	Soit.	. . . 6 050 francs (2).

En plus :

1^o Des outils aratoires et instruments de labourage, fabriqués par le génie militaire.

2^o Des semences.

3^o Des têtes de bétails : deux ou trois vaches par homme et quelques moutons.

4^o Des vivres de campagne (pendant une durée de trois ans).

5^o Des tentes bédouines perfectionnées en attendant l'achèvement des maisons.

Lorsque cela sera possible, on prendra ces prestations sur le produit des razzias opérées par l'armée (3).

Telles étaient les premières dispositions pour former ces avant-postes de colonisation.

L'état des officiers se présentera comme suit :

Les officiers en activité s'occuperont de la colonie comme d'un service commandé. Bugeaud prévoit des règles d'avancement spéciales, suivant lesquelles les

1. V. *infra*, chap. VI.

2. *Monit. alg.*, 25 mai 1843.

3. Christian, p. 114.

officiers seront appréciés comme colonisateurs, et à la suite de concours entre officiers de plusieurs légions.

Puis on cherchera à attirer des officiers admis à la retraite, ceux qui pour causes diverses ne peuvent plus faire partie du service actif, mais pourront encore rendre des services dans l'œuvre de colonisation.

Des concessions de terres leur seront faites, avec progression suivant le grade, la concession faite à un simple soldat étant prise comme unité, les gradés reçoivent :

Sergent et sergent-major : une part et demie.

Lieutenant et capitaine : deux parts.

Chef de bataillon : trois parts.

Lieutenant-colonel et colonel : quatre parts (1).

Par ces concessions Bugeaud espère stimuler le zèle des chefs. La *Démocratie pacifique* (2), qui s'occupe avec soin des projets du maréchal, demande que pour l'œuvre de colonisation on déroge aux règles ordinaires de l'ancienneté de façon à introduire des éléments jeunes dans ces cadres.

Les officiers ont-ils montré pour cette œuvre le même dévouement que le gouverneur ? Cela est assez difficile à dire. Un publiciste (3) l'assure : « J'ai vu à côté de lui (Bugeaud) de jeunes généraux, ses glorieux

1. V. *Mémoire sur notre établissement*, p. 38 et *De la col. en Algérie*, p. 64, projet, art. 3.

2. 21 mars 1847.

3. Henry Didier, représentant du peuple. *Du gouvernement de l'Algérie*, 1851, p. 12.

lieutenants, l'honneur et l'espérance de l'armée, s'associer à ce sentiment avec le zèle et l'ardeur du plus pur patriotisme... Tout ce que peuvent donner les services militaires, ils l'avaient obtenu ; ce qu'ils devaient ambitionner, et ce qu'ils ambitionnaient certainement par dessus tout, c'était de se créer des titres nouveaux à la reconnaissance publique en se vouant à la colonisation et en y aidant de leur mieux. »

Par ailleurs on s'élève avec un semblant de raison, contre cette partie du système qui intéresse l'officier pour une part considérable dans l'exploitation agricole, car l'officier, dit-on, aura une tendance naturelle à faire cultiver sa terre de préférence à celle du soldat : on place l'officier entre son intérêt et son devoir (1).

Mais l'objection la plus forte est autre part : lorsque la colonie militaire, après quelques années, sera devenue centre civil, lorsque les colons propriétaires définitifs pourront vendre ou aliéner leurs petits domaines, lorsque cette agglomération vivra sous la loi civile française, que deviendront les cadres ? La discipline militaire, se concevra de moins en moins ; à cette époque on peut espérer que la sécurité sera de plus en plus assurée, et que rares seront les cas où les colons devront prendre les armes et se reformer en unité de défense. Les chefs seront redevenus des colons ordinaires, privilégiés sans doute par les concessions plus

1. V. *Revue Nouvelle*, t. VIII, p. 590 et Legoyt. *De la colonisation civile et militaire de l'Algérie*, p. 40.

grandes reçues au début, et ce privilège même se retournera peut-être alors contre eux.

IV

Sur le problème financier, le plus discuté, Bugeaud s'est assez appesanti.

Quant à la nature des dépenses pour une colonie militaire, Bugeaud distingue : en dépenses militaires et en dépenses civiles.

Les dépenses militaires seront celles :

- 1^o De première formation ;
- 2^o De soldes ;
- 3^o De subsistance et d'entretien (hommes et chevaux) ;
- 4^o De frais de route ;
- 5^o De supplément de traitement pour l'officier commandant.

Les dépenses civiles consisteront :

- 1^o En constructions d'habitation, et en attendant en tentes ;
- 2^o En fournitures de semences, bétails, outils ;
- 3^o En quelques frais d'administration intérieure (1).

Quant au montant des dépenses, Bugeaud donne l'évaluation suivante (pour un bataillon de 600 hommes) :

1 *De l'établissement de légions*, p. 31 et 33.

	francs
1 ^o Construction du village	100.000
2 ^o Armements, munitions, soldes. .	1.000.000
3 ^o 1200 vaches à 40 francs	48.000
4 ^o 128 bœufs de labour	8.960
5 ^o 64 charrues	640
6 ^o 140 brebis à 4 francs	9.600
7 ^o 64 juments. à 200 francs	12.800
8 ^o 128 tentes à 100 francs	12.800
9 ^o Dépenses imprévues	50.000
	1.242.800

Soit environ 2.000 francs par homme et par famille (1).

Ces dépenses semblent-elles excessives ? Songeons, dit Bugeaud (2), aux métayers du Centre et du Midi de la France. Une famille s'installant dans une métairie y trouve une maison d'habitation, une grange, une étable, une charrette, des outils aratoires. En plus le propriétaire fait des avances, et il faut à la famille trois années de dur travail pour arriver à se libérer envers lui. Ce qui est nécessaire en France l'est *a fortiori* dans un pays neuf.

Et puis, pour cette appréciation, il faut regarder ce qui se passe dans la colonisation civile. On donne à une famille d'émigrants un lot à bâtir dans l'enceinte d'un village. Elle est obligée de se construire un abri ;

1. *Mémoire sur notre établissement*, p. 39.

2. *Mon. alg.* 25 septembre 1842.

en attendant l'administration lui fournit une petite baraque en planches. Le chef de famille, son fils ou son frère transportent de la pierre, de la terre, gâchent du mortier pour éviter de payer 2 fr. 50 à 3 francs de manœuvre : mais il n'est pas possible de faire le maçon, le charpentier, le menuisier, et le salaire à donner est de 6 francs par jour. Dans la première année il reste fort peu de temps pour cultiver, semer, défricher. La terre est mal préparée, il y a peu de récoltes : les avances disparaissent ; dans la majorité des cas, les résultats sont nuls.

« Que l'on veuille bien examiner, écrit Bugeaud (1), ce qu'a coûté déjà la colonisation civile qui se fait autour d'Alger ; que l'on fasse entrer en ligne de compte toutes les dépenses directes ou indirectes, l'augmentation des fonctionnaires qu'elle a provoquée et provoquera chaque jour davantage, et l'on arrivera au chiffre d'environ 4.000 francs par famille. Nous ne croyons pas que la colonisation militaire coûte autant. »

L'Etat doit se persuader que ce ne sont là que des avances et qu'un jour il rentrera dans ses débours. D'abord dans chaque colonie militaire 1/6 des terres formera le Domaine. « Il est permis, dit Bugeaud, de penser qu'une fois le village prospère et la colonisation individuelle multipliée à l'entour, les cent hectares réservés pourraient avoir acquis une valeur de 100.000 francs (2). »

1. *Trois questions fondamentales*, p. 49.

2. *De la col. en Alg.*, p. 19.

De plus les concessions qui auraient été données à des titulaires au-dessous de leur tâche, font retour de plein droit à l'Etat.

La colonisation militaire permettra de réduire le contingent militaire. Nous verrons plus loin l'économie qui en résulterait selon Bugeaud. Et surtout ce serait un effort puissant en faveur du développement de la population européenne.

De 1840 à 1844 celle-ci a crû de 25.000 à 75.000 hommes (1). Les mesures de colonisation militaire ne feraient que l'accroître, et par voie de conséquence les revenus de l'Algérie suivraient une ligne parallèle.

Voici, à titre documentaire, suivant le *Journal officiel*, les revenus de l'Algérie de 1840 à 1846 :

	fr.	c.
1840	5.610.707	37
1841	8.859.190	49
1842	11.608.478	40
1843	15.964.425	68
1844	17.695.996	58
1845	20.425.423	30
1846	24.773.635	28

V

« La colonisation militaire, disait Bugeaud, remplira deux grands objets à la fois : Créer dans un

1. Bugeaud. Discours au banquet offert par le commerce de Marseille. *Mon. alg.* 30 septembre 1844.

temps donné la population que vous voulez élever en face de la domination arabe, et immédiatement seconder l'armée, dans son œuvre de conquête et de domination. Elle atteindra un troisième but, celui de permettre successivement la réduction de l'armée (1). »

Et dans un toast au duc d'Aumale il résume ainsi le problème à résoudre : « réduire successivement l'armée sans compromettre la conquête, sans retarder le progrès de son utilisation. »

La réduction est intéressante à nombreux points de vue, sur lesquels point n'est besoin d'insister. Mais il en est un spécial. L'opinion craint que ces gros contingents immobilisés en Afrique ne vinssent à lui faire fort défaut au moment d'une guerre européenne. C'est toute une partie de l'armée nationale inutilisable. Si certains voient dans les guerres d'Afrique un excellent champ d'exercices pour nos troupes, il en est d'autres qui soutiennent que cette sorte de guerre est nuisible aux qualités militaires.

Dupin écrit dans ses *Réflexions sur la situation des affaires publiques à l'époque actuelle* (2) : « Cette guerre d'Afrique peut faire des tirailleurs, des troupes légères ; mais six ans de guerre contre les Arabes sans artillerie qui reculent dès qu'on avance, et qu'on est accoutumé à voir lâcher pied, ne donnent aucune assurance de ce qui arriverait avec des troupes alle-

1. Christian, t. II, p. 50.

2. Mars 1843, p. 10.

mandes ou russes, tenant ferme sous le canon, et rendant coup par coup à ceux qui leur envoient de la mitraille et des boulets. »

L'opinion publique serait rassurée en voyant diminuer notre contingent africain. Bugeaud y concède, il affirme que son système de colonisation militaire permettra de réduire de moitié l'armée d'Afrique (1).

La réduction sera progressive. Elle fait ressortir en même temps l'économie que l'on pourra réaliser sur l'armée. Bugeaud veut 100.000 colons, soit en cinq années 20.000 hommes par an ; à 4.000 francs par colon (et ce chiffre est le double du coût réel) cela donne 400 millions, mais il faut déduire les économies d'entretien de troupes. D'où le tableau :

	Dépenses de colonisation militaire	Economie sur les crédits militaires
1 ^{re} année.	80 millions	8 millions
2 ^e —	80 —	16 —
3 ^e —	80 —	24 —
4 ^e —	80 —	32 —
5 ^e —	80 —	40 —
	400 —	120 —
Report des économies	120	
Soit	280	

Au bout de cinq ans, il n'y aurait plus que 50.000 hommes en Afrique.

La *Revue des Deux-Mondes*, dans son numéro du

1. *De l'Etablissement*, p. 11 et *Monit. alg.* 15 avril 1843.

1^{er} février 1847, donne un tableau différent. Elle part de ce principe que le contingent de 100.000 hommes sera nécessaire encore pendant dix ans.

Voici comment on pourrait le réduire avec la colonisation militaire :

	Armée	Colonisation militaire dépense fixe pendant dix ans	Total chaque année
	— millions	— millions	—
1 ^{re} année. .	100	35	135
2 ^e — .	90	35	125
3 ^e — .	80	35	115
4 ^e — .	70	35	105
5 ^e — .	60	35	95
6 ^e — .	50	35	85
7 ^e — .	40	35	75
8 ^e — .	30	35	65
9 ^e — .	20	35	55
10 ^e — .	20	35	55
	560	350	910

Il y aurait donc en dix ans une économie de 90 millions. L'importance de ces chiffres montre donc que la colonisation de l'Algérie était regardée comme une très grande entreprise, et cela quel que soit le système adopté.

« L'armée, disait Bugeaud, n'est pas moins indispensable pour maintenir et utiliser la conquête qu'elle ne l'a été pour l'obtenir. » Et les colonies militaires seront le meilleur instrument de défense contre les Arabes. Bugeaud mélange ainsi la question de colo-

nisation et celle de la défense, alors que d'autres veulent séparer les questions. « On trouve mêlées sans cesse, dit Gustave de Beaumont (1), dans la brochure de M. le général Bugeaud, deux questions bien distinctes et qu'il importe de séparer : l'une est la guerre, l'autre la colonisation. Les colons sont astreints à un certain nombre d'obligations militaires qui sont la contre-partie des avantages gratuits que l'Etat leur a concédés. Ils constituent des unités de combats mobilisables à la moindre alerte à l'avis du gouverneur. »

Lorsqu'il faudra repousser des assaillants, on mettra les colons à la garde des magasins, des munitions, des hôpitaux, des abris, ce qui rendra disponibles toutes les forces régulières. Puis dans bien des cas, ils renforceront les colonnes agissantes quand elles opéreront dans le voisinage (2).

Et ce seront là d'excellents défenseurs ; les meilleurs certainement, car c'est leurs maisons, leurs terres, leurs familles qu'ils ont à protéger ; et d'autre part, habitués au climat de l'Afrique, il y aura moins de déchets provenant de maladie. Les statistiques ont établi en effet (3) que l'arrivée récente ou le déplacement avec ses conséquences s'exprime par une mortalité incomparablement plus forte en Algérie qu'en France.

1. *Loc. cit.*, p. 8.

2. Christian, p. 51.

3. Martin et Foley, *Histoire statistique*, p. 192.

« Que se serait-il passé en 1870, dit le meilleur biographe de Bugeaud, si au lieu de trouver des villages sans défenseurs, des fermes isolées, l'insurrection kabyle s'était heurtée à des cités florissantes, à des villages militaires tels que les rêvait le maréchal ? (1). »

Le maréchal Randon qui a bien connu le problème africain écrit dans ses *Mémoires* : « De tous les moyens de colonisation, c'était assurément celui qui présentait le plus de sécurité vis-à-vis des Arabes (2) ».

L'avantage le plus certain du projet Bugeaud aurait été d'implanter solidement dans le sol africain un fort contingent français. Et cela importait car la disproportion était grande entre les étrangers et nos nationaux. Au 30 juin 1847 il y avait dans notre colonie 50.520 Français, contre 62.404 étrangers se répartissant comme suit :

Espagnols, 33.222 ; Italiens, 8.115 ; Allemands, 6.040 ; Suisses, 3.237 ; Anglo-Maltaïes, 8.908 ; Anglais, 522 ; Irlandais, 140 ; Anglo-Espagnols (de Gibraltar), 968 ; Portugais, 253 ; Polonais, 394 ; Hollandais et Belges, 386 ; Russes, 77 ; Grecs, 59 ; Autres nations, 83 (3).

Notre infériorité était manifeste.

Et les colons militaires auraient été en somme attachés plus solidement au sol que les colons civils ;

1. Ideville, p. 283, n. 1.

2. T. I, p. 376.

3. Bequet. *L'Algérie en 1848. Tableau géographique et statistique*, p. 58.

enserrés dans les cadres de la colonie, ils réfléchiraient à deux fois avant de quitter cette maison et ce jardin dont on leur faisait présent. De plus les colons enrégimentés se soutenaient les uns les autres, ils n'étaient pas abandonnés seuls dans un pays neuf.

Un auteur, il est vrai, signale la différence entre l'Amérique et l'Algérie à ce point de vue spécial :

« En Afrique, le colon découragé sait qu'en deux jours il peut toucher à la terre française, et il court à bord du premier navire qui met voile sur la France. Cette facilité à quitter de rudes travaux nuira toujours essentiellement à la colonisation libre » (1).

« L'Algérie est trop près du continent européen, écrit un autre ; un artisan, un cultivateur, séduit par les prestiges de l'imagination, vient en Afrique espérant un succès facile. Il y rencontre des difficultés. Il part et de retour dans son pays, il se venge par le dénigrement de l'échec qu'il a éprouvé (2). »

Bugeaud avait été au premier rang pour voir ces découragements et ces renoncements. Il pensait que les colonies militaires épargneraient en grande partie ces défections. Il y avait là une certaine part d'illusion ; quel que soit le système de colonisation, nombreux sont ceux qui songent au retour dans la mère-patrie.

Toutefois Bugeaud était près de la vérité quand il écrivait en 1838 : « Si depuis huit ans vous aviez dépensé en colonisation militaire la moitié de ce que

1. Léon Lafaye. *Question d'Afrique*, p. 78.

2. Henry Cauvain. *De la colonisation de l'Algérie*, p. 26.

vous ont coûté vos troupes en Afrique, vos travaux de fortification, vos expéditions ruineuses et stériles, vous auriez déjà une vaste province à vous et bien à vous (1). »

Pour Bugeaud donc, la colonie militaire enracinera des colons en Afrique. « Elle entrera dans les entrailles du pays (2). »

1. *De l'Etablissement*, p. 9.

2. *Christian*, p. 53.

CHAPITRE V

LES COLONS MILITAIRES

- I. Du Recrutement. — Est-il légal ? — Est-il possible ? — Qualités des soldats laboureurs. — Défaut de ces colons. — Soldats libérés ou en activité de service. — Comment fonctionne le recrutement.*
- II. Les congés de mariage. — Nécessité de coloniser aux moyens de familles. — L'expérience de Toulon. — Objections à cette méthode.*

I

Le recrutement est-il légal ? La question fut vivement discutée ; des articles des lois militaires en vigueur furent invoqués dans les deux sens. En somme il suffit, croyons-nous, de dire : la législation de l'époque n'avait pas prévu la colonisation militaire ; il est vain de presser des textes pour une fin non prévue. Si la colonisation de Bugeaud avait été décidée par les Chambres, il aurait été facile d'ajouter un paragraphe à la loi militaire.

Il était plus opportun de discuter la question : le recrutement est-il possible ? Bugeaud aurait-il pu trouver un nombre d'hommes suffisant, qui consentiraient à coloniser l'Afrique suivant ses méthodes ? c'est presque la base du système, la condition *sine qua non* de sa réalisation.

Pas de difficulté probable quant aux qualités des colons : il y a dans tout régiment les éléments nécessaires à l'établissement d'une colonie agricole. « Sur une unité de 184 hommes, on trouve une moyenne de 80 cultivateurs ou laboureurs (1) ; dans un régiment le germe de toutes les industries existe ; d'immenses sources de richesses s'y trouvent renfermées : il s'agit de les exploiter. »

Mais, dit la *Revue des Deux-Mondes* (2), « les prodiges que le maréchal Bugeaud avait obtenus de ses soldats le conduisirent à une idée fausse dans la forme absolue qu'il lui donna, et fâcheuse par les applications qu'il fut entraîné à faire : cette idée est qu'une armée porte en elle tous les éléments d'une société et qu'elle peut se suffire à elle-même. » Réflexion assez juste, sans doute, mais Bugeaud était un soldat, non un sociologue.

Il estime, naturellement, que le recrutement des colons, sera chose aisée. Il écrit à Adolphe Blanqui, le 23 octobre 1843 : « J'ai presque la certitude qu'avec une bonne loi constitutive de cette colo-

1. Durand, *loc cit.*, p. 301.

2. 1853, p. 452.

nisation, on trouvera aisément douze mille colons militaires chaque année (1). »

Ce qui peut donner naissance à un tel optimisme, c'est qu'il est indéniable qu'un certain nombre de soldats restent ou reviennent en Afrique ; ceux surtout auxquels la mère-patrie n'offre que misère et chiméreuse existence. On peut espérer que le nombre s'accroîtra lorsque l'Etat aura fait certains efforts pour les retenir, et aura fait briller à leurs yeux l'espoir de la propriété ; sans parler d'autres attraits moins positifs, que d'enragés colonisateurs chantent aux colons possibles ; notamment : « la séduction irrésistible qu'exerce le climat de l'Afrique sur ceux qui ont vécu sous ce beau ciel. »

Cependant il est à craindre qu'il sera difficile de retenir des hommes au moment de la libération. On trouve dans un livre écrit par un voyageur, ces lignes significatives : « J'ai été témoin pendant mon séjour à Constantine, du congé donné aux soldats d'infanterie de la classe de 1844, et je puis affirmer que les bateaux à vapeur étaient trop petits et les départs trop peu fréquents au gré de leur empressement à quitter le sol africain. Revenu sur le bateau le *Charlemagne* avec à peu près trois cents de ces congédiés, j'en ai questionné plusieurs sur ce qu'aurait pour eux d'attrayant ce système de colonisation militaire, tous m'ont répondu qu'ils préféreraient travailler

1. Lettre citée par Guizot. *Mémoires*, p. 190.

2. Cauvain, p. 24.

dans leur village que de revenir en Algérie (1). »

Etc. cela est assez vraisemblable, Bugeaud en convient. Aussi il proposera d'établir les hommes dans les colonies une ou deux années avant la date de leur libération. Ainsi à cette époque, ils seront à même de juger exactement ce qu'on leur propose : « Si au lieu d'attendre, pour offrir aux soldats de devenir colons propriétaires l'époque où leur service est accompli, on s'y prenait deux ans ou même un an d'avance, on aurait un bien plus grand nombre d'adhésions. Mais parler à un pauvre diable qui a enfin son congé en poche, et qui est impatient d'échapper aux fatigues, aux corvées de la vie militaire, laquelle est passablement rude ici, lui parler de rentrer dans une compagnie, d'avoir des chefs, c'est s'exposer à un refus presque certain, car il ne pense pas aux avantages que cette nouvelle position peut lui assurer en le rendant propriétaire, en lui assurant du bien-être, etc., il ne voit que la continuation d'un métier qui pèse au plus grand nombre (2). »

Sur ce point on trouve des chiffres statistiques dans un ouvrage intéressant de Genty de Bussy (3), intendant civil. Malheureusement l'ouvrage date de 1835 :

Etat numérique des militaires du corps d'armée d'occupation d'Afrique qui après leur licenciement,

1. A. de Montezon. *La vérité sur l'Algérie*, 1851, p. 39.

2. *Siècle* 10 janvier 1842.

3. *De l'établissement des Français dans la régence d'Alger*. T. II. Pièces justificatives, n. 40, p. 122.

ont demandé à rester dans la régence, depuis l'occupation jusqu'au 1^{er} juillet 1834 :

A Alger	455
A Oran	65
A Bône	<u>11 (1)</u>
Total.	531

Chiffres modestes certes ; mais ils montrent que le libéré demandant à rester en Afrique n'est pas un mythe, comme beaucoup voulaient le faire croire.

Supposons que l'on soit parvenu à retenir en Afrique le contingent nécessaire. Il faut alors se demander : Quelle sera sa valeur colonisatrice ? Question délicate : le combattant de l'Algérie possède-t-il les qualités morales requises pour faire un bon colon ? Les écrivains de l'époque sont pour l'affirmative ou la négative, suivant qu'ils sont des amis ou des ennemis de Bugeaud. Il appert cependant que les soldats ont l'expérience pour eux. L'acclimatement est chose primordiale et qui, mieux que les vétérans d'Afrique seraient acclimatés ? Aussi Bugeaud se défend-il véhémentement sur le point sanitaire : « On dit qu'il y a vingt-cinq mille malades. C'est trois fois au-dessus de la vérité. Où sont les hôpitaux en Algérie, pour recevoir 25.000 malades, lors même que nous les aurions (2) ? »

1. Le petit nombre de Bône s'explique par les épidémies.
2. *Siècle*, 9 janvier 1843.

Notons en passant qu'il fut reconnu, par l'expérience de Fouka, que les hommes de la légion étrangère étaient moins bons colons que ceux des bataillons ordinaires (1).

En contre-partie voici un échantillon pessimiste :
« La plupart d'entre eux n'ont jamais rien connu à la culture et n'ont même aucun état qui puisse être pour la colonisation de quelque utilité (2). En outre, ceux en petit nombre qui ont été cultivateurs avant que d'entrer dans le service militaire, finissent par perdre presque complètement leurs anciennes habitudes ; lorsqu'ils arrivent à l'époque de leur congé, la vie des camps et l'habitude de ne plus manier que leur fusil les ont rendus incapables de reprendre subitement avec quelque succès les travaux nécessaires à une bonne culture des champs. Ainsi lorsqu'ils retournent au foyer domestique ce n'est que bien difficilement qu'ils peuvent reprendre un peu l'habitude de leurs anciens travaux : ils ne sont jamais de bons ouvriers. D'ailleurs ce qu'ils font dans leur pays, avec leurs parents et les membres de la famille, dans les fonds qu'ils ont autrefois cultivés, soyez sûrs qu'ils n'auront jamais le courage, ni même la force de le faire dans une terre étrangère (3). »

Dans son étude de 1838 Bugeaud indiquait quatre catégories où pourrait se faire le recrutement :

1. *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1853, p. 249.

2. Assertion fort contestable.

3. J. B. C. *Colonisation de l'Algérie*, 1848, p. 5.

1° Les soldats de toute arme en activité de service en France et en Afrique ;

2° Les hommes de la réserve ;

3° Les anciens soldats de moins de 45 ans ;

4° Les laboureurs de moins de 35 ans, avec certaines garanties.

Mais il est intéressant de faire voir que sur ce point, Bugeaud a varié d'une façon très sensible. Le sens de cette évolution fut le suivant : jusqu'en 1843 Bugeaud compte beaucoup et presque exclusivement sur la colonisation volontaire, sur l'enrégimentement libre. Puis, une expérience plus grande venue, il déclarera nécessaire l'enrôlement dans ses brigades de colons d'hommes en activité de service.

Cette évolution nous paraît résulter de la collation des textes suivants.

En premier lieu sa fameuse lettre dans le *Siècle* de janvier 1843, à laquelle nous avons déjà fait allusion : « ... Dans l'intérieur il n'y a de bonnes chances que pour la colonisation militaire, et par cela je n'entends pas l'armée, qui n'est pas constituée pour ce but, et de laquelle chaque soldat a le droit de se retirer quand il a fini son temps ; j'entends une constitution à part, pour laquelle on enrôlera volontairement soit des militaires, soit des hommes du civil qui seront attirés dans les légions colonisatrices par des avantages qui leur seront assurés pour fonder leur avenir. Leur organisation sera toute militaire, aussi longtemps que possible, parce qu'il leur faudra pour se soutenir au milieu des Arabes les forces que donnent l'organi-

sation et la discipline. On me fait dire... que les capitaux et les colons ne viennent pas en Afrique et par conséquent il n'y a que l'armée pour coloniser. Si j'avais dit cela, j'aurais commis une erreur. Il vient en Afrique des capitaux..., et quant aux colons il s'en présente beaucoup plus que nous ne pouvons en installer... Ils ont péri de misère et de faim parce que rien n'était préparé pour les recevoir. »

Quatre années plus tard, en 1847, dans le livre : *De la colonisation en Algérie*, l'enthousiasme, ou l'optimisme tout au moins, est beaucoup tombé : « Je préfère, écrit Bugeaud, à des libérables des soldats ayant trois ans de service à faire... Si mes colons étaient libres, dès le début, il faudrait une législation toute spéciale, j'y ai renoncé..., je demande le mieux relatif. » C'est ce qui figure dans le mémoire présenté aux Chambres, suprême effort de Bugeaud.

En dernière analyse, le recrutement se ferait donc de la façon suivante : offrir les avantages qu'édicterait la nouvelle loi, à des hommes ayant encore trois ans au minimum à passer sous les drapeaux, et les organiser en légions de colons. C'est un moyen de transition : pas d'abandon possible, la discipline et le temps à faire sont au service de la colonisation.

Mais il est à présumer que l'on trouvera alors plus de colons militaires qu'on en voudra ; malgré le maintien des cadres c'est une demi-libération offerte.

Et l'espoir du projet c'est qu'au bout des trois, quatre ou cinq années, de colonisation forcée, ces hom-

mes seront assez implantés dans le sol pour y rester bénévolement le reste de leur vie. .

Une remarque : il semble, d'après les faits, que Bugeaud ne voulait pas mélanger les libérables et les non libérables : à Aïn-Fouka, nous le voyons installer un officier, deux sergents, dix caporaux, un tambour, soixante-dix soldats, dont vingt mariés, tous libérables. Béni-Méred, et Maelma, au contraire, ne sont peuplés exclusivement que d'hommes non libérables (1). A 4 kilomètres Est de Mostaganem est fondé en 1846 un village « Les Libérés », ainsi nommé parce que peuplé exclusivement dès sa création par des militaires libérés du service (2).

Mettant de côté toute préoccupation légale, Bugeaud s'occupe de recruter des apprentis colons parmi ses troupes. Dès la première année de son gouvernement il adresse aux chefs de corps une circulaire en ce sens (3) : « Je vous invite à réunir tous vos libérables de cette année, à leur lire ce que j'ai exposé, et à leur demander s'ils veulent jouir des avantages que je leur offre par préférence à tout le monde. »

Le *Moniteur officiel* raconte en détails la tentative de séduction par le gouverneur sur les libérables, au moment où ceux-ci vont quitter le sol africain. Il les réunit sur plusieurs rangs et d'une voix forte, presque

1. Louis Vignon, *loc. cit.*, p. 96.

2. J. Barbier. *Itinéraire historique et descriptif de l'Algérie*, 1855, p. 239.

3. Circulaire du 14 décembre 1841.

une voix de commandement sans doute, il leur dépeint sous de riches couleurs les avantages qui les attendent, s'ils consentent à ne pas embarquer. Puis « des officiers vont passer dans vos rangs pour prendre les noms de ceux qui acceptent ». A ceux qui partent avec promesse de retour il dit : « Amenez avec vous votre père et votre mère, vos frères et vos sœurs, la terre est généreuse, et je vous en marquerai assez pour que la famille puisse vivre largement (1). »

Les résultats de cette offre ? les voici, accompagnés d'un commentaire dans le journal de Bugeaud : « 63 seulement (sur 800) ont demandé à rester, mais presque tous étaient ébranlés et incertains, beaucoup ont dit qu'ils voudraient consulter leurs parents, et que probablement ils reviendraient. Il a paru évident que la plupart seraient restés s'ils avaient eu sous les yeux un premier exemple d'un village peuplé de leurs anciens camarades et prospérant. Cet exemple sera fourni aux libérables de l'année prochaine. »

Les 63 furent dirigés immédiatement sur Coléah. Mais malgré l'exemple que devait avoir les libérables de l'année suivante, Bugeaud procède différemment. Il estime que c'est bien tard, partant bien aléatoire, d'attendre le moment du départ. Et il cherche des colons de bonne volonté parmi ceux qui ont encore du temps à servir. Naturellement les résultats sont meilleurs. Le numéro du *Moniteur algérien* du 15 septem-

bre 1845 porte la statistique suivante pour les quatre années précédentes :

Etat des militaires de la division d'Alger qui se présentent pour la colonisation militaire :

Officiers supérieurs	1
Capitaines	17
Lieutenants	2
Sous-lieutenants	5
Sous-officiers et soldats	3.985
Soit.	<u>4.010</u>

Voici les résultats pour l'année 1846 : sur 7.678 militaires libérables au 31 décembre 1846, 700 dont 250 environ voués à l'agriculture, se sont fixés dans les trois provinces de l'Algérie : « Plusieurs, ajoute le *Moniteur* (1), après avoir remis leurs intérêts à des associés, sont allés en France pour s'y marier. Nous avons connaissance de trois ménages qui sont déjà de retour; d'autres sont prêts à revenir, d'autres enfin partiront après la récolte pour se marier à leur tour. »

Mais que valent en réalité ces vocations pour la colonisation? Beaucoup se montrent sceptiques : « Cet appel a été entendu des soldats, ce qui ne doit pas surprendre, attendu qu'il en est peu qui ne prêtèrent la vie des champs à la vie de garnison, et qui n'aiment beaucoup mieux jouer à l'agriculture jusqu'à l'époque de leur libération que de passer des revues ou de

1. 25 avril 1847.

monter la garde (1). » Il faut faire « la part de la flatterie dans ces signatures données sous les yeux du puissant auteur du projet (2). »

Dans sa brochure de 1847 Bugeaud jette une vue d'ensemble sur ces tentatives de recrutement. Et voici sa conclusion : « La récapitulation de ces états me donne environ neuf mille sous-officiers et soldats, représentant un avoir de près de 4 millions de francs.

« Si de tels résultats ont été obtenus sur une simple question du général en chef, que ne devrait-on pas attendre d'une loi qui donnerait aux colons militaires des garanties au lieu des espérances que je pouvais seulement offrir (3) ? »

II

Malgré le peu d'inclination des Français à quitter le sol natal, ce n'est pas encore dans l'expatriement proprement dit que l'on rencontre le plus de difficultés. L'objectif définitif, et difficile est d'enraciner les colons au sol. Psychologiquement nos sociétés ont pour base la propriété et la famille. Nous avons vu comment Bugeaud avait résolu la première question. Il s'attaque avec vigueur à la seconde ; c'est sur ce seul point que sa tentative est restée populaire de

1. *La Semaine*, 6 décembre 1846. Voir dans le même sens Desjobert, *loc. cit.*, p. 32.

2. *Revue des Deux-Mondes*. Article cité, p. 524, note 1.

3. P. 44.

nos jours, et malheureusement c'est là qu'il trouva la grosse pierre d'achoppement. La satire qui ne perd jamais ses droits trouva là matière à sarcasmes, et si les Chambres ont repoussé dans le projet de Bugeaud l'essai économique, c'est essentiellement l'essai de « mariage aux tambours » que repoussa l'opinion publique.

Et cependant qui pouvait nier avec raison la nécessité de coloniser par familles ? L'œuvre d'un homme, ne vaut guère socialement que si sa perpétuité est assurée par des descendants. Bugeaud, longtemps avant nos techniciens modernes d'économie sociale, avait compris que la famille constitue ce qu'on appellera plus tard la molécule sociale, et il nous semble entendre un disciple de Le Play, lorsqu'on lit ses paroles rapportées par Veillot (1). « Quand verrai-je d'honnêtes villages à la place de ces ignobles amas de guinguettes et de brelans ! Quand pourrai-je remplacer ces cabarets qui tuent nos soldats par de bonnes maisons où les vétérans élèveront leur famille avec le produit de la terre qu'ils auront conquise et cultivée ! »

Les congés de mariage dont nous parlerons plus loin ne sont pas une annexe de son projet de colonisation ; c'est une partie intégrante de son plan.

On voit toujours Bugeaud favoriser le plus possible les tentatives d'établissement de familles sur le sol Algérien. Telle la lettre chaleureuse de 1841 qu'il

1. *Loc. cit.*, p. 302.

dicta au général de Berthois, à l'adresse d'un conseiller général du Bas-Rhin, au sujet d'un projet de colonisation par des familles alsaciennes (1).

En 1843, il pâtre une association qui vient de se former pour le placement de familles de colons, et dont l'objet est de (2) :

- 1° Dresser un registre des familles à placer ;
- 2° Enregistrer les demandes de propriétaires et leurs offres ;
- 3° Mettre en relation les arrivants avec les arrivés.
- 4° Procurer des placements de famille.

Il y a encore un exemple plus typique. L'Abbé J. Bersange, dans son curieux volume sur Dom François Régis (3), rapporte que Bugeaud accueillit les Trappistes par les paroles suivantes : « C'est vous les Trappistes ! Vous savez, ce n'était pas mon avis. Il ne nous faut pas de célibataires pour coloniser l'Algérie, mais je suis soldat, vous m'apportez des lettres du ministre de la Guerre, qui est mon chef : j'obéirai. »

Aussi lorsqu'il s'agira de donner des concessions de terres, Bugeaud donnera la préférence aux hommes mariés, et il propose même d'accorder des indemnités de route aux femmes mariées et à chaque couple d'enfants (4).

Les projets de Bugeaud ne sont pas devenus des

1. V. d'Ideville, p. 262.

2. *Mon. alg.*, 25 juillet 1843.

3. Paris, 1885, p. 119.

4. *Etablissement de légions*. Projet d'ordonnance.

textes de lois, mais sur ce point son idée fut reprise en 1853, au moment où l'on accorda de vastes concessions aux sociétés de colonisation : une condition figurait au cahier des charges, celle d'amener et d'établir des familles propriétaires : et l'on fixait les conditions de cette installation (1). •

Bugeaud allait se trouver en présence de ce problème : le mariage des colons. Il fut le premier et le seul, croyons-nous, parmi les gouverneurs de l'Algérie, à avoir étudié cette question. Et cela parce que, sans doute, il était le plus franc et le plus brutal, le moins politique peut-être. Il ne craignait pas d'éclairer certains points, que d'autres, plus diplomates, laissaient dans l'ombre.

Et cette question mariage est une preuve indéniable que Bugeaud a envisagé la colonisation sous toutes ses faces. Il faut que l'histoire s'en souviennne.

Le régime militaire fut donc, comme le dit Marcellin de Bonnal, « aux prises avec les deux données les plus délicates de l'organisation de l'homme et la société ».

La colonisation par famille constituant un intérêt primordial, « il faut dire à nos soldats.... quand il s'agira de vous marier, le gouvernement y pourvoira ».

Pour les légions de colons qui, suivant les projets de Bugeaud, devaient s'organiser en France, chaque homme ne serait engagé que s'il est marié. Pour

1. V. Javary, *Etude sur le gouvernement militaire de l'Algérie*, 1855, p. 113.

essayer d'éviter tous troubles dans les futures colonies, Bugeaud repousse les célibataires, et de plus il n'y aura pas d'autres femmes dans les légions que celles des légionnaires.

Pour les légions organisées en Afrique, à chaque homme qui en fait la demande est accordé un congé de mariage, une gratuité de transport en France pour aller chercher femme dans la métropole. Quant à ceux qui n'ont pas l'espoir de trouver la compagne attendue dans la mère-patrie, on s'occupera de les marier en Afrique même. On fera venir en Afrique de jeunes orphelines de France recrutées et pourvues d'une petite dot par un comité de dames patronesses. Chaque colon désignera celle qui lui paraîtra devoir être sa compagne.

Si étrange que paraisse être ce projet, on ne doit pas voir dans la conception de Bugeaud, une idée complètement nouvelle. Il faut, selon nous, la rattacher aux pratiques coloniales de l'ancien régime. M. Chailley-Bert dans son étude : *l'Emigration des femmes aux colonies* (1), nous donne sur ce point les renseignements suivants : On « recourait d'abord à de grandes prédications par l'intermédiaire du clergé : tous les dimanches, à la messe du prône, le curé dans sa chaire annonçait qu'à telle époque, dans tel port : Nantes, Rochefort, Bordeaux, aurait lieu un départ de colons.... Les célibataires qui avant de partir voudraient se marier, seraient de par la volonté du roi et

1. Paris, 1897, p. 28.

en vertu d'une abrogation temporaire des lois existantes, dispensés de presque toutes les formalités qui auraient pu retarder le mariage : bans, témoins, consentement des parents. »

D'ailleurs il suffit, et cela sera une preuve littéraire, de citer le nom du célèbre roman de l'abbé Prévost *Histoire de Manon Lescaut* (1).

Mais l'envoi de femmes aux colonies n'est pour Bugeaud qu'un moyen accessoire. Il y songe et le préconise, comme il fait pour toutes méthodes susceptibles de faire passer la mer à quelques individus, quitte à chérir plus particulièrement ses méthodes propres.

Au lieu d'envoyer des femmes en Algérie, il préfère donner un congé de mariage à ses futurs colons, qui iront chercher femme au pays. Bugeaud s'exprime ainsi sur ce point : « La connaissance intime que j'ai faite depuis trente ans avec le peuple de nos campagnes m'a convaincu que quand nos soldats se présenteront dans leur village, ayant à la main l'extrait de la loi ou de l'ordonnance rendue en vertu d'une loi qui leur garantira une propriété de dix hectares, une maison bâtie par leurs camarades aux frais de l'Etat, les outils aratoires les plus essentiels, quelques bestiaux, et des vivres pour eux et leurs femmes jusqu'à ce qu'ils soient en état de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance, ils trouveront à se marier... Les femmes

1. Voir également Pitou. *Voyages, à la Guyane*, 1767.

sont en général aventureuses... elles s'entraîneront les unes les autres (1). »

Et l'importance de ces unions est telle que Bugeaud ajoute : (2) « Si contre mon attente, nos soldats ne se trouvaient pas de femmes, mon système serait sapé par sa base, il faudrait y renoncer. »

Aussi bien, n'est-ce pas sur ce point que Bugeaud rencontra les plus véhémentes critiques. Malheureusement, dans son *Mémoire* sur notre établissement dans la province d'Oran il laisse échapper ces lignes malencontreuses (3) : « La chose difficile c'est de donner des femmes à nos soldats colons. Il me semble que les maisons de repentir pourraient en fournir à ceux qui n'en trouveraient pas dans leur pays, où l'on pourrait les envoyer en congé pour en chercher. Dans les maisons de repentir il y a des femmes qui ne sont pas dégradées. Souvent une seule erreur les y a conduites ; celles-là pourraient encore être de très bonnes mères de famille. Les enfants trouvés pourraient aussi leur en fournir. » Certes l'idée de Bugeaud part d'un bon naturel : le maréchal voulait faire du relèvement social, prévoir les œuvres de libération de notre époque. Mais bien peu de ses contemporains le soutiennent dans cet apostolat. Pour la plupart c'est dans les maisons mal famées que Bugeaud veut aller chercher des compagnes pour ses soldats, et tous les

1. *De la colonisation de l'Algérie*, p. 45.

2. *Id.*, p. 46.

3. P. 41 et 42.

4. V. cependant Eugène Buret. *Question d'Afrique*, p. 266.

moralistes, et ils sont nombreux en politique, d'invoquer l'honneur du drapeau, la dignité de l'armée, etc. Le bon sens est sans aucun doute de leur côté. Les adversaires de Bugeaud s'étaient jetés àprement sur ces lignes. Quelques années plus tard la *Revue des Deux-Mondes* ramenait ce projet étrange à des justes limites lorsqu'elle disait : (1) « On y sentait une idée à peine mûrie, jetée au hasard dans la discussion. » Mais cette idée devint célèbre par toute la France, et Bugeaud fut, pour beaucoup, un entremetteur de l'armée française.

Sur ce point encore Bugeaud ne se contenta pas de rédiger de beaux projets. Dans l'hiver de 1842-1843, une soixantaine de soldats libérés, ayant accompli leur temps dans la légion étrangère, furent installés dans le nouveau village de Fouka. Ils servirent en outre de sujets pour l'expérience des mariages. Bugeaud écrivit à cet effet au général Beurmann, maire de Toulon, pour lui demander « s'il ne serait pas possible de trouver dans la campagne, aux environs de Toulon, un certain nombre de filles qui consentiraient à épouser des colons militaires de Fouka, près de Coléah, et si, ces filles étant trouvées, la ville de Toulon ne consentirait pas à les doter. » La question fut soumise à la délibération du conseil municipal de Toulon, qui vota une somme de 4.000 francs pour doter 20 jeunes filles de la région. Plusieurs personnes notables de la ville s'intéressèrent à ce pro-

1. *Loc. cit.*, p. 520.

jet, et choisirent les personnes à marier. Le général Beurmann écrivit alors à Bugeaud le résultat de ses démarches, et Bugeaud dirigea alors sur Toulon vingt de ses colons de Fouka. Aussitôt leur débarquement ils furent mis en présence des futures et, paraît-il, (chance inespérée!), « ils s'agrèèrent réciproquement ». Lorsque les choix respectifs furent faits, les couples furent conduits, avec le cérémonial d'usage, à la Mairie et à l'Eglise. Peu après les vingt ménages prirent la mer vers l'Algérie.

Ce fut par toute la presse un concert d'indignations et de plaisanteries. En 1847, quelques années après, au moment de la discussion du projet Bugeaud, les feuilles adverses parlent du « scandale de Toulon ». Le *Moniteur de l'Algérie* vexé, répond : « Y a-t-il là quelque chose de scandaleux ? Tout ne s'est-il pas passé au contraire de la manière la plus décente et la plus conforme aux lois et usages ? »

Il serait intéressant de savoir ce qu'ont donné ces vingt mariages de Toulon.

Malheureusement les appréciations des contemporains sont contradictoires. La note officielle algérienne d'abord : « Il est de notoriété publique que les vingt ménages formés à Toulon sont encore à Fouka, qu'aucune femme n'a quitté son mari et qu'il est résulté de ces unions plusieurs enfants dans chaque famille »(1).

Dans un périodique éphémère, la *Revue Sociale*, dont le directeur était Pierre Leroux, on trouve une

1. *Mon. alg.*, 20 mars 1847.

appréciation du résultat de Fouka tout à fait opposée. Voici en effet un passage d'une relation de voyage en Algérie par Pierre Leroux lui-même : « Nous visitons Fouka, colonie militaire, aux maisons de même hauteur, de même largeur, percées d'un nombre égal de fenêtres et disposées sur deux rues en croix : c'est l'uniformité la plus désespérante ! C'est là que nos soldats libérés, dotés d'une concession et d'une orpheline de Toulon, avaient conduit leurs épouses. Hélas, il reste peu de ces unions, formées par le hasard, désunies par le caprice ! Bien des foyers ont été abandonnés par les volages Provençales que l'administration avait accouplées aux soldats laboureurs » (1). Pierre Leroux ajoute en bas de page une note assez intéressante, en réponse sans aucun doute au *Moniteur* du 20 mars, cité plus haut : « Nous devons ajouter que ces faits, racontés sur les lieux en 1845 par des fonctionnaires qui les déploraient comme contrariauts pour le système du maréchal Bugeaud, redits en 1846, même à des députés, ont depuis, été niés. En 1845, il restait, m'a-t-on dit, 61 familles sur 99. Au 31 décembre 1846, la population, y compris celle du petit port et de la briqueterie, s'élève à 195 personnes. »

Somme toute il n'apparaît pas que l'expérience ait bien réussi ; d'ailleurs il ne faut pas oublier que les soldats envoyés à Toulon venaient de la légion étrangère. Sont-ce de bons éléments pour faire souche ?

1. Numéro de juin-juillet 1847, p. 168.

Les écrivains qui ultérieurement ont mentionné la tentative de Toulon, ont bien plutôt signalé son caractère étrange que recherché un enseignement. Ainsi d'Haussonville, en 1883 : « La Ville de Toulon n'avait pas été peu surprise de voir un beau matin une vingtaine de jeunes soldats descendre sur les quais et parcourir ses rues, avec la mission officielle de découvrir et de ramener au plus vite à Alger un nombre égal de jeunes filles se sentant la vocation de contribuer au peuplement de la colonie... Pour peu la note officielle, non contente de rétablir ainsi la vérité des faits, aurait conclu par cette phrase qu'on lit à la fin de la plupart des romans édifiants : Ils furent très heureux et ont eu beaucoup d'enfants (1). »

Que dire enfin de l'inexactitude que l'on relève dans l'enquête algérienne de 1892 de M. Charles Benoist (2) : « Comme il lui fallait peupler le pays d'Européens, il maria ses vétérans. Il fit demander à Marseille (!) des filles de bonne volonté. Une escouade partit. On se vit, on se choisit, chacun revint avec sa chacune. Le maréchal fournit la dot. »

A l'époque où Bugeaud était gouverneur de l'Algérie, personne ne le suivit sur cette question des mariages. On cherchait en vain une approbation parmi les innombrables publications sur la colonisation algérienne. Pour certains, c'est une utopie. Marcellin

1. *La colonisation officielle en Algérie*, 1883, p. 24.

2. P. 41.

de Bonnal (1) signale comme symptôme décourageant qu'à son époque, « malgré la paix, les jeunes gens placés dans les cadres de la réserve ne se marient que difficilement ». Bugeaud lui-même en 1848, rapporte cette parole entendue d'un colon : « Ce sera bien pis quand nous serons mariés, nos femmes s'accorderont bien moins que nous pour le travail et pour tout. Ce sera un enfer (2). »

Mais la plupart des oppositions furent faites au nom de la Morale : « au point de vue de la morale, il (le système) était dangereux, car les mariages contractés par les colons se faisaient en quelque sorte sous l'empire d'une nécessité inexorable. On n'improvise pas en six mois dix mille fiancées pour dix mille hommes, et les choix à faire parmi les jeunes femmes avaient beau rester soumis à l'appréciation personnelle des Conseillers municipaux, la garantie de moralité demeurait encore beaucoup trop douteuse... La famille est chose sainte ; et pour qu'elle prospère sous l'œil de Dieu, il ne faut pas que par la contrainte d'un ordre ou par l'espérance illusoire d'un avenir incertain, l'homme fasse marchandise de ses bras, la femme marchandise de son corps (3). »

Lamartine, combattit le projet en ces termes, dans

1. Algérie. *Examen de la colonisation au point de vue pratique*, p. 10.

2. *Les socialistes et le travail en commun*, p. 23.

3. Fillias. *Etude sur l'Algérie*. Dans le même sens : *Revue des Deux-Mondes*. Article déjà cité, p. 524.

la séance de la Chambre du 10 juin 1846 (1) : Sommes-nous au temps... si l'on peut apporter une plaisanterie dans des choses si sérieuses... Sommes-nous au temps où les Romains allaient enlever les femmes aux Sabins ? Toutes ces tentatives sont d'une autre civilisation, d'une autre époque. »

Peut-être, mais il faut reconnaître que sous la Monarchie de Juillet, le problème du mariage des colons se posait pour l'avenir de la colonie, et somme toute le projet de Bugeaud apparaît encore très raisonnable, si on le compare aux autres idées émises pour le même but par d'autres coloniaux ou publicistes. Signalons entre autres une brochure de 1848, signée A. Gardot : *De la colonisation de l'Algérie par le concours politique de la France et de l'Espagne*, où l'auteur expose avec nombre d'arguments curieux (2) l'avantage et le résultat que l'on obtiendrait à unir des colons français avec des femmes espagnoles.

Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur les congés de mariage, il faut se garder au moins de déformer la pensée du maréchal, en écrivant comme l'a fait M. Alfred Rambaud, dans la *France coloniale* : « le maréchal Bugeaud... décrète même le mariage obligatoire ». Ne louons pas les tentatives du maréchal Bugeaud, mais par respect historique, ne les déformons pas.

1. *Moniteur* du 11 juin, p. 1735.

2. P. 14.

CHAPITRE VI

LA COLONISATION MILITAIRE ET LE SOCIALISME

- I. Tendance socialiste du projet Bugeaud. — Essor des différentes doctrines socialistes sous la monarchie de Juillet. — Les germes de socialisme contenus dans la colonisation militaire. — Faveur de Bugeaud pour les autres projets d'organisation collective du travail en Algérie. — Le projet de l'abbé Landmann. — Les Trappistes de Staouéli.*
- II. Une expérience communiste de Bugeaud. — La brochure de 1849 : les Socialistes et le travail en commun. — Monographie d'un village communiste : Béni-Méred. — Liquidation de cette entreprise.*
- III. La colonisation et les écoles socialistes. — Attitude des fouriéristes envers les projets de Bugeaud. — Une tentative sociétaire : l'Union agricole d'Afrique. — Les Saint-Simoniens : Enfantin et la colonisation de l'Algérie.*

I

Le socialisme dont nous voulons parler, a besoin d'être défini. Le sens des mots se modifie sous l'influence des ans et des luttes politiques. Pour nos

jours, on ne conçoit guère un socialisme sans la lutte des classes.

Tout autre est le sens du même mot sous la monarchie de Juillet. On ne peut en donner une définition exacte, car c'est moins une doctrine compacte qu'un ensemble de désirs sociaux. Quand les doctrinaires veulent préciser la société future espérée, on se trouve en face de systèmes hétéroclites, les livres de Saint-Simon, de Fourier ou de Cabet sont avant tout symptomatiques. Au-dessus de la diversité des écoles, une chimère vague : le communisme. A mesure que l'on s'approche de cette année significative de 1848, il semble que les idées de réorganisation sociale s'infiltrèrent dans tous les rangs de la société. A un sociologue avisé, il y aurait intérêt, croyons-nous, à montrer comment cette idée du communisme effrayait bien moins la bourgeoisie de Louis-Philippe, que celle de la Troisième République. Sans doute parce que les nations ont peur surtout des négatifs. Que des esprits avancés aillent fonder sur d'autres bases des sociétés outremer, quels dangers peut courir notre vieille organisation ? Aucun.

En somme l'atmosphère était imprégnée de nouvelles idées de communauté sociétaire. D'aucuns se laissaient aller à caresser ces espoirs, alors que très conservateurs politiquement. C'est ce qu'il advint pour Bugeaud.

Sa colonisation militaire contient des tendances socialistes : Elle nécessite une autorité forte, s'exerçant pour la création et l'organisation d'une société,

régie non par le concours des intérêts individuels, mais par l'intérêt général représenté par cette autorité. Les individus seront producteurs dans des cadres fixés, enserrés dans une discipline forte (la discipline militaire appliquée à la productivité).

Si l'on considère le mode de culture applicable théoriquement à l'Algérie, les divers types proposés, on trouve :

1° La culture — en grande ou petite propriété — individuelle.

2° La petite culture soutenue par l'autorité dans les cadres militaires.

3° L'organisation communiste de la propriété.

On verra apparaître nettement la tendance socialiste de la colonisation en remarquant : que Bugeaud rejette le premier mode, adopte pour la généralité des cas le second, et a fait, comme nous le verrons plus loin, un essai du troisième, purement communiste.

Et ce processus apparaît déjà un peu dans les écrits de l'époque. Le général Pellissier, par exemple, dans l'ouvrage déjà cité (1) : « Le gouverneur général, par son éloignement pour les grandes concessions, par sa prédilection pour la petite propriété, par sa sage incrédulité touchant la puissance féérique des capitaux dans un pays où il s'agit avant tout, d'organiser le travail, est en Algérie le vrai représentant des intérêts démocratiques dont la plupart de ses antagonistes de la presse se disent les apôtres. » Il faut bien noter

1. P. 17.

que le mot démocratique sous Louis-Philippe n'avait pas notre sens actuel.

Le régime des terres dans le projet Bugeaud, contient un germe socialiste : les deux cinquièmes des terres de chaque village seront réservés, non partagés ; ils constitueront une propriété commune ; d'où une culture en conséquence.

Bugeaud ira même plus loin dans cette voie : il tentera à Béni-Méred une véritable expérience communiste (1).

Et cela, à réflexion, n'est pas un sujet d'étonnement lorsqu'on voit Bugeaud, assez exclusif pourtant, approuver ceux des projets qui usent d'une organisation collective du travail. A l'abbé Landmann, dont le projet établissant la propriété collective fit assez de bruit lors de son apparition, Bugeaud écrit le 28 décembre 1841 : «... J'ai lu votre brochure, et j'y ai trouvé de bonnes idées, celles surtout relatives au travail en commun par association (2). »

En 1843 s'établissait à Staouëli un couvent de Trappistes, avec un but colonisateur. C'était un ordre à la fois religieux et agriculteur, vivant naturellement sous le régime communiste ; Bugeaud lui est très favorable ; il met à sa disposition des ouvriers du génie et des condamnés militaires pris dans le bataillon Marengo ; il lui prête des chevaux de transports, des charrettes,

1. V. Sect. II.

2. Abbé Landmann. Appel à la France pour la colonisation de l'Algérie, 1848. *Pièces Justificatives*, p. 77.

Ferrand

des instruments aratoires, et soutient constamment l'établissement. « Rien ne se rapproche plus de l'organisation militaire que l'organisation religieuse, écrivait-il au père abbé ; aussi suis-je persuadé que votre établissement prospérera » (1). Ce que les faits, hélas ! ont démenti.

II

Alors que les colonies militaires de Bugeaud ne sont que partiellement socialistes, celles de Béni-Méred, de Maëlma et d'Aïn-Fouka, présentent au contraire en leur presque totalité un exemple très net d'essai de société sur d'autres bases que la société capitaliste. Sur la première, celle de Béni-Méred, nous avons des détails assez précis, qui nous permettront de présenter une sorte de monographie que l'on peut intituler : Une expérience socialiste en Algérie.

La source la plus importante est constituée par une petite brochure que Bugeaud fit paraître en 1848, sous le titre : *les Socialistes et le travail en commun* ; 1848 ! La date de publication indique par elle seule que c'est une œuvre de polémique jetée dans la bataille des idées. Aux idéologues, réformateurs, rêveurs, fantaisistes, Bugeaud jette tout brut le fruit de son expérience. Il se dresse en champion de la conservation sociale : « Cessez donc vos blasphèmes con-

1. V. Rousset, t. I, p. 39.

tre la propriété : au lieu de dire que le premier qui a clos un champ et l'a défriché était un fou ou un scélérat, bénissez-le, honorez-le, respectez son œuvre ; car sans cela l'espèce humaine aurait péri, ou clairsemée sur le sol, elle serait plongée dans la plus profonde misère (1). » Contre qui combat Bugeaud ? Contre l'école nouvelle qui prétend substituer dans la production, à l'intérêt et l'effort individuels un intérêt et un effort collectifs, qui prétend jauger non le travail de deux bras, mais celui d'un groupe, en un mot baser la production sur l'association. Or, dit Bugeaud : « J'ai pratiqué l'association plus, beaucoup plus que nos grands professeurs de socialisme, qui ne la prêchent avec tant d'ardeur que parce qu'ils n'en ont aucune expérience. »

Cette expérience de Bugeaud, c'est celle qu'il tira du village de Béni-Méred. Son acte de naissance est un arrêté du 16 janvier 1843 :

« Considérant que le point de Béni-Méred, situé à la naissance de l'enceinte de Blidah et à mi-chemin de cette ville à Bouffarick, forme depuis longtemps un poste militaire et qu'il importe d'adjoindre à ce poste une population fixe qui puisse l'appuyer et même, toutes les fois que les circonstances le permettront, le suppléer ; que les terres qui environnent ont été abandonnées par les Arabes, et sont devenues la propriété de l'Etat ;

Art. 1^{er}. — Il sera formé, au lieu dit Beni-Mered

1. Page 9.

(district de Blidah), un centre composé de 70 familles. Circonscription territoriale 720 hectares (1).

Le village fut construit : ses bâtisses le faisaient ressembler à un couvent, comme les autres villages construits par l'armée. Mais le régime de travail y était particulier : « Je soumis les colons, écrit Bugeaud, au travail en commun : cela était d'autant plus praticable, selon moi, que, jouissant des vivres et de la solde, ils devraient attacher moins d'importance au produit de leur peine. Ce produit devait former un fonds commun destiné, au bout de trois ans, à faire les frais du mariage et à procurer uniformément le mobilier de la maison et de l'agriculture (2). » Les terres, les instruments de labour, les bestiaux, les produits prélevés sur les razzias étaient possédés en commun, ce qui n'empêchait pas cependant un partage géométrique des terres pour que chacun connût bien son lot à cultiver. C'était, d'autre part un communisme temporaire : le régime devait durer cinq ans ; après quoi on liquiderait la communauté. Le plan de Bugeaud était celui-ci : pour franchir le premier stade de formation, recourir à l'association du travail, pour arriver plus tard à la propriété individuelle. D'où grande confiance de Bugeaud pour ce communisme, puisqu'il le juge capable de faire ce que la somme des intérêts individuels ne peut faire.

1. Ménerville, p. 660.

2. P. 20.

La colonie se mit à l'œuvre, l'évolution psychologique de cet agrégat fut celle-ci : bon résultat pour le premier ouvrage, entente complète pour les gros travaux ; mais dès que furent entrevues les premières moissons, fruits de l'effort commun, désagrégation, et l'instinct pour l'égoïste possession individuelle se révéla.

Voici maintenant, dans les faits, d'après Bugeaud lui-même, ce que fut cette évolution : « Au retour
« d'une expédition prolongée, j'allais visiter mes trois
« petites colonies, en commençant par celle de Mered.
« C'était à la fin de septembre 1843. Ordinairement
« j'étais accueilli avec joie par les colons militaires...
« Cette fois, c'était un dimanche, je les trouvais
« mornes et presque impolis. Ils étaient appuyés
« contre leur porte, et ne se dérangèrent pas pour
« venir m'entourer, selon leur coutume. Je fis appe-
« ler l'officier, et celui ci étant absent, je m'adressai
« au sergent-major pour connaître les causes du
« découragement dont je venais de remarquer les
« symptômes. — Mes hommes ont bien raison d'être
« tristes, me répondit le sergent-major, ils perdent la
« plus grande partie de leur récolte : ils l'attribuent au
« travail en commun : ils ne veulent plus ce régime,
« ils vont vous demander de les désassocier.... Je fis
« aussitôt rassembler les colons ; ils formèrent cercle
« autour de moi, et nous eûmes le dialogue suivant :
« Comment se fait-il, mes amis, qu'ayant récolté en
« juin, vous n'ayez pas encore dépiqué à la fin de sep-
« tembre ? — C'est, me fut-il répondu, c'est parce que

nous ne travaillons pas. — Et pourquoi ne travaillez-vous pas ? — Parce que nous comptons les uns sur les autres, que nous ne voulons pas en faire plus l'un que l'autre, et qu'ainsi nous nous mettons au niveau des paresseux. Croyez-vous, mon gouverneur, que si nous avions eu chacun notre part de blé, il ne serait pas dépiqué depuis longtemps ? Nous en aurions déjà fait plus du double. Cela ne peut plus aller ainsi ; nous vous prions de nous désassocier. Oui, oui ! s'écrièrent tous les colons, même les paresseux endormis ».

Ainsi fut fait : la colonie militaire fut dissoute, et le centre fut remis à l'Administration civile qui, bientôt, y installa des colons civils. Un rapport du sous-intendant Teinturier, du 20 juin 1845 (1), nous donne des détails sur la dissolution de Beni-Mered. Il cherche d'abord, dans un exposé des motifs, à expliquer la non-réussite, il montre les lacunes de l'entreprise et principalement s'attache à ne pas compromettre le système du gouverneur dans cette triste affaire.... Les colons n'avaient pas d'autres garanties que les promesses que leur avait faites le Gouverneur-Général dans l'étendue de son pouvoir ; ils pouvaient donc concevoir quelques doutes sur la stabilité de leur condition.... (Cela ne parut pas avoir la moindre influence). Puis ; « d'un autre côté, on ne les a pas envoyés en France pour se marier et leurs camarades n'ont point été employés à préparer leur installation et leurs cultures, comme il faudrait que cela fût fait,

1. *Mon. alg.* du 30 juin 1845.

pendant que les colons militaires iraient chercher une compagnie. Il leur a donc fallu tout créer, sauf dix maisons qu'a construites le génie, dans le célibat, sous le seul lien de la discipline militaire. » Bugeaud est plus franc que son subordonné, en écrivant l'histoire de Beni-Mered, il ne cherchera pas des excuses qui n'en sont pas.

Au 12 juin 1845 l'avoir de la colonie s'établissait comme suit :

Propriété bâtie	63.898 »
Propriété non bâtie (défrichée). . .	205.200 »
Troupeaux.	17.976 »
Instruments aratoires, outils. . .	5.153 »
Crédits sur divers et fonds de caisse	12.375.17
	304.602.17

Les colons étant au nombre de 61, la part de chacun était de 4.993 fr. 47. Elle fut constituée par quatre hectares défrichés, une maison ou 800 francs de matériaux, deux têtes de gros bétail et dix bêtes à laine. Les instruments aratoires furent vendus aux enchères et versés à la masse commune. La part de chacun en espèces, fut de 436 fr. 55 Chaque colon signa sa décharge et les écritures furent vérifiées ; l'entreprise en commun était liquidée, et chaque colon livré à ses propres forces.

Selon le rapport Teinturier les charges de l'Etat furent les suivantes :

1 ^o Maison livrées par le génie . . .	30.000 »
2 ^o Matériaux fournis par la direction de l'Intérieur	10.400 »
3 ^o Soldes de colons	24.241.92
4 ^o Prestations en nature, vivres, chauffage	28.481.92
5 ^o Valeur des bestiaux donnés par M. le Maréchal	10.809 »
	103.932.84

En somme, avec une somme de 1.703 fr. 81 par homme l'Etat a fait vivre dès le début (et c'est un point important en colonisation) 61 colons, dont plusieurs avec famille, et au moment de la liquidation un petit capital était donné à chacun (en admettant exacts les chiffres du rapport Teinturier). Deux ans après sur les 61 colons, 42 étaient mariés, plusieurs avec enfants, les autres vivaient toujours à Beni-Mered. En 1853 un voyageur dont le récit est rapporté dans la *Revue des Deux-Mondes* (1), trouve le village en bon fonctionnement et en prospérité normale.

En conclusion, si la colonie elle-même n'est pas morte, on peut dire que la tentative communiste de Bugeaud a radicalement échoué. Il ne faut pas en tirer de conclusion doctrinale. Mais c'est un symptôme assez intéressant, croyons-nous, pour justifier le développement qui y a été consacré.

1. Novembre 1853, p. 461.

III

On peut, avec profit, faire la contre-épreuve ; nous avons vu les tendances socialistes du projet Bugeaud ; l'attitude des écoles socialistes, proprement dites, vis-à-vis du gouverneur de l'Algérie est une confirmation de ces tendances.

Le journal des fouriéristes, la *Démocratie pacifique*, traite longuement de la question de l'Algérie. En feuilletant les années 1843 à 1847 (les premiers de publication), on trouve de très nombreux témoignages de communauté d'idées avec Bugeaud. Sur le point de départ ils sont d'accord, c'est-à-dire ils refusent ensemble l'entreprise capitaliste : « Nous repoussons comme lui, de toutes nos forces, lit-on dans la *Démocratie pacifique* (1), les grandes concessions qui ne feraient que constituer l'exploitation des travailleurs, créeraient en Afrique une féodalité écrasante et toute de monopole, et feraient de notre colonie une nouvelle Irlande, sinon plus misérable, du moins plus difficile à contenir. » Voilà l'œuvre de négation ; quant au mode à substituer à l'effort capitaliste, accord également : ce sera l'armée, mais transformée en un organe capable de produire, car tel était seulement l'antimilitarisme des socialistes sous le règne de Louis-Philippe.

1. 21 mars 1847.

La *Revue des Deux-Mondes* rapporte en 1853, que quelques années auparavant Bugeaud, « pour l'anniversaire de la naissance de Fourier, assista à un grand banquet phalanstérien, où il se chargea de porter le toast traditionnel à l'abolition des armées destructives et à leur transformation en armées industrielles et productives(1). » Le fait est-il exact ? Il nous suffit qu'il soit vraisemblable. L'accord se faisait d'autant mieux qu'on n'en était guère qu'aux grands principes directeurs.

« Les idées de M. le Maréchal se trouvent sous ce rapport parfaitement conformes à celle de l'Ecole ». Les idées peut-être, mais la mise en pratique ? Les Fourieristes accepteraient-ils les cadres et la discipline militaires ? Ils restent complètement les disciples de leur maître ; suivant son enseignement, ils soumettent la question algérienne à la critique des cinq lois générales du Mouvement de l'Univers qui doivent présider à toute classe quelconque de faits : Direction intégrale du mouvement. Economie de ressorts. Justice distributive. Universalité de présidence. Unité de système (2). On ne voit pas beaucoup cette méthode s'accorder avec *l'ense et aratro*, de Bugeaud.

Il y eut cependant une tentative de l'Ecole socialiste pour faire en Algérie de la colonisation effective, elle est connue sous le nom d'Union agricole d'Afrique. Elle nous intéresse à quelques titres. Un officier la

1. *Dém. pac.*, 21 mars 1847.

2. *Dém. pac.*, 13 juin 1846.

fonda, le capitaine d'artillerie Gauthier ; son œuvre avait l'approbation du ministre de la guerre, maréchal Soult, et plusieurs officiers de l'armée d'Afrique s'y intéressèrent, et à leur suite le gouvernement général qui, autorisé par l'État, accorda une subvention de 150.000 francs pour travaux et édifices publics : enceinte des villages, fontaine, lavoir, abreuvoir, église, école et mairie. Autre point où elle se rapproche de la colonisation militaire : la population de la commune devant se former en partie de soldats libres, sera en état d'organiser sa défense de manière à pouvoir bientôt se suffire à elle-même en toute occasion.

La concession fut faite à la Société civile dite l'Union agricole d'Afrique ; par ordonnance du 8 novembre 1846, dans la province d'Oran à Saint-Denis-au-Sig étaient concédés 3059 hectares pour 300 familles (c'est la proportion de Bugeaud, 10 hectares par famille). Le lieu choisi était assez fertile, la plaine du Sig recevant des eaux d'irrigations : Comme charges, en plus des 300 familles à établir, dont les 2/3 françaises, la Société devra construire les bâtiments nécessaires pour l'habitation et l'exploitation, se procurer les bestiaux, 1.000 têtes de race bovine, 150 de race chevaline, 3.000 de race ovine, instruments aratoires, etc., effectuer des plantations (en nombre déterminé), travaux d'ensemencement, recepage, etc. Les travaux de culture devront être répartis de la façon suivante :

800 Hectares de terres cultivables

800	—	prairies
500	—	vergers
300	—	jardins
200	—	vignes

Les trois cents familles ne paraissent pas avoir été faciles à trouver : un mois après, au 31 décembre, la colonie n'avait pu recruter que 11 sociétaires et 34 employés, soit 45 Français (1).

Dans quelle mesure cette entreprise fut-elle socialiste ? en un point surtout c'est qu'elle est patronnée par l'école de Fourier ; en fait, elle ne l'est guère plus que la colonie militaire de Bugeaud. Au-dessus de l'œuvre, cette école dresse en exergue le principe : « Association du capital et du travail. »

La propriété individuelle (sauf quelques cas spéciaux et rares) est bannie.

Le capital est fait d'actions ordinaires, et les instruments de travail possédés en commun. Régime mixte entre le morcellement et la communauté.

Une particularité : les fouriéristes de 1847 prétendent avoir le concours des populations algériennes... « Déjà plusieurs chefs de la tribu des Garabas, sur les terres de laquelle doit s'élever la colonie de Sigville, se sont engagés comme souscripteurs d'actions dans l'Union Agricole... Le principe de l'Association...

1. *Colonisation de l'Algérie par un officier de l'armée d'Afrique*, p. 43.

existe déjà à l'état vague et confus dans le système de la propriété territoriale des tribus (1). »

En fait, il semble que les Arabes aient été beaucoup plus frappés par le barrage construit à Sig et ses résultats pour l'irrigation que par les axiomes de l'Association du capital et du travail, et de l'Unité indivisible de la propriété.

Toutefois, ce serait une erreur de présenter l'entreprise de Saint-Denis du Sig comme une pure expérience fouriériste, erreur commise par le Maréchal Randon dans ses *Mémoires* (2). La *Démocratie pacifique*, comme pour sauvegarder l'avenir de la Doctrine, explique qu'il est « une grande distance entre la conception de l'Association agricole et le système de Fourier. Quoi qu'il arrive donc à Sigville, le système phalanstérien ne saurait, en aucune façon, s'y trouver compromis, puisque ce système n'y doit point être éprouvé (3). » Et il n'y aurait là qu'une opération de transition.

La *Démocratie pacifique* fut prudente avec raison.

L'Union Agricole devait échouer piteusement. On ne recruta que quelques rares colons : cent vingt à cent cinquante hectares furent péniblement défrichés (4).

Un économiste, Jules Duval, engloutit, paraît-il,

1. *Dém. pac.*, 31 mai 1846.

2. T. I, p. 377.

3. *Dém. pac.*, même date.

4. Edouard Chailley. *Un mot sur l'Algérie*, Angers, 1848, p. 10.

450.000 francs dans l'entreprise (1). Bref, quelques mois après la fondation, l'échec complet était constaté.

Bugeaud nous a laissé son appréciation sur cet essai. On la trouve dans les *Observations de M. le maréchal, gouverneur général, sur le projet de colonisation, présenté pour la province d'Oran par M. le lieutenant-général de la Moricière* (2) : « Commencé dans l'automne 1845, il ne comptait en juin que quinze familles, dont les maisons avaient été bâties en très grande partie par la grosse garnison qu'on avait été obligé d'y laisser pour la protéger pendant la durée de l'insurrection. J'inspectai soigneusement ces familles, ainsi que vingt-deux autres qui arrivaient pendant que j'étais là. Deux ou trois seulement avaient quelques moyens pécuniaires, les autres étaient misérables. Comprenant qu'il était impossible qu'elles s'établissent sans être largement aidées, je leur fis délivrer des bestiaux prélevés sur la ghazia du colonel Renault : j'ordonnai qu'il leur serait fourni des ouvriers militaires et je leur fis donner une subvention de 600 francs chacun en matériaux.

Depuis, ce village a pris de l'essor : 42 maisons sont construites, vingt et quelques sont en construction. Mais ces résultats ne pouvaient être obtenus sans la subvention et le service des bras de l'armée.

J'ai la conviction qu'il faudra encore secourir ce vil-

1. J.-G. Bouctot. *Histoire du communisme et du socialisme*, 1889, p. 111.

2. En note, p. 5.

lage. On vient de lui prêter des semences, et, sans nul doute, il faudra aider les semailles par des charrues arabes. Les compagnies feraient-elles cela pour les familles ? »

Une étude approfondie des affinités des écoles socialistes et de la colonisation militaire (étude que le cadre de ce travail nous oblige à traiter dans ces grandes lignes) exigerait la mention de l'école Saint-Simonienne. La secte Saint-Simonienne disparaît effectivement peu à près 1830, mais on sait que l'esprit se perpétua bien plus avant grâce aux disciples. En 1840 plusieurs devaient naturellement s'occuper de la question algérienne, les Saint-Simoniens étant pour la plupart des esprits chercheurs de solution à tous problèmes politiques ou sociaux. Dès l'abord, il semble qu'il y ait plutôt antagonisme avec la doctrine de Bugeaud : on se rappelle essentiellement le mot d'ordre Saint-Simonien : à la féodalité militaire, substituons une féodalité industrielle. Mais, d'autre part, les colonies militaires conservent l'esprit de discipline, déclarée nécessité sociale par l'école ; de même, elles établissent la propriété collective. Se plaçant d'un point de vue plus théorique et plus clair, les disciples du maître voient dans Bugeaud un homme qui veut inculquer aux soldats l'esprit de construction et d'entretien à la place de l'esprit de destruction ; aussi l'approuvent-ils.

En 1843, nous voyons se fonder un journal, *l'Algérie* dont les principaux rédacteurs étaient Saint-Simoniens, Louis Jourdan, Carette, Enfantin, Warnier.

L'Algérie parut trois années. Elle combattit ce qu'elle appelait « l'ardeur guerrière » de Bugeaud, mais soutint l'emploi de l'armée pour les grands travaux publics, et d'une façon à peu près générale, toute son œuvre colonisatrice proprement dite. Toutefois elle montra souvent sa préférence pour les « tendances civilisatrices de Lamoricière ».

Une mention spéciale doit être consacrée à la *Colonisation de l'Algérie* d'Enfantin (1). Enfantin en 1841 fit partie d'une Commission scientifique pour l'Algérie. Il y fit de nombreux voyages et séjours. Son ouvrage est rempli de documents et de vues très justes sur la question, et ce qui nous intéresse, il expose des plans de colonie militaire d'après les principes de Bugeaud.

Succinctement, voici comment il pose et entend résoudre le problème algérien : avant tout, il faut être fixé sur les deux points suivants :

1° Dans quel sens faut-il modifier les institutions, les mœurs et les usages *indigènes*, pour les faire entrer progressivement en société avec la population européenne ?

2° Comment modifier les institutions civiles, militaires, administratives, religieuses, de la population *européenne*, comment modifier même ses usages de culture, d'habitation, de vêtement, de nourriture, en un mot son hygiène, pour les approprier le plus vite possible au nouveau sol, au nouveau climat, aux nou-

1. — Paris, 1843.

velles relations humaines que la France rencontre en Algérie ?

Les institutions coloniales données par la France à l'Algérie doivent faire tendre les deux populations (indigène et européenne) vers un but commun, sous le triple rapport administratif, judiciaire et religieux.

Pour y parvenir deux modes de colonisation sont nécessaires ; savoir :

a) Colonisation *militaire* sur notre ligne intérieure de défense et à côté de nos postes militaires ;

b) Colonisation *civile* entre cette ligne et la côte.

Commencer la colonisation militaire par les points qui ont, militairement, la plus grande importance.

Commencer la colonisation civile par les points qui présentent le plus de sécurité.

Puis Enfantin traite du personnel des colonies civiles et militaires : pour ces derniers, l'armée se scindera en deux, les troupes actives et les troupes des colonies militaires, avec des officiers pris dans le génie et l'artillerie.

Dans les colonies militaires, il y aura trois sentiments capitaux à satisfaire : l'amour de la patrie (ce qui ne peut se satisfaire que par : *ubi bene, ibi patria*). Celui de la famille, et enfin l'amour du travail. Enfantin se montre donc partisan de mariages préconisés par Bugeaud, de l'appel des parents, etc.

Il termine : « Je ne me permettrai pas d'entrer plus

avant dans les détails d'organisation de ces colonies, quant à leur discipline, leur hiérarchie, leur justice, tout cela existe déjà dans l'armée (1). »

1. *Loc. cit.*, p. 310.

CHAPITRE VII

LES ADVERSAIRES DE BUGEAUD

- I. « Le Régime du Sabre ». — Le Gouvernement général de l'Algérie. — Plaintes contre le gouvernement militaire antérieurement à 1841. — La guerre est le seul but du maréchal. — La dictature de Bugeaud. — Ses abus d'autorité. — Plaintes contre la juridiction militaire. — L'armée prétorienne. — Les ennemis politiques de Bugeaud.*
- II. Les Adversaires de la colonisation militaire. — Le projet viole la législation militaire. — Il déroge aux droits communs. — Il marche à l'encontre de la civilisation. — Ce serait la ruine des finances françaises. — Opposition des libéraux. — Opposition des colons civils de l'Algérie.*
- III. Exposé sommaire des systèmes concurrents. — L'éclectisme de Bugeaud. — Les Partisans de l'assimilation. — Concession à une Compagnie. — Appel aux capitaux et à l'initiative privée. — Système du général de Lamoricière. — Système du général Bedeau. — Quelques mots sur les concessions maritimes.*

I

L'œuvre de Bugeaud — phénomène par malheur assez courant — est plus connue par les critiques

qu'elle a suscitées que par l'exposé de son économie. Nous avons essayé d'indiquer aussi exactement qu'il nous a été possible les projets du maréchal et ses réalisations partielles. Mais le côté positif de la question, le plus important, n'est pas le seul intéressant. Il n'est pas négligeable pour l'histoire, d'étudier l'atmosphère ambiante ; en examinant de près les adversaires de Bugeaud, nous aurons la physionomie vraie de ses tentatives, et l'on verra un moment de la question algérienne discutée par l'opinion. Ce chapitre devrait avoir pour résultat, en fin de compte, de présenter d'un mouvement d'ensemble ce sujet assez vaste : Opinion de la France sur la question algérienne à la fin de la monarchie de Juillet.

Depuis 1789, on ne vit jamais l'unanimité des Français sur la question constitutionnelle. Il n'est donc pas étonnant que l'accord ne se fit pas davantage sur le mode du gouvernement algérien. Un gouverneur militaire nommé par le roi, cela déplait à beaucoup.

On prône naturellement un gouverneur civil ; mais, de plus, une opinion assez répandue se manifeste pour le gouvernement d'un prince ; ou il serait choisi par le roi (1), ou serait vice-roi héréditaire (2), ou encore dépendant d'un ministère spécial ; pour cette dernière solution, entre autres Infantin et de Tocqueville. — Plus tard, Emile de Girardin (3) devait pro-

1. Baron Baude. *L'Algérie*, 1841, p. 436.

2. Léon Lafaye. *La question d'Afrique au mois de décembre*, 1843, p. 101 et Général Dervivier, *loc. cit.*, p. 112.

3. *Civilisation de l'Algérie*, 1860, p. 11.

poser un lieutenant de l'empereur : Le régime en vigueur était alors celui du 28 juin 1858 sur le Ministère de l'Algérie. Pour mémoire rappelons que le Prince Napoléon a été huit mois à la tête de ce ministère.

Les plaintes contre le gouvernement militaire sont bien antérieures à Bugeaud. Il existe un document très significatif, c'est une *note traduite de l'arabe adressée par les principaux habitants d'Alger* (au Parlement). Traduction du Docteur Barrachin (Paris, 1833). On y relève les passages suivants : « M. le général Clauzel amena à sa suite un tas de gens sans aveu et sans considération, avides de butin, et auxquels malheureusement pour la France et pour les indigènes, il distribua des places (1). » La note rend hommage au général Berthezène. Puis : « La nomination du duc de Rovigo, pour remplacer le général Berthezène, répandit la plus grande consternation dans la Haute-Afrique... Ce qui rassura un peu le peuple, c'est que l'on sut en même temps qu'un chef civil était nommé et avait des pouvoirs égaux à ceux du gouverneur militaire... ils furent désunis dès les premiers moments... Rovigo resta maître absolu et put agir sans contrôle (2). »

En annexe on trouve le texte d'une *Pétition des principaux habitants d'Alger*, traduite de l'arabe à Messieurs les membres de la Chambre des députés : « ... si on veut conserver le pays avec le régime mili-

1. P. 24.

2. P. 25.

taire on ne fera jamais rien de bon... Ayez pitié d'un peuple malheureux dont le sort est en vos mains. Délivrez-nous des vexations et des tourments qui nous accablent, vous pourrez croire à notre reconnaissance. » Alger, le 30 mai 1833.

L'opposition au gouvernement militaire existait donc avant Bugeaud, mais la violence s'en accrut pendant ses années d'Afrique.

D'ailleurs les critiques contre ce mode de gouvernement sont toujours aussi vivaces : Il nous semble intéressant, de donner comme seule preuve, ces lignes de M. de Lanessan extraites de son ouvrage souvent consulté : *Principes de colonisation* (1) : « L'éducation purement militaire qu'ils reçoivent dans les écoles et les régiments de France les porte à considérer toute occupation étrangère à leur métier comme indigne de leur attention et de nature à diminuer la dignité morale de leurs hommes. J'en ai vu beaucoup se révolter à la pensée que leurs soldats furent contraints de remuer la terre, de creuser des fossés, de combler des mares, de travailler à la construction de leurs postes et de leurs logements. »

Il semble toutefois que jamais plus violemment ne fut portée cette accusation, à savoir que la guerre était le seul but du gouvernement de Bugeaud. Certaines attaques tombent par leur excès même. L'auteur d'un gros ouvrage sur La Moricière (2) écrit : « Bugeaud

1. 1897.

2. E. Keller. *Le général de La Moricière. Sa vie militaire, politique et religieuse*, 1874, t. I, p. 424.

aspirait ouvertement... à exterminer les uns (les Arabes), et à éloigner les autres (les colons civils). » D'autres sont plus vraisemblables : « Bugeaud entreprend des expéditions militaires de sa propre autorité et sans en avoir référé au ministère » (1). « Sur cinq années d'Afrique, trois ont été passées en campagnes » (2), plus exactement : « Du 29 décembre 1840, date de la nomination de M. le Gouverneur général actuel, jusqu'au 12 août 1845, date de son retour en France, sur 1.687 jours M. le Gouverneur général en a passé 767 au centre de son gouvernement, et 920 en campagne ou en congé (3). » Le journal *L'Afrique*, qui, nous l'avons vu, ne combattait Bugeaud qu'au point de vue militaire, écrit (4) : « Le bruit court au ministère de la Guerre que M. le maréchal Bugeaud se propose de supprimer sa devise « Ense et matro » et de la remplacer par celle-ci : ense et igne. » La moindre difficulté surgit-elle, dit un publiciste, Bugeaud met en branle un contingent, et néglige tout moyen diplomatique ou toute négociation pacifique (5). Innombrables sont les attaques similaires que l'on pourrait relever.

1. A. Berbrugger. *Les époques militaires de la grande Kabylie*, 1842, p. 20.

2. De Tocqueville. Séance du 9 juin 1847. *Moniteur* du 10, p. 1722.

3. *La France en Afrique*. Ouvrage anonyme, p. 144. (L'auteur a écrit, semble-t-il, sous l'inspiration de Guizot).

4. 26 juillet-2 août 1845.

5. Moll, *loc. cit.*, t. I, p. 22.

Enfantin, dans sa *Colonisation de l'Algérie*, défend le gouverneur (1). Il n'était non plus dans le caractère de ce dernier de rester coi à cette campagne. Il répondait « qu'il croyait mieux servir les intérêts de la colonisation, et les affaires civiles en général, en travaillant à leur donner de la sécurité, qu'en restant à Alger pour poser la première pierre de chaque village et aider le conseil d'administration dans tous les petits détails (2). » Et il ajoute finement que jamais l'ardeur pour la colonisation ne se réveille plus longuement que quand les événements l'obligent à partir en expédition.

L'Ordonnance du 15 avril 1845 érigeait en face de Bugeaud un directeur général des affaires civiles, autorité nouvelle et indépendante. M. André Mallarmé, l'auteur d'une remarquable thèse sur l'*Organisation gouvernementale de l'Algérie*, l'apprécie en ces termes (3) : « Cette centralisation des services civils entre les mains du directeur des affaires civiles avait pour but d'obvier aux inconvénients des départs fréquents et forcés du maréchal Bugeaud sur les territoires d'opérations militaires. »

M. de Lanessan, dans l'ouvrage précité, prétend que, notre politique nationale, par atavisme ethnologique et par éducation, a toujours été dominée par des préoccupations militaires (par opposition à la

1. V. p. 466, note 1.

2. *Quelques réflexions*, p. 33.

3. P. 20, note 4.

politique anglaise inspirée par les industriels et commerçants). Pour la période qui nous occupe, nous croyons plus juste le mot, très fin, de M. Clamegeran, à son retour d'Afrique : « Il y a cette différence entre un chef militaire et un magistrat civil, que si une insurrection éclate, le premier y trouve des chances d'avancement, le second voit sa carrière compromise. »

Les grands mots de despotisme et dictature militaires sont prononcés. Certaine presse excite le ministre contre le « héros équivoque de l'Isly ». « Il est toujours honteux, dit la *Revue Indépendante* (1), pour un gouvernement, de courber sa volonté sous une dictature militaire. Qu'est-ce donc quand il obéit à un sabre sans gloire ? » Cette dictature, voici comment elle est exposée dans la fin de la polémique : « Il veut imiter l'empereur datant ses décrets de Postdam et de Moscou. Il vous lance des arrêtés, tantôt en rade de Mostaganem, tantôt du sommet de l'Atlas. Livré à ses inspirations, il prohibe, il autorise : puis un peu plus tard, par un mouvement de bascule, il lève ce qu'il avait prohibé et prohibe ce qu'il avait autorisé (2). » Ce « fléau de la colonie » rend impossible toute réforme : Si un particulier transmet une réclamation au ministre, celui-ci transmet l'affaire à l'autorité locale et lui demande des renseignements. Or les bureaux d'Alger ont reçu

1. 10 mai 1847.

2. Bodichon, *loc. cit.*, p. 23.

de Bugeaud l'ordre de ne rien répondre (1). Les officiers de l'armée d'Afrique subissent, eux aussi, le joug du dictateur (voir l'affaire du capitaine Prébois dans le *Siècle* du 27 juin 1842).

Bugeaud joue-t-il vraiment au dictateur ? Question d'appréciation. Avant de répondre il ne faudra pas négliger de songer à l'état de l'Algérie à cette époque. Blanqui, avait déclaré, avec semblant de raison, qu'Alger n'était plus qu'un immense cabaret, indigne du sang versé pour sa conquête. Un voyageur rapporte l'appréciation suivante : « La polygamie, légitimée chez les Arabes par les lignes du Koran, s'était rejetée dans les basses classes de nos colons... On s'est servi de la colonie pour purger la France... Chacun de ces hommes a voulu être sultan dans sa propriété. Si on n'a pas acheté de femmes, on en a louées. Alger est devenu la ville de corruptions et de plaisirs... tout s'est confondu pour former un cahos au milieu duquel plane l'autorité militaire. Les commandants de places, devenus maîtres absolus, ont grandement abusé de cette autorité. Les emprisonnements ont été prononcés pour les colons comme la salle de police pour les soldats (2). »

Tous les actes du gouvernement de Bugeaud sont épluchés minutieusement. Il est accusé d'un grave excès de pouvoir lorsque, par l'arrêté du 15 novembre 1844, il nomme, pour remplir en son absence les

1. *La Semaine*, 7 mars 1847, p. 559.

2. A. Poissonnier, *loc. cit.*, p. 16.

fonctions de gouverneur général, le lieutenant-général de Lamoricière (1). Les moindres de ses décisions sont interprétées comme des abus d'autorité. Nous en citerons quelques-unes comme exemple : 1^o l'arrêté du 9 février 1846 portant interdiction, d'une manière absolue à la population civile, d'acheter des chevaux ou juments qui seraient susceptibles d'être utilisés pour le service de l'armée. Sanction : article 417 du Code pénal ; 2^o l'arrêté du 17 avril 1841 : l'exportation à toute destination, tant de laines que de céréales, est et demeure interdite dans la province de Constantine jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné ; 3^o un arrêté similaire du 18 septembre 1841, sur l'interdiction des exportations de bêtes bovines, etc., etc.

La juridiction militaire de l'Algérie fut particulièrement attaquée. Voici comment, d'après le Journal officiel, Bugeaud la concevait (2) : « M. le Gouverneur général a choisi pour remplir les fonctions judiciaires des officiers capables et expérimentés... Il n'y a pas seulement recours de jugements rendus devant le commandant supérieur de la subdivision, mais encore dans le cas de quelque gravité, devant le gouverneur, qui délègue un magistrat pour examiner le jugement contesté. Les commandants de place, animés d'un grand sentiment de justice, consultent la magistrature établie sur la côte, pour toutes les affaires importantes dans laquelle ils se méfient de leurs propres

1. *L'Afrique*, 12 décembre 1844.

2. *Mon. alg.*, 30 avril 1845.

lumières. » Le Gouverneur examinait de plus tous les trois mois les décisions rendues dans le dernier trimestre. La compétence des commandants de place était très délimitée par un arrêté du 5 avril 1843. A noter que les juges militaires jugeaient sans frais. (En dehors des attaques de polémique, sur cette juridiction, on peut consulter avec fruit une brochure de E.-B. Bonjean, avocat au conseil du roi et à la Cour de Cassation : *De l'inconstitutionnalité de la juridiction militaire en Algérie, à l'égard des citoyens français non militaires*. Paris, 1843).

Suivant l'arrêté du 30 mai 1848, l'administration de la justice en Algérie, devait rentrer dans les attributions du ministère de la Justice.

Le gouverneur commettant abus sur abus, on devait l'accuser de corrompre l'esprit de l'armée ; on n'y manqua point ; l'armée française est en Afrique une garde prétorienne ; elle insulte et bafoue les autorités civiles, les lois de la nation. L'Algérie est le domaine privé de Bugeaud qui y règne en potentat.

Les attaques contre Bugeaud, gouverneur, furent violentes parce que Bugeaud, homme politique, avait, avant son arrivée même en Algérie, des ennemis innombrables. Aucun homme politique, en France, ne comptait autant d'ennemis personnels que le nouveau gouverneur (1). Aussi, dès 1841, certains doutent qu'ils puissent surmonter les attaques des partis, les sourdes intrigues (2).

1. *L'Algérie et l'Opinion*, p. 42.

2. Cap. Durand, *loc. cit.*, p. 337.

En somme Bugeaud était fort impopulaire dans l'opinion publique : auprès des légitimistes pour avoir été le geôlier de la duchesse de Berry et le « fusilleur » de la rue Transnonain ; auprès des républicains pour avoir tué en duel Dulong, membre de l'opposition. Quand il reçut le bâton de maréchal de France, l'opinion y vit la récompense des coups qu'il porta pendant la guerre civile, plutôt que ceux qu'il porta à l'Emir (1).

Aussi dans la campagne contre son plan de colonisation il entre autant d'opposition politique qu'économique. Il est curieux de noter que la plupart de ceux qui l'ont combattu votèrent peu de temps plus tard, et sans grande discussion un crédit de 50 millions pour envoyer en Afrique des éléments inutilisables. Il est vrai qu'il fallait caser le personnel des ateliers nationaux.

II

Il est cependant certaines critiques assez sérieuses pour s'y arrêter.

Et d'abord : Le projet Bugeaud viole la législation militaire. Il augmente les effectifs prévus : les soldats devenus colons laissent un vide dans les rangs de l'armée, pour le remplir il faut faire appel à de nouvelles recrues, ce qui augmente les contingents annuels (2).

1. Voir Elias Regnault, *Histoire de huit ans*, II, p. 326.

2. Fillias. *Etudes sur l'Algérie*, 1849, p. 31.

D'ailleurs l'Etat ne recrute les citoyens que pour la défense du territoire : il est illégal d'en faire des colons ; cela semble l'avis du gouvernement (1). « Monstrueux pouvoir, écrit-on ailleurs (2), accordé à un chef militaire d'abroger ou de prolonger le temps de service légal, pouvoir que nous contesterions même à une loi interprétative de la loi de recrutement, car celle-ci est une de ces lois constitutionnelles qui participent de la permanence de la sainteté des articles de la Charte... » Bugeaud répondait alors : « Quelle différence y a-t-il donc entre des colons de l'armée qui, ayant trois ans de service à faire, sont envoyés en congé pour peupler les villages militaires et les soldats de France qui sont renvoyés par anticipations dans leurs foyers (3) ? »

Et le projet déroge même au droit commun : il constitue en Algérie une société exceptionnelle : les colons d'Algérie sont des producteurs qui doivent être soumis au Code général des lois françaises ; or l'ensemble de leurs intérêts dépendra du bon plaisir d'un lieutenant ou d'un capitaine. Les colons peuvent-ils renoncer à leur « civilisation native (4) ». Et voyons les conséquences quant au régime de la propriété. Que sera l'acquéreur d'une terre possédée par un colon militaire ? S'il se substitue aux obligations per-

1. V. Rapport Vatoux du 13 mai 1843, dans le *Moniteur* du 18, p. 1167.

2. *La France en Afrique*, p. 199.

3. *De la col. en Alg.*, p. 49, n. 1.

4. Marcellin de Bonnal, *loc. cit.*, p. 10.

sonnelles du vendeur, il prend rang dans la milice coloniale, il travaille un certain nombre de jours par année à la confection de travaux publics. Qu'est-ce à dire sinon que l'on reconstitue en Afrique la distinction ancienne de la France entre les terres féodales soumises à certaines servitudes et la terre de franc alleu. Les premières ne pourront être transmises ni aux femmes, ni aux infirmes, ni au voisin déjà soumis pour son compte à un service personnel. Si au contraire le colon peut vendre au premier venu, sans lui transmettre aucune des charges du contrat primitif, il n'y a plus de colonies militaires, et ce formidable appareil de défense qui doit comprimer le peuple arabe commencerait bientôt à tomber pièce à pièce (1).

Et Lamartine jetait à Bugeaud, en pleine Chambre, cette parole cinglante : « La colonisation militaire vous demande des ilotes, la France n'a à lui offrir que des citoyens. »

L'un des cris les plus effrayés poussés devant les projets du maréchal fut : ce serait la ruine des finances françaises. Malgré la franchise qu'apportait Bugeaud dans ses propositions, franchise que ses adversaires eux-mêmes reconnaissaient, le sentiment général était que le coût de colonisation militaire serait infiniment plus élevé que ne l'affirmait son promoteur. Son adversaire implacable, le député Desjobert (2), établit que la population étant de 34.230.000 âmes, l'ar-

1. *Revue des Deux-Mondes*, article cité, p. 523.

2. *Loc. cit.*, p. 78.

mée permanente d'Afrique de 100.000 hommes, la dépense annuelle étant de 125 millions, il faut que chaque commune française de 500 âmes fournisse un homme et demi et 1.850 francs, à l'insatiable gouverneur. Et dans le *Journal des Economistes* (1), il estime après calculs à deux milliards et demi, ce que coûterait la colonisation algérienne. Le résultat sera que l'on verra l'agriculteur de France, tenu de fournir contributions pour que les colons de Bugeaud reçoivent gratuitement des bœufs et des chevaux (2). Et que ne ferait-on pas en France même en une seule année « si au lieu de dépenser 100 millions par an en Afrique, on laissait un million seulement à chaque département » (3). D'ailleurs, dit le *Siècle* (4), il n'est pas encourageant de voter de nouvelles sommes pour l'Afrique lorsque l'on constate que les anciens crédits ont servi beaucoup plus à courir après Abd-el-Kader, qui n'a pas encore été attrapé qu'à servir efficacement l'œuvre de colonisation.

Ce sont là, somme toute, des arguments de polémiques. Le parti libéral fait plus : il combat le principe même de colonisation, et par conséquent toutes les tentatives de Bugeaud, non parce qu'elles émanent de lui, mais par cela seul qu'elles sont colonisatrices. Pour comprendre cette haine, il faut se rappé-

1. Mai 1847.

2. Emmanuel Poulle. *Alger et le Conseil général du Var*, 1838.

3. Dupin. *Réflexions sur les affaires publiques*, p. 11.

4. 10 et 17 janvier 1842.

ler ces lignes de J.-B. Say, un des prophètes du parti : « Un temps viendra où l'on sera honteux de tant de sottises, et où les colonies n'auront plus d'autres défenseurs que ceux à qui elles offrent des places lucratives à donner ou à recevoir, le tout aux dépens du peuple (1). » Fort de cette prédiction, le *Journal des Economistes* (2) écrit : « C'est avec les doctrines des économistes que nous avons combattu depuis quatorze ans une entreprise qui n'a pu prendre naissance que dans l'ignorance des faits du passé et des connaissances acquises », et il conclut que toute colonisation est impossible. Le signataire de ces lignes est d'ailleurs un vieil ennemi de Bugeaud, Desjobert, député de Seine-Inférieure, qui explique les plans insensés du maréchal par « l'ignorance la plus complète des plus simples notions d'Economie politique (3) ».

En dehors du dogme, ce qui pousse certains à combattre la colonisation étatiste de Bugeaud, c'est l'exemple des pays anglo-saxons. Un autre député, Gustave de Beaumont (que Bugeaud a en vain promené en 1841 dans les villages du Sahel nouvellement fondés, Saint-Ferdinand, Sainte-Amélie, etc.), examine où se porte le courant de l'immigration européenne : « Aux Etats-Unis, au Canada, dans l'Australie et la Nouvelle-Zélande, partout où il y a de la liberté (4) ». Et de même Emile de Girardin : « La colonisation de

1. *Traité d'Economie politique*, 5^e édit., t. I, p. 370.

2. Mai 1847.

3. *L'Algérie en 1846*, p. 6.

4. *Loc. cit.*, p. 10.

l'Algérie est-elle possible ? Je n'en sais rien je ne voudrais pas répondre non, et je n'oserais pas répondre oui. Ce que je sais seulement, ce que je ne crains pas d'affirmer, c'est que si elle est possible, elle n'a qu'un moyen, un seul de réussir, c'est par la liberté comme aux Etats-Unis (1). »

La monarchie de Juillet sera-t-elle une autocratie en Afrique ? C'est donc une formidable poussée de tous les libéraux contre ce projet de tyran.

Ainsi de côtés divers, et pour des motifs nombreux, Bugeaud était en butte aux attaques de l'opinion. Et c'est un mérite non ordinaire, d'être resté sept ans gouverneur de l'Algérie, dans l'hostilité sourde d'une population, et pendant qu'à Paris, dans la presse et à la tribune, ses ennemis le harcelaient : il devait à la longue, tomber enfin, et quitter le sol africain, l'œuvre inachevée, esquissée à peine.

III

Pour situer exactement le projet Bugeaud dans l'histoire de la colonisation algérienne, il est utile d'examiner les autres projets nés à la même époque, avec lesquels le gouverneur était en concurrence dans l'opinion publique.

Si l'on en croyait Dumas père, Bugeaud aurait été

1. *Civilisation de l'Algérie*, p. 9.

au suprême point exclusif : « Voyez tout cela, lui aurait dit le gouverneur au cours de sa visite à Alger, et dites-leur là-bas à tous ces imbéciles qui parlent de l'Algérie sans la connaître, dites-leur que j'ai de la terre pour trois millions d'hommes, seulement il n'y a pas d'autre système que le mien, des colons militaires, un gouvernement militaire, une justice militaire (1). » Mais on sait ce qu'est l'histoire racontée par Dumas : Boutade fausse certainement, car on trouve partout au contraire la preuve que Bugeaud se montrait favorable à tous les projets présentés. Ainsi, parmi beaucoup d'autres, la *Revue des Deux-Mondes*, qui cependant ne ménage pas ses critiques, rapporte (2) :

« Il était on ne peut plus tolérant dans la pratique. Pour ce qui touchait au système de la colonisation, il semblait, comme gouverneur général, n'en avoir épousé aucun. Il avait ouvert la lice à tout le monde et ne s'était réservé que le droit de concourir. »

Aussi à côté des villages construits par l'armée, on voit l'administration civile élever et peupler Bouffarrick, Cheragas, Draria, etc. ; ailleurs, à Philippeville, Coléah, Cherchell, Médéah, Blidah, de petites concessions de terrains sont faites à des colons civils ; ailleurs encore des concessions moyennes aux sieurs Leclercq, Geoffroy, etc., ou de grandes concessions au prince de Mir, au comte del Valle, ou à la Congrégation trappiste de Staouéli.

1. Le *Veloce*, t. IV, p. 242.

2. Article cité, p. 457.

On doit donc taxer d'inexactitude de Tocqueville, lorsqu'il dit à la Chambre (1) : « M. le maréchal Bugeaud n'a jamais cru qu'il fut utile, qu'il fut possible, qu'il fut bon d'introduire une population civile, un élément civil en Afrique. Non seulement il ne l'a pas fait, mais il l'a empêché en partie de se faire. » Un chiffre, rapporté par M. Thureau-Dangin (2), contredit cette affirmation, la population civile de 1840 à 1845 passa de 25.000 à 96.000. Cela aurait-il été possible si le gouverneur, si puissant en Afrique, y avait été hostile ?

Nous passerons, très sommairement en revue, les divers projets de colonisation algérienne éclos ou défendus entre 1841 et 1847.

Le projet le plus naïf est celui qui consiste à assimiler purement et simplement l'Algérie à la France : « il n'y a pas d'autre moyen pour attirer une société nombreuse, sûre et dévouée en Algérie que d'en faire des citoyens français. Et il suffit pour réussir de formuler une simple loi : Le territoire de l'Algérie est réuni au territoire français et forme trois départements. Ces départements sont divisés en arrondissements, tout arrondissement aura le droit d'envoyer un député à la chambre élective (3). » Illusion du suffrage universel, après tout permise peut-être sous la monarchie de Juillet.

1. Séance du 9 juin 1843. *Moniteur* du 10, p. 1722.

2. *Loc. cit.*, t. VI, p. 353.

3. *La Presse*, 20 juin 1845, v. dans le même sens la *Revue indépendante*, 10 octobre 1845, l'*Afrique*, 22-26 février 1845.

Un autre système, consistait à céder de vastes terrains, par ventes aux enchères et annuités, à de grandes Compagnies. C'était en somme le système de l'ancien régime. Mais les temps avaient marché. On répugnait maintenant à ce que l'Etat permit en quelque sorte l'agiotage des terrains. L'aboutissement fatal aurait été que des Compagnies étrangères se seraient implantées en Afrique, la France n'ayant plus qu'une suzeraineté nominale ; ce ne serait point nos nationaux qui auraient pris pied en Algérie.

Bugeaud s'est élevé avec véhémence contre ce projet : « Les grands concessionnaires peuvent-ils faire des propriétaires ? Alors ils aliéneraient la plus grande partie de l'immeuble qui leur aurait été concédé, et s'ils font, pour installer des propriétaires, les mêmes frais que fait le Gouvernement, ils paieront beaucoup trop cher la partie de leur propriété qui leur restera. Leur donnera-t-on une étendue telle qu'ils puissent être indemnisés avec bénéfice après avoir créé un certain nombre de propriétaires ? Mais alors l'Etat s'expose à donner des espaces considérables qui ne recevront qu'une population rare de mercenaires, ou qui n'en recevront pas du tout (1). » Les familles agricoles ne seraient guère avantagées : « Il faudra que la famille rembourse sur son travail le capital et l'intérêt avancés pour créer son établissement et assurer sa subsistance jusqu'à ce qu'elle

1. *Quelques réflexions*, p. 38.

puisse y pourvoir elle-même (1). » Et cela engendrera bien des misères.

Les libéraux préconisent naturellement (dans les rares cas où ils daignent indiquer des solutions), la colonisation par l'emploi de l'initiative privée sous toutes ses formes. Cette initiative suffirait-elle ?

Fidèle à ses méthodes, Bugeaud admet que l'on encourage même capitalistes et capitaux, mais selon lui il y a intérêt national à ne pas se jeter trop dans cette voie, car son expérience lui fait prévoir la non-réussite : Admettez, encouragez l'initiative privée en Algérie, mais n'en faites pas un dogme.

Un autre sentiment pousse Bugeaud : celui de la raison et de la justice. Il voit l'armée, en but aux pénibles labeurs et aux dangers, sacrifier annuellement au feu ennemi ou aux maladies plusieurs milliers de ses enfants ; et les bénéficiaires ce sont les spéculateurs de tous pays qui ont acheté à vil prix près de la côte et autour des villes quantité de terrains, dont la propriété est assurée et consolidée par le sang français. Avec les colonies militaires, ceux qui auront été à la peine, seront non seulement à l'honneur, mais au partage. Les soldats et officiers, sans fortune en France, recevront la récompense de leurs dévouements.

Plusieurs officiers supérieurs de l'armée d'Afrique énoncèrent eux aussi leurs idées en matière de colonisation. Parmi eux le général de Lamoricière. Ce général était partisan de la colonisation civile, peut être

1. *De la colonisation*, p. 21.

parce que Saint-Simonien. Ses rapports avec le gouverneur étaient, par suite, loin d'être cordiaux (1). Selon le principal biographe de Lamoricière, E. Keller (2), Bugeaud « avait retenu à Alger, sans les communiquer à Paris, les mémoires de ses lieutenants et Lamoricière avait été obligé d'adresser directement au ministre de la Guerre une copie de son travail sur la province d'Oran. » Et M. Thureau-Dangin assure dans son *Histoire de la monarchie de Juillet* (3) que Lamoricière écrivit au Ministre dans une lettre du 21 mai 1846 : « Le bon sens du pays et de la Chambre a fait justice du projet de colonisation militaire. »

Bugeaud de son côté nie cet antagonisme ; il écrit : « Sans m'opposer aux essais du système de M. de Lamoricière, en les provoquant même près du gouvernement, je n'ai pu considérer sa méthode comme devant fonder la population forte et nombreuse qu'il faut pour dominer et modifier les Arabes (4). »

Le général Du Barail, dans ses *Souvenirs* (5), ne voit pas deux ennemis en ces deux hommes : « Bugeaud partageait ces idées, et s'il y eut par la suite entre eux quelques tiraillements, ils provenaient non pas de divergences de vue sur les questions fondamentales,

1. V. de Martimprey. *Souvenirs d'un officier d'Etat-Major*, 1885, p. 262.

2. *Le général de Lamoricière. Sa vie militaire, politique et religieuse*, 1874, t. I, p. 425.

3. P. 416.

4. *Colonisation en Algérie*, p. 31.

5. 1894, t. I, p. 111.

mais des aspérités de caractère du général, qui oubliait trop facilement les égards dus aux glorieux services de ses lieutenants. » Quoiqu'il en soit, les projets de son lieutenant paraissent gêner considérablement le gouverneur. Il y avait de plus une rivalité politique. Pendant un séjour en France, Lamoricière avait été élu député dans l'arrondissement de Saint-Calais et la presse politique se réjouissait fort de la perspective d'une rivalité entre les deux Africains.

Le projet de Lamoricière est contenu dans tout son exposé dans une publication que fit l'Imprimerie Royale en 1847 : *Projets de colonisation pour les provinces d'Oran et de Constantine*, par De Lamoricière et Bedeau. A ce plan auraient collaboré (1) les officiers suivants : de Martimprey, d'Illiers, Azéma de Montgravier.

Voici l'économie du projet :

Les crédits concédés par les Chambres auront deux objets :

- a) Obtenir la disposition du sol ;
- b) Ouvrir les voies de communication indispensables.

Simplification (par rapport au projet Bugeaud), quant aux travaux d'installation ; pourquoi, pour un village qui n'existe qu'en germe, faire les frais d'une église, d'un presbytère, d'une maison d'école, d'une mairie, d'une gendarmerie ? On se bornera aux travaux suivants :

a) Puits, fontaines, abreuvoirs, ouvrages d'irrigation ;

b) Enceinte composée d'un fossé et d'un parapet en terre.

Pour la population coloniale, le gouvernement ferait publier en Algérie et en France que l'Etat aliène des concessions de terres suivant un cahier des charges type.

*I. Engagements de l'Etat envers les adjudicataires
ou concessionnaires.*

1° Allocation d'un crédit affecté aux voies de communication de la commune ;

2° Allocation d'un crédit affecté à l'enceinte et à quelques travaux hydrauliques ;

3° Engagements par l'Etat de pourvoir plus tard aux besoins généraux, église, presbytère, etc. ;

4° Promesse d'une prime par famille si quelque circonstance vient rendre particulièrement dispendieuse la construction des maisons ;

5° Engagement par l'Etat d'acquérir pendant dix ans les céréales produites par les colons.

II. Engagements de l'adjudicataire ou concessionnaire.

Ce dernier se chargeait soit d'une commune entière soit de fractions déterminées. Il s'engageait à y ins-

taller, dans un délai de trois, quatre ou cinq ans, le nombre de familles qui serait déterminé par le cahier des charges.

Ses obligations sont les suivantes :

1^o Réserver un cinquième de la surface totale qui serait propriété communale ;

2^o Introduire dans tous les contrats passés avec les colons une clause qui les constitue propriétaires, après l'accomplissement de toutes les obligations réciproques, de quatre hectares au moins de terres labourables.

3^o Procéder d'après le système adopté, et d'une manière continue, au peuplement des communes ;

4^o Réserver certaines terres au jardinage dans une proportion déterminée.

De La Moricière demandait un crédit de 200.000 fr. qui lui permettrait d'établir 2.332 familles. Il était hanté par les souvenirs de son propre pays, la Vendée, où de grands propriétaires construisaient des fermes, et faisaient des avances à des métayers sans fortune.

A ce projet Bugeaud reproche entre autres choses de faire simplement après ce qu'aujourd'hui on fait avant, d'être muet sur la qualité de la population à importer : on ne trouvera que des fermiers et des métayers de la dernière catégorie : de livrer les familles pieds et poings liés aux entrepreneurs de colonisation, etc. (1).

1. Observations de M. le Maréchal, gouverneur général, sur

Le général Bedeau ne présentait pas comme La Moricière un projet d'ensemble complet, mais plutôt des vues sur la colonisation. Il propose : « La création successive de bourgs situés sur les communications principales qui conduisent de Constantine à nos camps de l'intérieur et à nos places de côte. Les bourgs, situés à 30 ou 40 kilomètres de la ville, fourniront les premières étapes routières, et détermineront un polygone qui sera nommé territoire de colonisation (1). » Ces bourgs de ceinture auront une utilité politique et commerciale incontestable ; pour le choix des lieux l'intérêt particulier sera toujours plus perspicace que l'autorité administrative. Quant au système de colonisation proprement dit, Bedeau propose d'essayer en petit tous les projets proposés : l'expérience dira bientôt le meilleur. Cependant il conseille le mélange de petites et grandes propriétés afin d'assurer à celles-ci la main-d'œuvre, à celle-là le prix des journées de travail.

On cherchera également à rapprocher le travailleur indigène du concessionnaire. Le rôle du gouvernement se bornera en principal au don de la terre ; en accessoires aux points suivants :

1^o Travaux de sécurité : en première ligne les enceintes.

2^o Travaux de salubrité : dessèchements et conduites d'eau.

le projet de colonisation, présenté pour la province d'Oran par M. le lieutenant-général de La Moricière.

1. La Moricière et Bedeau, *loc. cit.*, p. 201.

3^e Travaux de communication.

Vis-à-vis des projets de Bugeaud, Bedeau n'est pas hostile : la colonisation militaire serait essayée, comme les autres modes, dans quelques bourgs routiers du polygone de colonisation.

Mentionnons pour mémoire les concessions maritimes : les entrepreneurs de pêche s'engageaient à fonder des villages à la fois agricoles et maritimes, moyennant des concessions territoriales. Ainsi fut à Sidi-Ferruch, Notre-Dame de Fouka, etc.

(Pour les projets à tendance socialiste, se reporter au chapitre VI).

CHAPITRE VIII

LE PROJET DE 1847

- I. La dernière tentative de Bugeaud. — La circulaire d'août 1845. — La lettre au roi de 1846. — Nouvelle brochure de Bugeaud. — Rapport de Bugeaud et du maréchal Soult. — Sa correspondance avec Guizot.*
- II. Le projet du gouvernement. — Annonce du projet dans le discours de la couronne. — Discussions sur les projets d'adresse à la Chambre des pairs et à la Chambre des députés. — Les motifs du gouvernement. — Dépôt du projet de loi. — Exposé des motifs et texte du projet.*
- III. Le rapport de Tocqueville. — Les voyages de de Tocqueville en Algérie. — Analyse de son rapport. — Attitude de la commission.*
- IV. Le Retrait du projet. — La démission de Bugeaud. — Comment elle est jugée par la presse. — Retrait du projet. — Opinions diverses sur la valeur du projet. — Ce que devint la colonisation après Bugeaud.*

I

Le projet de Bugeaud sur la colonisation militaire devait aller jusque devant les Chambres. Il fallut l'opi-

niâtreté du gouverneur, sa pression sur le ministère pour forcer la porte du Parlement. Ce fut d'ailleurs là que Bugeaud fut vaincu définitivement. Le projet, tombé, comme nous le verrons, entraînera sa chute du gouvernement de l'Algérie.

La prise en considération du plan Bugeaud n'était pas possible. A peine née au jour, sa pauvre colonisation militaire soulève la réprobation de tous. L'incident de la circulaire de 1845 est fort significatif.

Le 9 avril 1845, Bugeaud adressait à chacun des généraux de l'Armée d'Afrique une circulaire dont le préambule était le suivant : « Général, j'ai lieu de regarder comme très prochain le moment où nous serons autorisés à entreprendre un peu en grand les essais de colonisation militaire. Les conditions sont détaillées ci-après. Invitez messieurs les chefs de corps à les faire connaître à leurs subordonnés, et à nous adresser, aussitôt qu'il se pourra, l'état des officiers, sous-officiers et soldats qui désirent faire partie des colonies militaires. » Suivaient une série d'articles très détaillés.

Ce début était, il faut le reconnaître, une maladresse. Bugeaud traitait de la colonisation militaire comme si le principe en avait été adopté et s'il s'agissait seulement de l'appliquer. Ce faisant, il négligeait l'avis des Chambres, du gouvernement, de l'opinion publique. Et cela causa dans la presse un terrible retentissement. Guizot le constate dans ses *Mémoires* (1). « La

1. T. VII, p. 193.

surprise et la désapprobation furent grandes à Paris quand cette circulaire y arriva... Les membres des deux Chambres furent blessés du silence gardé dans la circulaire sur leurs droits, leur pouvoir, leur intervention nécessaire dans une telle œuvre. » Guizot écrivit d'ailleurs à Bugeaud le 23 août (1) : « Par votre circulaire du 9 août... Vous venez de me créer et de vous créer à vous-même de nouvelles et grandes difficultés dans une question qui en offrait déjà beaucoup... Il existe, contre votre système de colonies militaires, de fortes préventions dans le cabinet, dans les Chambres, dans la Commission des finances. » Pour calmer l'opinion, Guizot fit insérer un article officieux dans le *Journal des Débats* (article dont il avoue l'inspiration dans ses *Mémoires*) (2) : « Plusieurs journaux, qui reproduisent ce matin la circulaire adressée par M. le maréchal Bugeaud aux généraux placés sous ses ordres, en font le texte des déclamations les plus extraordinaires et les plus absurdes contre le gouverneur général de l'Algérie. S'il fallait les en croire, nous devrions nous attendre à voir demain matin M. le maréchal Bugeaud se déclarer indépendant et nous préparer à un démembrement de l'empire français... Sans prétendre donner une approbation sans réserve à tout ce qui s'est fait depuis quelque temps en Afrique, nous ne saurions cependant nous associer à ce dénigrement systématique dont tous les actes ou toutes les paroles de M. le maréchal Bugeaud sont depuis

1. P. 194.

2. P. 193.

quelque temps devenus l'objet... Il y a en France un pouvoir législatif et un pouvoir exécutif. M. le maréchal Bugeaud n'a pas, que nous sachions, le dessein d'agir sans eux et il suffit de lire sa circulaire pour voir qu'il n'a pas la prétention d'exécuter les plans sans y être autorisé. Si le gouverneur de l'Algérie nous paraissait disposé à se passer de l'assentiment du gouvernement et des Chambres, nous serions aussi empressés que d'autres à lui rappeler le respect qu'il doit à l'autorité de laquelle il relève. Mais nous ne saurions voir dans l'intention qui a dicté sa circulaire, autre chose que le désir d'ouvrir une sorte d'enquête sur les moyens de réaliser un projet qu'il croit bon, utile et possible... Que la France se rassure donc : il y a des juges à Berlin, il y a à Paris un gouvernement et des Chambres, et il ne s'agit de fonder en Afrique ni un nouveau royaume, ni une nouvelle dynastie. »

Ainsi Guizot cherchait à concilier, à rapprocher tout au moins ces deux adversaires : l'opinion et Bugeaud. Tâche lourde, à laquelle il devait échouer. Selon M. Thureau-Dangin, le gouverneur, à la suite de cette affaire, aurait envoyé au gouvernement sa démission (1) qui ne fut pas acceptée.

De la lettre reçue de Guizot, Bugeaud pouvait conclure qu'il ne trouverait pas l'appui et la conviction nécessaires en la personne du ministre. Il songea alors au roi. « On lui a souvent entendu dire, dit le *Siècle* (2),

1. P. 375.

2. 16 janvier 1847.

que si le ministère lui était contraire sur cette question, il aurait pour appui quelqu'un plus puissant que le cabinet. »

Bugeaud était venu passer quelques semaines en France dans le courant de 1846. Il employa son séjour à user de tout le crédit qu'il pouvait avoir au ministère, pour tenter quelque chose de formel. Guizot, en fin de compte, lui promit de demander aux Chambres les fonds nécessaires pour faire un sérieux essai. Bugeaud partit, avec une grande espérance. Il lui revint bientôt, que la question, reproduite dans le conseil, avait été à nouveau ajournée. Le 30 décembre 1846, il écrivit alors au roi une lettre au cours de laquelle il demandait brutalement :

« Est-ce une fin de non-recevoir ou bien seulement de la tactique parlementaire.... Je supplie votre Majesté de faire que j'aie quelque chose de grand, de décisif à exécuter en colonisation. » Dans le même temps il travaillait à sa brochure *De la Colonisation de l'Algérie*. Il la rédigea en janvier 1847. Elle parut peu après. Son Avant-propos laisse percer du découragement. On sait que c'est le dernier coup de dé qu'il va jouer : « Le Gouverneur est moins bien placé que le simple député pour faire admettre certaines idées, certaines vérités fondamentales de notre grande entreprise.... Le Gouverneur sera toujours plus ou moins soupçonné de parler dans son intérêt particulier... On dira qu'il veut perpétuer le régime

du sabre (1). » Les idées qu'il exposait dans son travail sont celles que nous avons vues au cours de cette étude. Son texte de projet d'ordonnance inspirera le projet de loi qui sera déposé par le gouvernement. L'objectif de Bugeaud c'est de constituer un cadre de colonisation, et non de créer artificiellement à grands coups de budget tout un peuple nouveau.

Pour la *Revue des Deux-Mondes* (2) Bugeaud, « semble vouloir se réformer lui-même. La dernière brochure qu'il a publiée à l'appui du projet soumis aux Chambres est une atténuation notable de sa pensée primitive... » Il y avait beaucoup de vrai dans cette appréciation : Bugeaud ne demandait qu'un crédit de trois millions alors qu'il avait parlé en 1842 de trente millions. Ce qu'il veut donc en 1847, ce n'est pas une exécution en grand, mais un essai sérieux.

Si l'on envisage cette période de sept années de gouvernement de l'Algérie, on constate que Bugeaud n'a jamais été en très bons termes avec le ministère. Sous le maréchal Soult, particulièrement, l'inimitié était flagrante. On assurait dans certaine presse que Bugeaud voulait le portefeuille de la Guerre (3); que du moins sa persistance avait causé le départ de Soult (4). Il ne faut pas oublier que ce dernier était maréchal de France dès 1804, et qu'à cette époque

1. Avant-propos, p. 2.

2. 15 avril 1847, p. 249.

3. *L'Afrique*, 2-6 septembre 1845.

3. Desjobert, *loc. cit.*, p. 32 et 72.

le futur gouverneur de l'Algérie n'était qu'un obscur vélite de la garde impériale. Le « vieux » Soult se laisserait-il conduire par le « jeune » Bugeaud ?

Le 30 juin 1845 Bugeaud écrit à Guizot : « M. le maréchal Soult a l'intention de me dégoûter de ma situation pour me la faire abandonner. Cette pensée résulte d'une foule de petits faits et d'un ensemble qui prouve qu'il n'a aucun égard pour mes idées, pour mes propositions. Vous avez vu le cas qu'il a fait de l'engagement pris devant le Conseil de demander 500.000 francs pour un essai de colonisation militaire ; c'est là même chose de tout ou à peu près... le plus mince sujet de ses bureaux a plus d'influence que moi sur l'administration et la colonisation de l'Algérie. »

Dans ses lettres à Guizot, Bugeaud ne cache rien de ses sentiments sur les hommes et sur la politique. Et cet abandon, dans cette correspondance, est une source précieuse pour qui voudrait étudier la psychologie du gouverneur. Guizot, de son côté, se montre clairvoyant à l'endroit des qualités, des efforts et aussi des chances de réussite du maréchal. Il eut, lui, le rare mérite de ne pas opposer à ses plans une fin brutale de non-recevoir. Il essaiera de calmer son audace, mais il se montre assez prêt à essayer de la colonisation militaire. Guizot était trop prudent politique pour s'engager à fond sur aucun système dogmatique. Et somme toute, il fut vis-à-vis de Bugeaud, tout ce qu'il pouvait être. En passant, rendons-lui justice.

II

Pendant que Bugeaud mettait la dernière main à sa nouvelle brochure, le ministère cherchait une formule à mettre dans l'adresse du roi aux Chambres, pour l'ouverture de la session, formule qui ferait prévoir un projet de loi de colonisation, tout en ménageant prudemment la susceptibilité du gouverneur de l'Algérie et l'opinion des représentants du peuple. Voici extrait du discours du trône du 11 janvier 1847, le passage en question : « Vous aurez aussi à vous occuper des mesures propres à seconder dans nos possessions d'Afrique le progrès de la colonisation et de la prospérité. La tranquillité si heureusement rétablie dans l'Algérie, par la valeur et le dévouement de notre armée, permet d'examiner mûrement, cette importante question, sur laquelle un projet de loi spécial vous sera présenté (1). »

La Chambre des Pairs, répondait le 18 janvier à l'adresse du roi ; le président Barthe étant rapporteur. Le neuvième paragraphe, celui qui répondait à l'annonce du projet était ainsi conçu : « La tranquillité est heureusement rétablie en Afrique ; notre domination s'y consolide par la valeur et le dévouement.

1. *Mon. univ.*, 1847, p. 47. Le *Siècle* (12 janvier) assure qu'à la lecture le mot *civilisation* fut substitué à la *colonisation* du texte.

ment de notre armée. La conquête est achevée ; elle a commandé des sacrifices : il est temps de la féconder par les travaux de la paix. Les questions qui se rattachent au progrès de la colonisation, et dont la solution se lie intimement à la prospérité de ces contrées, ont appelé l'attention de votre Gouvernement. La Chambre examinera avec maturité le projet de loi spécial, qui lui sera présenté. »

La discussion de ce paragraphe n'amena à la tribune que deux interventions : celle du marquis de La Place, qui trouve la colonisation militaire séduisante mais tentée jusqu'alors sur une trop petite échelle : celle du marquis de Boissy qui accuse le ministère d'attendre les ordres et les instructions de Bugeaud pour déposer son projet de loi.

La Chambre des Députés répondait presque identiquement : « La tranquillité si heureusement rétablie en Algérie par la valeur et l'infatigable dévouement de notre armée nous permet et nous commande d'adopter enfin et de soumettre à des expériences décisives les mesures propres à seconder les progrès de la colonisation dans nos possessions d'Afrique. La Chambre donnera l'attention la plus sérieuse au projet de loi spécial qui lui sera présenté sur cette importante question (2). »

Plusieurs orateurs prirent la parole : sur l'Algérie spécialement, M. de Castellane qui reprocha au minis-

1. *Id.*, p. 92.

2. *Id.*, p. 154.

tre de l'Instruction publique, la mission confiée à un célèbre entrepreneur de feuilletons (Alexandre Dumas), puis M. de Tracy qui s'étonne que l'on veuille travailler pour « des Maltais, des Siciliens, des Espagnols, des Allemands » alors que « la population de nos campagnes meurt de faim ».

Des deux réponses législatives au discours du trône il ne faudrait pas conclure, malgré l'apparence, que les Chambres se montreront conciliantes ; sous les phrases vagues du texte officiel, il y avait en réalité une forte opposition.

Et d'abord personne ne croyait à la bonne foi du gouvernement : pour tous les députés et pour toute la presse, le ministre était moralement forcé, vis-à-vis de Bugeaud, de déposer un projet de colonisation militaire, et même, disait-on, il ne cherche qu'une chose : donner aux Chambres le prétexte d'un semblant de discussion : le projet sombrera sous la réprobation unanime, et l'on sera débarrassé à jamais des fantaisies du gouverneur de l'Algérie.

Quoi qu'il en soit, un mois après, le projet était debout ; à la séance du 27, Moline de Saint-Yon, ministre de la Guerre, montait à la tribune : « Messieurs, j'ai l'honneur d'apporter à la Chambre deux projets de loi, l'un relatif aux crédits extraordinaires de 1847, pour les services militaires et civils en Algérie : l'autre tendant à ouvrir au ministre de la guerre, sur les exercices de 1847, 1848, 1849 un crédit de 3 millions pour l'établissement en Algérie de camps agri-

coles (1). » Le compte rendu fait suivre cette déclaration de (*sensation*). Selon le *Siècle*, le dépôt de ce projet provoqua un mouvement marqué d'opposition dans toutes les parties de la Chambre. Les choses se gâtaient.

Guizot tenait Bugeaud au courant : il lui écrivait le 19 février : « Les deux projets de loi sur l'Algérie... seront présentés sous peu de jours. Votre présence à la Chambre pendant la discussion sera indispensable. » Cette dernière phrase est capitale, elle montre clairement que le projet est celui du gouverneur de l'Algérie et non du ministère.

Bugeaud au reçu du texte du projet, écrivit à Guizot le 9 mars : « Si je ne comptais que sur cet exposé, le projet me paraîtrait bien malade : je n'ai jamais rien vu de si pâle, de plus timide, de plus incolore. Je compte infiniment peu sur la parole du ministre de la Guerre ; mais je compte infiniment sur la vôtre. »

Ce projet était-il vraiment si « pâle » si « incolore ? » Nous en donnerons une analyse.

Rappel d'abord de ce qui a été fait en Algérie depuis la conquête dans chacune des trois divisions, Alger, Oran, Constantine.

Résumé. — 1^o Dans la province d'Alger : 27 centres nouveaux, six villes reconstituées, la population est montée à 73.000 âmes.

2^o Dans la province d'Oran : huit centres nouveaux, trois villes relevées ; population : 22.000 âmes.

1. *Mon. univ.* du 28 février, p. 407.

3° Dans la province de Constantine : huit centres nouveaux, trois villes rebâties ; population : 12.000 âmes.

On continuera à pousser la colonisation dans chaque province au moyen de concessions. Mais, de plus, et (le projet entre directement dans les vues de Bugeaud), il est nécessaire de créer une colonisation d'avant-garde, sorte de bouclier pour la colonisation civile. Des camps agricoles seront créés : effectif total, 1.000 soldats.

Pour le recrutement, on n'enrôlera que des hommes ayant fait deux ans de services, et ayant encore trois années à faire. Pas de soldats libérés (sauf pour la colonisation libre).

Les soldats et sous-officiers qui seront admis recevront un congé de six mois pour se marier. Eux et leur femme, auront droit à une indemnité de route. Pour chaque ménage l'Etat fera construire une maison, fournira un mobilier, des bestiaux, des instruments de culture, et aménagera des lots de culture. Trois ans après les colons passent sous le régime civil.

Le projet prévoit comme objections :

1° la dépense : 3.000 francs par homme, mais cette dépense sera atténuée bientôt par la réduction de l'armée ;

2° La difficulté de constituer et de maintenir les familles ; mais serait-ce plus facile avec la colonisation civile ?

3° L'incompatibilité avec la loi de recrutement ; mais les enrôlés restent dans les cadres de l'armée ; ils ne

consacrent à la colonisation que les instants de loisir. D'ailleurs on n'engage personne de force.

Texte du projet de loi :

Art. 1^{er}. — Il sera créé en Algérie des camps agricoles où des terres seront concédées à des militaires de tout grade et de toutes armées, servant ou ayant servi en Afrique.

Art. 2. — Le temps passé dans les camps agricoles par les officiers et par les sous-officiers et soldats leur sera compté pour la pension de retraite, comme s'il avait été passé sous les drapeaux, mais seulement jusqu'à un maximum de cinq années.

Art. 3. — Une somme de 3 millions sera employée aux dépenses prévues par la présente loi, pendant les exercices 1845, 1848 et 1849.

Signé : A. DE SAINT-YON, ministre de la Guerre.

Ce projet était loin de pouvoir satisfaire Bugeaud. Il montrait qu'il fallait faire quelque chose pour l'Afrique, mais, somme toute, rien ne disait dans le texte que la colonisation militaire était le seul système possible. L'exposé des motifs aurait pu presque s'appliquer textuellement à une proposition de colonisation civile.

Et l'on comprend facilement la mauvaise humeur du gouverneur.

III

Pour comble de malheur le rapport fut confié à Alexis de Tocqueville, qui n'était pas fort bien disposé

à l'égard du maréchal. Leur mésentente datait du voyage que Tocqueville avait fait en Algérie l'année précédente, accompagné de Salvandy, ministre de l'Instruction publique et de deux députés. Salvandy semble avoir eu pour mission d'obtenir des concessions sur un projet jugé trop absolu par le gouvernement. Il n'y réussit pas. Bugeaud essaya de faire entrer dans ses vues cette savante mission d'études ; mais il lui arriva quelques mésaventures : à Miliana une députation de civils vint demander au gouverneur, devant la mission, un commissaire *civil* pour l'Administration municipale, et un juge de paix *civil* pour l'Administration de la Justice (1). Autre événement fâcheux : un soir, l'un des députés prenait l'air dans une rue d'Orléansville : il fut appréhendé et apostrophé par un sergent qui, sous prétexte de tranquillité publique, le menaça d'emprisonnement s'il ne s'en allait au plus vite (2).

Tocqueville et Bugeaud ne se quittèrent pas bons amis. « Tocqueville, dit Saint-Arnaud, dans ses lettres (3), posait un peu pour l'observation méthodique profonde et raisonnée. » Par contre Tocqueville écrivait à Dufaure le 6 novembre 1846 (4) : « J'ai trouvé partout sans exception cette idée que le Maréchal est hostile à tous les développements de la société civile. »

1. V. *Rev. des Deux-Mondes*, loc. cit., p. 469.

2. V. Thureau-Dangin, p. 414.

3. T. II, p. 110.

4. *Œuvre complète*. Paris, 1866, t. VII, p. 24.

La nomination de de Tocqueville comme rapporteur faisait donc à peu près prévoir le sort qui était ménagé au projet. — De Tocqueville s'attache à démontrer qu'il ne faut pas chercher à tirer une leçon des expériences plus ou moins analogues tentées dans d'autres pays et dans d'autres temps. Puis il arrive aux objections qui ont été élevées. Nous les avons rencontrées au fur et à mesure de notre étude. Ce sont :

- 1° La loi de recrutement ;
- 2° L'inégalité entre les divers types de soldats ;
- 3° Le défaut de garantie morale pour les unions.

Lorsque le rapporteur combat le projet, il le fait au nom de pétitions de principe, et non en étudiant de près le plan du maréchal. Il écrira notamment : « Une fois que le soldat a rempli son engagement militaire, nul ne peut le forcer à vivre sous une loi exceptionnelle, dont les gênes lui seraient insupportables. »

Mais le grand argument, c'est que Bugeaud méconnaît les principes sacro-saints du pur libéralisme. « Si l'Etat quittait la sphère des intérêts publics pour prendre en main les intérêts particuliers des colons, il entreprendrait une œuvre tout à la fois très onéreuse et assez stérile. — Onéreuse, car il n'y a pas d'établissement agricole dans un pays nouveau, qui ne coûte très cher, relativement à son importance. — Stérile, ou du moins peu productive... l'Etat, quels que soient ses efforts, ne peut pourvoir à tous les frais que supposent l'établissement et le maintien d'une famille. »

Et de Tocqueville pose le dilemme suivant, qui est

la condamnation absolue de toute intervention étatique : « En matière de colonisation, il faut toujours en revenir à cette alternative : ou les conditions économiques du pays qu'il s'agit de peupler seront telles que ceux qui viendront l'habiter pourront facilement y prospérer ou s'y fixer : dans ce cas il est clair que les hommes et les capitaux y viendront ou y resteront eux-mêmes, ou une telle condition ne se rencontrera pas, et alors on peut affirmer que rien ne saura jamais le remplacer ».

L'histoire de la colonisation officielle devait, par la suite, donner un sérieux démenti à cette prédiction académique. Mais il y a quelque tristesse à voir ce projet qui tenait tant au cœur de Bugeaud, incompris et bafoué presque du rapporteur chargé de le présenter aux représentants du pays.

D'ailleurs l'opinion du rapporteur reflétait assez exactement celle de la commission. Celle-ci, l'affaire ayant été jugée d'importance par le ministère, était composée de 18 membres, deux par bureau. C'étaient, Dufaure, comte de Morny, Allard, comte d'Oraison, de Tracy, de Corcelles, de Lasteyrie, général Scheider, Plichon, marquis Oudinot, de Tocqueville, Desjober, de Boblaye, marquis de la Guiche, Béchamel de Chasseloup-Laubat, de Beaumont, Abraham Dubois. Dans cette commission figuraient entre autres, deux ennemis acharnés de Bugeaud, Desjober, et de Beaumont ; le président nommé fut Dufaure. Or celui-ci dans la session précédente s'était prononcé hautement contre la colonisation militaire.

La commission se prononça à l'unanimité contre le projet ; cependant un membre proposa l'amendement suivant : « Il sera employé une somme de trois millions de francs à l'établissement en Algérie de militaires libérés et mariés. Ils seront répartis dans les divers centres agricoles et assimilés en tous points aux colons civils. »

La commission eut-elle l'intention de donner une fiche de consolation au maréchal ? Se souvint-elle de son dévouement à la cause africaine ? Toujours est-il que de longues discussions furent engagées sur cet amendement ; au vote la commission se répartit en 9 voix pour et 9 voix contre : l'amendement, dernière planche de salut, ne fut pas adopté.

IV

En même temps que l'hostilité se manifestait violemment dans les milieux parlementaires, une campagne non moins ardente était entreprise en Algérie même. Certes, depuis longtemps, depuis le début de l'occupation française, une partie de la population avait élevé des plaintes contre le régime militaire ; mais à l'approche du projet ministériel de colonisation militaire, la lutte devient plus âpre et les plaintes plus véhémentes. Un grand nombre de groupements, sociétés, associations professionnelles, etc., adressent au Parlement des vœux contre le projet Bugeaud. Voici à titre d'exemple, un document d'avril 1847. C'est une pro-

testation des colons d'Alger contre l'établissement des camps agricoles : « Considérant... que le projet d'essai des camps agricoles servirait de prétexte pour éterniser, en faveur des chefs militaires, une prépondérance dangereuse... que l'on voit les soldats libérés se placer de préférence dans les villes ; que des jeunes gens de vingt ans n'ont pas assez d'expérience des travaux agricoles pour diriger des exploitations ; que les officiers sortant des écoles ou vieillis dans les régiments ont encore moins la science nécessaire pour les guider ; que de jeunes époux unis à la hâte, sans leurs vieux parents pour les conseiller, sans enfants assez forts pour les aider, ne pourraient que difficilement constituer de bonnes et heureuses familles ; que les associés militaires qu'on propose de leur donner seraient une cause certaine de désaccord et de désordre.

La Commission... déclare repousser à l'unanimité la colonisation militaire.

Les soussignés, délégués des colons d'Algérie... convaincus que la création d'une colonisation militaire, sous le nom de camps agricoles, prolongerait la durée du régime exceptionnel qui nous oppresse et nous désespère, qui empêche le développement du pays et perpétue les sacrifices de la France.

Déclarent adhérer à la délibération de la Commission algérienne. Ils supplient le gouvernement et les Chambres d'amender le projet de loi en date du 24 février dernier et d'accorder sur l'exercice 1847 le crédit de quinze cent mille francs demandé par le projet, mais sous la condition très expresse qu'il sera

appliqué à des travaux urgents d'utilité publique, et à fournir immédiatement des ateliers d'ouvriers civils.

Signé : Baron de VIALAR, comte de FRANCLIEU.

Le malheureux Bugeaud se trouvait presque isolé. Contre lui les Chambres, l'opinion publique française, une grande partie de l'opinion algérienne. Auprès de cette formidable poussée que valait le soutien pas très convaincu, du gouvernement ?

La démission s'imposait. Elle ne se fit pas attendre et le 30 mai 1847 le maréchal quittait le sol de l'Algérie qu'il ne devait plus revoir.

Au moment de s'embarquer il fit une déclaration d'adieux, dont les termes furent rapportés par le *Moniteur Algérien* : « J'avais dit que je serai colonisateur ardent. Etendez vos regards au-delà du cercle d'Alger : voyez ces villes fondées ou relevées de leurs ruines ; voyez les routes, les ponts, les édifices de toute nature, les barrages, les conduites d'eau, les villages qui ont surgi ; et dites si nous n'avons pas fait une colonisation, au milieu d'une guerre ardue, plus qu'on avait le droit d'attendre en raison des moyens exigus qui ont été mis à notre disposition. » Cela, c'est l'optimisme officiel, l'optimisme pour l'histoire. Bugeaud est plus sincère lorsqu'il écrit à Léon Roches, secrétaire de la légation au Maroc (1) : « J'ai donné ma démission de gouverneur général de l'Algérie, parce que je n'ai pas voulu me faire l'applica-

1. D'Ideville, t. III, p. 185.

teur et l'éditeur responsable du système de colonisation que ma raison réprouve ; parce qu'ayant eu le bonheur de mener à bonne fin une vaste et difficile entreprise, je n'ai pas voulu me faire l'artisan de la destruction de mon œuvre en me prêtant aux illusions des rêveurs et des charlatans... Je vais essayer de lutter comme simple député, et mes paroles auront plus de poids peut-être que par le passé, quand on verra que je suis tout à fait désintéressé dans la question... Il n'en est pas de la colonisation comme de la question de guerre ; j'ai pu répondre à mes contradicteurs en guerre par l'argument le plus péremptoire, le succès, mais en colonisation, pour avoir du succès, il faut de l'argent et les Chambres seules peuvent en voter (1). »

Les appréciations de la Presse sur cette démission varient suivant les opinions politiques : les uns regrettent le maréchal, les autres se félicitent d'être délivrés de cet homme nuisible. Pour la *Revue des Deux-Mondes*, Bugeaud a obéi à un mouvement d'impatience. Suivant le *Siècle*, « il a pris sa résolution après avoir reçu une lettre d'un membre du gouvernement dont les conseils ont plus de poids sur lui que ceux de M. Guizot ou même que les injonctions du ministre de la Guerre (2). »

En même temps que Bugeaud démissionnait du poste de gouverneur, la commission législative, sui-

1. Dans le même sens les *Documents Inédits* publiés par M. Thureau-Dangin, *loc. cit.*, t. VI, p. 405.

2. 4 juin 1847.

vant l'opinion du rapport de Tocqueville, concluait au rejet et huit jours après la lecture de ce rapport, le gouvernement retirait le projet de loi. Le projet n'eut-il pas été retiré, il est facile de prévoir le sort que lui aurait fait la Chambre.

Il est difficile de découvrir le vrai mobile du ministère. Voulait-il, par ce retrait, prévenir un échec inévitable, ou plutôt, furieux des derniers actes de Bugeaud voulut-il se venger par l'abandon de sa colonisation militaire. Il nous paraît pour notre part, que si le ministère avait déposé un projet de colonisation militaire, c'était la main forcée par le gouverneur de l'Algérie, et il fut trop content de la décision du maréchal pour se tirer d'un pas difficile.

En résumé le projet de colonisation militaire était mort dans l'œuf. Les applications partielles que Bugeaud en fit en Algérie, ne permettent de présenter aucune conclusion.

Que serait-il passé, que serait aujourd'hui l'Algérie, si les Chambres de 1849 avaient soutenu le maréchal ? Les opinions sont fort diverses. Emile de Girardin, en 1860 (1), ne croyait pas « que les camps agricoles auraient répondu à l'atteinte de leur auteur ». D'autres auteurs pensent différemment (2) ; surtout le bio-

1. *Civilisation de l'Algérie*, p. 42.

2. V. Gaffarel. *L'Algérie. Histoire, conquête et colonisation*, p. 568. — Henri de Saint-Genis. *Quelques mots sur l'Algérie*, p. 11. — Narcisse Faucon. *Le livre d'Or de l'Algérie*, 1889, t. I.

graphe de Bugeaud, le comte d'Ideville qui estime (1) (mais son opinion est par nature peu impartiale) que si « en 1847, le système de colonisation de Bugeaud avait été mis en pratique et strictement suivi jusqu'à nos jours, notre Algérie posséderait dix départements et cinquante villes de vingt mille âmes, rapporterait un milliard à la France et serait le véritable prolongement de la mère patrie. »

Le projet n'ayant pas reçu d'application, il est d'ailleurs vain de fouiller un avenir d'imagination. Cependant M. Paul Jaillet, dans son savant *Essai historique et critique sur la colonisation militaire* (2), voit en Bugeaud un savant théoricien en matière de colonisation : les discussions auxquelles donnèrent lieu son projet « posèrent les bases des principes généraux sur lesquelles repose la notion contemporaine de colonisation militaire. »

Il y a un autre mérite qu'on ne peut lui refuser : c'est d'avoir été le pionnier de la colonisation officielle en Algérie. Le système de création des centres, qui lui était si chère, fut pratiqué toujours par la suite. Et c'est à coup de crédits, de concessions, de privilèges, que la France arriva à implanter des colons en Algérie. Quand Bugeaud demanda ces sacrifices, il n'obtint rien, car l'idée n'était pas mûre. Elle ne devait pas tarder à l'être. En 1850 l'Assemblée votait 50 millions pour l'établissement d'agriculteurs en Afrique ;

1. *Loc. cit.*, t. II, p. 290, n. 1.

2. P. 239.

mais ce furent des bijoutiers, des passementiers, et autres artisans de Paris qui en profitèrent. On peut affirmer que Bugeaud aurait beaucoup mieux réussi s'il avait reçu ces 50 millions pour attacher au sol ces colons militaires.

CONCLUSION

Les contemporains de Bugeaud se sont chargés de présenter du projet de colonisation militaire une critique détaillée et positive ; article par article, presque mot par mot, les propositions de loi du maréchal ont été attaquées, et parfois ridiculisées. Il ne faut point s'en étonner. Avant d'entrer dans le domaine de l'histoire, toute idée économique ou sociale, doit passer par celui de la politique : avant d'être protégée par la patine du temps, l'idée se présente crue, à l'étonnement des hommes et par cela même, presque généralement, à leur hostilité. — Somme toute, les luttes politiques ne sont pas plus âpres et plus acerbes que les luttes individuelles pour le pain quotidien ; une collectivité, comme un être humain, tend à sa conservation ; vis-à-vis de ceux qu'elle croit ses ennemis, elle se montre impitoyable : c'est presque de la légitime défense.

Les années ont passé sur l'œuvre de Bugeaud. Pour nous, complètement stérile serait l'emploi de la même méthode d'examen. Que nous servirait une critique serrée ? Le recul du temps nous oblige bien plutôt, à juger avec sérénité cet effort resté infructueux : nous

sommes des juges impartiaux, parce qu'en dehors des contingences; et cela constitue l'attrait le plus intense vers les choses mortes.

En conclusion personnelle de cette étude, nous poserons la proposition suivante : le projet de colonisation militaire du maréchal Bugeaud est tombé, parce qu'il faisait partie d'une mentalité sociale, éclosse vers la Restauration et disparue complètement à l'avènement du second empire.

L'Europe, secouée de 1789 à 1815, par une suite ininterrompue de guerres épuisantes, aspire à la paix. La France a besoin d'un long repos pour réparer ses forces. Mais elle ne peut se résoudre à l'inactivité; il n'est pas, semble-t-il, dans sa destinée de s'arrêter dans son évolution; à des temps nouveaux, des opinions nouvelles; or une sorte de pacifisme pénètre toutes les classes; c'est, tout d'abord, la lassitude des batailles, puis l'examen du rôle de l'armée, enfin l'utilisation de cette armée vers une fin, jugée supérieure : constituer un élément de progrès, un adjuvant à la marche de développement social.

On trouve cette idée sous la plume de beaucoup d'écrivains de l'époque, que l'Europe est entrée dans une ère de paix définitive. Chose étrange, cette opinion s'est infiltrée dans une partie de l'armée : nous avons cité plus haut, l'œuvre, très caractéristique du capitaine Ferdinand Durand : *des Tendances pacifiques de la Société Européenne et du rôle des armées dans l'avenir*. Nous voyons, par ailleurs, plusieurs officiers, faire imprimer leurs études à la *Librairie*

Sociétaire. D'autres ont des attaches, non cachées, avec telle ou telle école communiste. Le socialisme, de son côté, entre dans ce mouvement ; (l'antimilitarisme n'est pas né) ; il rêve d'un emploi de l'armée pour le bien-être de la nation.

Et voilà, à notre sens, la mentalité d'où dépend le projet de colonisation militaire. Aucun des contemporains de Bugeaud ne paraît l'avoir compris ; mais le présent met un bandeau sur les yeux, l'avenir rend plus clairvoyant.

Les événements ont tué dans l'œuf les tendances pacifiques ; puisqu'elles ne devaient pas triompher, il n'était pas possible que Bugeaud fût écouté.

Il se crut en butte à la méchanceté, à la mesquinerie, l'aveuglement. La raison de son échec est plus profonde : c'est l'avenir qui se prépare : la France ne devait pas user ses enfants sur le sol de l'Afrique, pour une œuvre de paix ; elle devait conserver encore toutes ses forces pour la résistance, aux frontières.

VU :

Le Président de la thèse,

PAUL LESEUR

VU :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Pour *Le vice-recteur de l'Académie de Paris,*

J. COMBARIEU.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE PREMIER

BUGEAUD, GOUVERNEUR DE L'ALGÉRIE

	Pages
I. La question d'Afrique en 1841. — Esquisse rapide de la conquête de 1830 à 1841. — La question d'Afrique et la politique extérieure de la Monarchie de Juillet. — Hypothèse d'une guerre européenne. — Oppositions que rencontre encore la conquête en 1841. — L'occupation restreinte	1
II. Nomination de Bugeaud au Gouvernement général de l'Algérie. — L'ordonnance du 29 décembre 1846. — En quoi la nomination de Bugeaud marque une nouvelle étape dans la question d'Afrique. — Comment elle est accueillie par la presse. — La proclamation d'arrivée	16
III. Essai sur la personnalité de Bugeaud. — Bugeaud en Afrique avant 1841. — Ses premières opinions sur la conquête. — Explication de son évolution. — Bugeaud publiciste. — Les attaques de Presse. — Ses rapports avec le Gouvernement. — Ses rapports avec l'Administration civile de l'Afrique. — Le soldat laboureur	22

CHAPITRE II

LES TRAVAUX PUBLICS

	Pages
I. De l'armée productive. — Faveur de Bugeaud pour les travaux publics. — Il touche à une question doctrinale très discutée sous la Monarchie de Juillet : le rôle de l'armée. — Partisans et adversaires de l'armée productive. — Est-ce conforme à la loi? — La question se pose différemment en France et en Algérie	45
II. Les travaux exécutés par l'armée d'Afrique. — Précédents historiques : à l'Etranger et en France. — Le chemin de fer de Saint-Germain, les routes stratégiques de l'Ouest; les fortifications de Paris. — Avantages à l'emploi de l'armée. — Nature des travaux exécutés en Afrique. — Le régime des travailleurs. — Résultats obtenus	54
III. Les condamnés militaires. — Le colonel Marengo. — Les travaux des condamnés militaires. — Construction des villages de Saint-Ferdinand et Sainte-Amélie. — Inconvénients à faire travailler côte à côte soldats et condamnés	64

CHAPITRE III

DE LA NÉCESSITÉ D'EMPLOYER L'ARMÉE A LA COLONISATION

I. Psychologie du peuple arabe. — Caractère de la lutte contre les Arabes. — Pourra-t-on les assimiler? — Moyens employés par Bugeaud pour essayer cette assimilation. — Quelques résultats observés.	72
II. Insuffisance de la colonisation civile. — Les premiers essais de colonisation civile en Afrique. — Faiblesse de ce mode de colonisation.	82

	Pages
III. La sécurité nécessaire. — La sécurité est le premier but à atteindre. — Avantage d'un gouvernement militaire. — L'Afrique française n'existerait pas sans l'armée. — Les effectifs nécessaires. — Les milices employées comme forces militaires	88
IV. L'armée, premier germe de colonisation. — L'exécution de travaux publics attire un noyau de population. — L'armée prépare le terrain à la colonisation civile.	95

CHAPITRE IV

LA COLONISATION MILITAIRE PROPREMENT DITE

I. Du principe de colonisation militaire. — L'armée par elle-même peut être un facteur de colonisation. — Précédents historiques. — Le régime militaire ne sera que transitoire. — Rapports avec la colonisation civile. — Toute colonisation civile devra au début, par la force des choses se militariser. — Quelques essais de colonisation militaire en Algérie avant Bugeaud	100
II. Etablissement. — Dans quelle zone devront être établies les colonies militaires. — Les terres disponibles. — Construction des villages. — L'effectif d'une colonie	111
III. Organisation intérieure et fonctionnement. — De l'administration d'un village. — L'état des soldats colons. — Avantages que leur concèdera l'Etat. — Situation des officiers. — Avantages qui leur seront offerts	116
IV. Du coût de la colonisation. — Les évaluations de Bugeaud. — Comment l'Etat se remboursera. . . .	123
V. Avantages que la France tirera de la colonisation militaire. — L'effectif de l'armée pourra être réduit.	

	Pages
— Les camps agricoles seront le meilleur instrument de défense contre les Arabes. — L'Etat aura établi en Algérie un solide contingent de colons. . . .	126

CHAPITRE V

LES COLONS MILITAIRES

I. Du recrutement. — Est-il légal ? — Est-il possible ? — Qualités des soldats laboureurs. — Défauts de ces colons. — Soldats libérés ou en activité de service. — Comment fonctionne le recrutement.	134
II. Les congés de mariage — Nécessité de coloniser au moyen de familles. — L'expérience de Toulon. — Objections à cette méthode	145

CHAPITRE VI

LA COLONISATION MILITAIRE ET LE SOCIALISME

I. Tendance socialiste du projet Bugeaud. — Essor des différentes doctrines socialistes sous la monarchie de Juillet. — Les germes de socialisme contenus dans la colonisation militaire. — Faveur de Bugeaud pour les autres projets d'organisation collective du travail en Algérie. — Le projet de l'abbé Landmann. — Les trappistes de Staouëli	158
II. Une expérience communiste de Bugeaud. — La brochure de 1849 : Les socialistes et le travail en commun. — Monographie d'un village communiste : Béni-Méred. — Liquidation de cette entreprise . . .	162
III. La colonisation et les écoles socialistes. — Attitude des fouriéristes envers les projets de Bugeaud. — Une tentative sociétaire. — L'Union agricole d'Afri-	

	Pages
que. -- Les Saint-Simoniens : Enfantin et la colonisation de l'Algérie	169

CHAPITRE VII

LES ADVERSAIRES DE BUGEAUD

I. Le régime du sabre. — Le gouvernement général de l'Algérie. — Plaintes contre le gouvernement militaire antérieurement à 1841. — La guerre est le seul but du maréchal. — La dictature de Bugeaud. — Ses abus d'autorité. — Plaintes contre la juridiction militaire. — L'armée prétorienne. — Les ennemis politiques de Bugeaud	179
II. Les adversaires de la colonisation militaire. — Le projet viole la législation militaire. — Il déroge au droit commun. — Il marche à l'encontre de la civilisation. — Ce serait la ruine des finances françaises. — Opposition des libéraux. — Opposition des colons civils de l'Algérie.	189
III. Exposé sommaire des systèmes concurrents. — L'eclectisme de Bugeaud. — Les partisans de l'assimilation. — Concession à une compagnie. — Appel aux capitaux et à l'initiative privée. — Système du général de Lamoricière. — Système du général Bedeau. — Quelques mots sur les concessions maritimes.	194

CHAPITRE VIII

LE PROJET DE 1847

I. La dernière tentative de Bugeaud. — La circulaire d'août 1845. — La lettre au roi de 1846. — Nouvelle	
--	--

	Pages
brochure de Bugeaud. — Rapports de Bugeaud et du maréchal Soult. — La correspondance avec Guizot.	205
II. Le projet du Gouvernement. — Annonce du projet dans le discours de la couronne. — Discussions sur les projets d'adresse à la Chambre des Pairs et à la Chambre des Députés. — Les motifs du Gouverne- ment. — Dépôt du projet de loi. — Exposé des motifs et texte du projet.	212
III. Le rapport de Tocqueville. — Les voyages de Toc- queville en Algérie. — Analyse de son rapport. — Attitude de la commission,	217
IV. Le retrait du projet. — La démission de Bugeaud. — Comment elle est jugée par la presse. — Retrait du projet. — Opinions diverses sur la valeur du projet. — Ce que devint la colonisation après Bugeaud	221
CONCLUSION	229

